

JCDecaux

Rapport d'activité 2018

7 mars 2019

Table des matières

Rapport d'activité annuel 2018	3
Communiqué financier des résultats annuels 2018	3
Faits marquants de l'année 2018.....	11
Perspectives.....	14
Transactions avec les parties liées	15
Facteurs de risques	16
Comptes consolidés annuels 2018	19
Etats financiers consolidés annuels.....	19
Annexes aux comptes consolidés annuels	24
Rapport des Commissaires aux Comptes	91

RAPPORT D'ACTIVITE ANNUEL 2018

COMMUNIQUE FINANCIER DES RESULTATS ANNUELS 2018

- Chiffre d'affaires ajusté en hausse de +3,6 % à 3 618,5 millions d'euros, croissance organique du chiffre d'affaires ajusté de +5,2 %
- Marge opérationnelle ajustée de 655,1 millions d'euros, en hausse de +0,2 %
- Résultat d'exploitation ajusté, avant charges de dépréciation, de 339,8 millions d'euros, en baisse de -5,1 %
- Résultat net part du Groupe, avant charges de dépréciation, de 217,7 millions d'euros, en hausse de +6,6 %
- Résultat net part du Groupe de 219,9 millions d'euros, en hausse de +13,5 %
- Cash-flow disponible ajusté de 150,4 millions d'euros, en hausse de +5,2 %
- Dividende par action proposé au titre de l'exercice 2018, à 0,58 euro, en hausse de +3,6 % par rapport à 2017
- Croissance du chiffre d'affaires organique ajusté attendue en hausse au-dessus de +5 % au premier trimestre 2019

Paris, le 7 mars 2019 – JCDecaux SA (Euronext Paris : DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, publie ce jour ses résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Les comptes sont audités et certifiés.

A la suite de l'application de la norme IFRS 11 depuis le 1^{er} janvier 2014, les données opérationnelles présentées ci-dessous sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint. Merci de vous référer au paragraphe « Données ajustées » en pages 6 et 7 de ce communiqué pour la définition de ces données ajustées ainsi que pour la réconciliation avec les données IFRS.

Les données comparatives 2017 sont retraitées de l'application rétrospective d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », applicable au 1^{er} janvier 2018. L'application d'IFRS 15 conduit à un changement de présentation des facturations de taxes publicitaires. L'impact sur l'année 2017 publiée précédemment est de +20,7 millions d'euros sur le chiffre d'affaires ajusté. Il n'y a pas d'impact sur la marge opérationnelle.

A l'occasion de la publication des résultats 2018, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« 2018 a été pour JCDecaux une nouvelle année record en termes de chiffre d'affaires à 3 618,5 millions d'euros grâce à une croissance de chiffre d'affaires de +28,4 % de nos actifs de communication extérieure digitaux et à une croissance organique de +16,4 % de l'Asie-Pacifique. Notre portefeuille d'annonceurs reste diversifié avec notre Top 10 clients représentant désormais 11,5 % du chiffre d'affaires du Groupe et avec une contribution croissante à la fois des Produits de luxe et de beauté et d'Internet et du e-commerce.

Comme attendu, la diminution de 60pb de notre marge opérationnelle aux bornes du Groupe a été négativement impactée par la France et nos initiatives dans le programmatique (VIOOH) & la Data ainsi que par le démarrage de nouveaux contrats. Notre marge opérationnelle en Mobilier Urbain a diminué de 220pb principalement en raison de l'annulation du contrat provisoire des MUI de Paris et du non-renouvellement de Vélib' en France. Notre marge opérationnelle en Transport s'est appréciée de 110pb grâce à une croissance à deux chiffres en Asie-Pacifique et à une forte augmentation du chiffre d'affaires en Europe. Notre marge opérationnelle en Affichage s'est améliorée de 80pb portée par la contribution d'APN Outdoor depuis le 31 octobre 2018. Notre génération de cash-flow est restée solide et notre dette nette a augmenté en ligne avec le financement de l'acquisition d'APN Outdoor.

L'année 2018 a également été marquée par plusieurs gains et renouvellements de contrats stratégiques en Mobilier Urbain tels que Singapour, Berlin ou Rangoun au Myanmar. En Transport, nous avons renouvelé et étendu plusieurs contrats significatifs tels que le Hong Kong MTR, Network Rail au Royaume-Uni ainsi que l'aéroport de Dubaï. En Chine, nous avons renforcé nos implantations avec le renouvellement de l'aéroport de Pékin-Capitale et étendu notre présence avec l'aéroport de Pékin-Daxing.

Alors que la consolidation mondiale de l'industrie de la communication extérieure se poursuit, nous avons finalisé, le 31 octobre 2018, l'acquisition de l'une des 10 plus grandes sociétés de communication extérieure au monde, APN Outdoor, présente en Australie (7^{ème} marché publicitaire mondial) et en Nouvelle-Zélande. Ces 2 marchés bénéficient d'un bon potentiel de croissance compte tenu du faible taux de pénétration de la communication extérieure.

Compte tenu de notre flexibilité financière, nous recommandons le paiement d'un dividende de 0,58 euro par action, en hausse de +3,6 % par rapport à 2017, à l'occasion de l'Assemblée Générale qui se tiendra le 16 mai 2019.

En ce qui concerne le premier trimestre 2019, nous anticipons une croissance de notre chiffre d'affaires organique ajusté au-dessus de +5 %, reflétant une très bonne dynamique commerciale en Chine et en Amérique du Nord.

Dans un paysage des media de plus en plus fragmenté, la communication extérieure renforce son attractivité. Avec notre forte exposition aux pays à plus forte croissance, le déploiement de notre portefeuille digital allié à une nouvelle plateforme de vente à l'audience alimentée en données qualitatives, notre faculté à remporter de nouveaux contrats et la qualité de nos équipes dans le monde, nous sommes convaincus que nous sommes bien positionnés pour continuer à surperformer le marché publicitaire mondial et renforcer notre position de numéro un du marché de la communication extérieure grâce à des gains de parts de marchés profitables. La solidité de notre bilan est un avantage clé qui nous permettra de continuer à saisir les opportunités de croissance qui se présenteront. »

CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ

Comme annoncé le 31 janvier 2019, le chiffre d'affaires ajusté du Groupe pour l'année 2018 est en hausse de +3,6 % à 3 618,5 millions d'euros. La croissance organique du chiffre d'affaires ajusté est de +5,2 %. Cette forte performance reflète à la fois notre exposition aux marchés à plus forte croissance qui représentent 37 % du chiffre d'affaires du Groupe, et la contribution croissante de nos actifs de communication extérieure digitaux. Le chiffre d'affaires digital a augmenté de +28,4 %, représentant 20,4 % du chiffre d'affaires du Groupe avec 5 pays (le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la Chine, l'Australie et l'Allemagne) qui contribuent à hauteur de 68 % de notre chiffre d'affaires digital dans le monde.

La croissance du chiffre d'affaires organique en Mobilier Urbain de +2,7 % est principalement due à une augmentation de +30,4 % du chiffre d'affaires digital, représentant 18,1 % du chiffre d'affaires Mobilier Urbain, tandis que le chiffre d'affaires traditionnel continue de souffrir de l'annulation inattendue du contrat provisoire des MUI de Paris en France.

La croissance du chiffre d'affaires organique en Transport de +10,2 % a continué de bénéficier à la fois d'une croissance à deux chiffres en Chine, malgré une activité des métros en ralentissement au quatrième trimestre comme nous l'avions indiqué dans notre guidance, ainsi que d'une forte croissance de notre chiffre d'affaires digital de +26,1 %, pour atteindre 25,8 % du chiffre d'affaires Transport. Notre activité Transport, qui réalise 70 % de son chiffre d'affaires total hors Europe, est désormais presque aussi importante que notre activité Mobilier Urbain.

La légère baisse du chiffre d'affaires organique en Affichage de -0,9 % est principalement due à notre plan pluriannuel de réduction de notre patrimoine de grands formats traditionnels au Royaume-Uni compensée par une forte croissance du chiffre d'affaires digital du Groupe de +34,6 %, représentant désormais 11,6 % de notre chiffre d'affaires Affichage, tandis que la performance de la France est bonne.

MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE ⁽¹⁾

En 2018, la marge opérationnelle ajustée du Groupe augmente de +0,2 % à 655,1 millions d'euros contre 653,5 millions d'euros en 2017. La marge opérationnelle ajustée représente 18,1 % du chiffre d'affaires, soit 60 points de base de moins que l'année précédente, négativement impactée par la France et nos initiatives dans le programmatique (VIOOH) & la Data ainsi que par le démarrage de nouveaux contrats.

	2018		2017		Variation 18/17	
	m€	% du CA	m€	% du CA	Variation (%)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	385,0	24,3%	420,2	26,5%	-8,4%	-220pb
Transport	209,7	13,8%	177,7	12,7%	+18,0%	+110pb
Affichage	60,4	11,8%	55,6	11,0%	+8,6%	+80pb
Total	655,1	18,1%	653,5	18,7%	+0,2%	-60pb

Mobilier Urbain : En 2018, la marge opérationnelle ajustée baisse de -8,4 % à 385,0 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de 220 points de base à 24,3 % par rapport à 2017, négativement impactée par l'annulation du contrat provisoire des MUI de Paris et le non-renouvellement de Vélib' en France ainsi que par le démarrage de nouveaux contrats principalement en Australie, compensée par une forte croissance du chiffre d'affaires digital dans le monde.

Transport : En 2018, la marge opérationnelle ajustée augmente de +18,0 % à 209,7 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée augmente de 110 points de base à 13,8 % par rapport à 2017, grâce à une croissance à deux chiffres en Asie-Pacifique et à une forte performance du chiffre d'affaires en Europe, malgré de nombreux nouveaux contrats en démarrage, tels que l'aéroport de Canton Baiyun (Terminal 2) et l'aéroport et le métro de São Paulo.

Affichage : En 2018, la marge opérationnelle ajustée augmente de +8,6 % à 60,4 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée augmente de 80 points de base à 11,8 % par rapport à 2017, portée par la contribution d'APN Outdoor depuis le 31 octobre 2018.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AJUSTÉ ⁽²⁾

En 2018, le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation baisse de -5,1 %, et s'établit à 339,8 millions d'euros, contre 358,1 millions d'euros en 2017. Il représente 9,4 % du chiffre d'affaires, soit -90 points de base par rapport à 2017 (10,3 %). La consommation de pièces détachées de maintenance est en baisse en 2018 par rapport à 2017, principalement en raison de l'annulation du contrat provisoire des MUI de Paris et du non-renouvellement de Vélib' en France. Les dotations aux amortissements et provisions, nettes des reprises, sont en hausse comparées à l'année précédente en raison de plus de dépréciations en ligne avec la digitalisation de nos actifs et les nombreux contrats gagnés ces dernières années et d'une reprise de provisions pour perte à terminaison sur contrats moins importante en 2018, relative au traitement comptable des acquisitions liée à CEMUSA et à OUTFRONT Media Latam.

Une charge de dépréciation sur le goodwill de 1,4 million d'euros a été enregistrée en 2018. La reprise nette de dépréciation de 9,0 millions d'euros constatée, à la suite de la réalisation de tests de perte de valeur sur les actifs corporels et incorporels, correspond à une reprise nette de dépréciation des actifs corporels et incorporels pour 8,4 millions d'euros et à des reprises nettes de provisions pour pertes à terminaison pour 0,6 million d'euros.

Le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation est en hausse de +0,5 % à 347,4 millions d'euros comparé à 345,8 millions d'euros en 2017.

RÉSULTAT FINANCIER ⁽³⁾

En 2018, le résultat financier est de -25,1 millions d'euros contre -33,1 millions d'euros, en baisse par rapport à 2017, bénéficiant du remboursement de l'emprunt obligataire de 2013 de 500 millions d'euros le 8 février 2018 et d'une optimisation des financements pour l'acquisition d'APN Outdoor le 31 octobre 2018.

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

En 2018, le résultat des sociétés mises en équivalence est de 98,1 millions d'euros, en baisse comparé à 2017 (100,3 millions d'euros).

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

En 2018, le résultat net part du Groupe avant charges de dépréciation augmente de +6,6 % et s'établit à 217,7 millions d'euros, contre 204,3 millions d'euros en 2017, impacté par une variation favorable de l'impôt sur les sociétés en raison du changement du taux d'impôt fédéral aux États-Unis l'année précédente et par une diminution des frais financiers mentionnés précédemment.

Après l'impact des charges de dépréciation, le résultat net part du Groupe augmente de +13,5 % à 219,9 millions d'euros comparé à 193,7 millions d'euros en 2017.

INVESTISSEMENTS AJUSTÉS

En 2018, les investissements nets ajustés (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions) s'élèvent à 286,4 millions d'euros, comparés à 289,7 millions d'euros en 2017, avec des investissements de croissance plus importants liés au digital et à de nombreux nouveaux contrats gagnés ces 2 dernières années, principalement en France, en Australie et en Amérique Latine.

CASH-FLOW DISPONIBLE AJUSTÉ ⁽⁴⁾

En 2018, le cash-flow disponible ajusté est de 150,4 millions d'euros comparé à 142,9 millions d'euros en 2017. Cette variation est principalement liée à une variation défavorable de nos besoins en fonds de roulement par rapport à 2017, principalement en raison de la forte croissance du chiffre d'affaires au quatrième trimestre 2018 ainsi qu'à une augmentation de nos stocks en ligne avec les installations en cours de nos contrats. Cette variation défavorable est compensée par des flux opérationnels supérieurs bénéficiant principalement de remboursements d'impôts en France relatifs à l'annulation de la contribution de 3% sur les dividendes versés entre 2013 et 2017 et à des paiements d'avance de l'impôt sur les sociétés.

DETTE NETTE ⁽⁵⁾

La dette nette au 31 décembre 2018 est de 1 200,0 millions d'euros, en hausse comparée à 384,4 millions d'euros au 31 décembre 2017, en raison du financement de l'acquisition d'APN Outdoor.

Dans ce contexte, JCDecaux a placé 300 millions d'euros d'obligations à 2 ans à taux variable à Euribor 3 mois + 0,27% et a lancé un programme de NEU CP (*Negotiable European Commercial Paper*, ex-Billets de Trésorerie) et un programme de NEU MTN (*Negotiable European Medium Term Notes*) d'un montant maximum de 500 millions d'euros chacun, sécurisés par notre ligne de crédit revolving confirmée de 825 millions d'euros, échéance 2022, non tirée à date. Ce programme permet de diversifier nos sources de financement, d'avoir accès à un outil additionnel de financement court terme à des conditions compétitives en ligne avec notre génération de cash-flow et de préserver notre liquidité.

DIVIDENDE

Lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires qui se tiendra le 16 mai 2019, le Conseil de Surveillance recommandera le paiement d'un dividende de 0,58 euro par action au titre de l'exercice 2018, soit une augmentation de +3,6 % par rapport à l'année précédente.

DONNÉES AJUSTÉES

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe, les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint continuent d'être intégrées proportionnellement dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance. En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers est en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuie donc sur cette information

financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires sont donc basés sur des données « ajustées » qui sont systématiquement réconciliées avec les états financiers IFRS.

En 2018, l'impact de la norme IFRS 11 sur nos agrégats ajustés est de :

- -437,1 millions d'euros sur le chiffre d'affaires ajusté (-432,1 millions d'euros en 2017) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 3 181,4 millions d'euros (3 060,5 millions d'euros en 2017).
- -131,0 millions d'euros sur la marge opérationnelle ajustée (-128,7 millions d'euros en 2017) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 524,1 millions d'euros (524,8 millions d'euros en 2017).
- -109,0 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation (-110,2 millions d'euros en 2017) ; le résultat d'exploitation avant charges de dépréciation IFRS est donc de 230,8 millions d'euros (247,9 millions d'euros en 2017).
- -109,0 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation (-110,2 millions d'euros en 2017) ; le résultat d'exploitation après charges de dépréciation IFRS est donc de 238,4 millions d'euros (235,6 millions d'euros en 2017).
- -14,3 millions d'euros sur les investissements ajustés (-14,9 millions d'euros en 2017) ; les investissements IFRS sont donc de 272,1 millions d'euros (274,8 millions d'euros en 2017).
- -21,8 millions d'euros sur le cash-flow disponible ajusté (+16,5 millions d'euros en 2017) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 128,6 millions d'euros (159,4 millions d'euros en 2017).

Une réconciliation complète entre les données IFRS et les données ajustées est disponible page 10 de ce communiqué.

NOTES

- (1) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.
- (2) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels.
- (3) **Résultat financier** : Hors impact d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (-1,8 million d'euros en 2018 et -2,1 millions d'euros en 2017).
- (4) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions.
- (5) **Dettes nettes** : Dette financière nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IFRS 9 (sur la dette et les instruments financiers de couverture).

DÉFINITION DE LA CROISSANCE ORGANIQUE

La croissance organique du Groupe correspond à la croissance du chiffre d'affaires ajusté hors effet de change et variation de périmètre. L'exercice de référence est inchangé par rapport aux données publiées, et la croissance organique est calculée en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent au chiffre d'affaires de l'exercice en cours et en prenant en compte les variations de périmètre *pro rata temporis*, mais en incluant les variations de chiffre d'affaires liés aux gains de nouveaux contrats et aux pertes de contrats précédemment en portefeuille.

m€		T1	T2	T3	T4	Année
CA ajusté 2017	(a)	762,6	888,8	817,1	1 024,1	3 492,6
CA IFRS 2018	(b)	658,0	789,8	759,7	973,9	3 181,4
Impacts IFRS 11	(c)	84,5	111,0	108,0	133,6	437,1
CA ajusté 2018	(d) = (b) + (c)	742,5	900,8	867,7	1 107,5	3 618,5
Impacts de change	(e)	42,1	32,2	10,6	8,6	93,5
CA ajusté 2018 aux taux de change 2017	(f) = (d) + (e)	784,6	933,0	878,3	1 116,1	3 712,0
Variation de périmètre	(g)	(0,3)	(0,5)	(1,5)	(37,1)	(39,4)
CA organique ajusté 2018	(h) = (f) + (g)	784,3	932,5	876,8	1 079,0	3 672,6
Croissance organique	(i) = (h) / (a)	+2,8%	+4,9%	+7,3%	+5,4%	+5,2%

m€	Impact des taux de change au 31 décembre 2018
BRL	15,0
USD	13,0
RMB	11,3
HKD	11,1
GBP	3,4
Autres	39,7
Total	93,5

Taux de change moyen	2018	2017
BRL	0,2321	0,2774
USD	0,8468	0,8852
RMB	0,1281	0,1311
HKD	0,1080	0,1136
GBP	1,1303	1,1407

Prochaines informations :Chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2019 : 14 mai 2019 (après marché)

Assemblée Générale des Actionnaires : 16 mai 2019

Chiffres clés de JCDecaux

- *Chiffre d'affaires 2018 : 3 619m€*
- *JCDecaux est coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris et fait partie des indices Euronext 100 et Euronext Family Business*
- *JCDecaux fait partie de l'indice FTSE4Good*
- *N°1 mondial du mobilier urbain (526 350 faces publicitaires)*
- *N°1 mondial de la publicité dans les transports avec plus de 210 aéroports et 275 contrats de transport dans les métros, bus, trains et tramways (365 950 faces publicitaires)*
- *N°1 européen de l'affichage grand format (137 020 faces publicitaires)*
- *N°1 de la communication extérieure en Europe (646 270 faces publicitaires)*
- *N°1 de la communication extérieure en Asie-Pacifique (239 300 faces publicitaires)*
- *N°1 de la communication extérieure en Amérique Latine (72 620 faces publicitaires)*
- *N°1 de la communication extérieure en Afrique (24 170 faces publicitaires)*
- *N°1 de la communication extérieure au Moyen-Orient (16 650 faces publicitaires)*
- *Leader dans le vélo en libre-service : pionnier de la mobilité douce*
- *1 058 830 faces publicitaires dans plus de 80 pays*
- *Une présence dans 4 031 villes de plus de 10 000 habitants*
- *13 030 collaborateurs*

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir copie de ce document de référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

Direction de la Communication : Agathe Albertini

01 30 79 34 99 – agathe.albertini@jcdecaux.com

Relations Investisseurs : Arnaud Courtial

01 30 79 79 93 – arnaud.courtial@jcdecaux.com

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES AJUSTÉES ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat	2018			2017		
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint
Chiffre d'affaires	3 618,5	(437,1)	3 181,4	3 492,6	(432,1)	3 060,5
Charges d'exploitation	(2 963,4)	306,1	(2 657,3)	(2 839,1)	303,4	(2 535,6)
Marge opérationnelle	655,1	(131,0)	524,1	653,5	(128,7)	524,8
Pièces détachées de maintenance	(37,7)	1,1	(36,6)	(46,6)	1,3	(45,3)
Amortissements et provisions (nets des reprises)	(272,4)	19,6	(252,8)	(239,7)	17,0	(222,7)
Autres produits et charges opérationnels	(5,2)	1,3	(3,9)	(9,1)	0,2	(8,9)
Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation	339,8	(109,0)	230,8	358,1	(110,2)	247,9
Charges nettes de dépréciation ⁽¹⁾	7,6	-	7,6	(12,3)	-	(12,3)
Résultat d'exploitation après charges de dépréciation	347,4	(109,0)	238,4	345,8	(110,2)	235,6

⁽¹⁾ Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint

Tableau de flux de trésorerie	2018			2017		
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint
Flux opérationnels nets des coûts de maintenance	512,1	(27,0)	485,1	436,9	(25,4)	411,5
Variation du besoin en fonds de roulement	(75,3)	(9,1)	(84,4)	(4,3)	27,0	22,7
Flux nets des activités opérationnelles	436,8	(36,1)	400,7	432,6	1,6	434,2
Investissements	(286,4)	14,3	(272,1)	(289,7)	14,9	(274,8)
Cash-flow disponible	150,4	(21,8)	128,6	142,9	16,5	159,4

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

Principaux contrats remportés

- **Reste de l'Europe**

En janvier, JCDecaux a annoncé la signature, par sa filiale allemande Wall, basée à Berlin, d'un nouveau contrat exclusif de 15 ans portant sur l'ensemble du mobilier urbain publicitaire rétroéclairé et digital de la ville, hors aribus. Ce contrat fait suite à un appel d'offres.

En février, JCDecaux a annoncé que sa filiale JCDecaux Luxembourg a remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat de vélos électriques en libre-service de Luxembourg, la ville capitale du Grand-Duché de Luxembourg pour une durée de 10 ans (116 000 habitants, 180 000 frontaliers, 60% des 590 000 habitants du pays se rendent au moins une fois par semaine dans la capitale).

En février, JCDecaux a annoncé que sa filiale néerlandaise, JCDecaux Netherlands, a remporté un contrat exclusif de 8 ans portant sur le mobilier urbain publicitaire (hors aribus) de La Haye.

En juin, JCDecaux a annoncé que sa filiale JCDecaux Portugal a remporté, via une offre combinée, les 2 lots de l'appel d'offres pour l'installation et l'exploitation publicitaire du mobilier urbain et des panneaux digitaux grand format de la ville de Lisbonne (505 000 habitants) pour une durée de 15 ans.

En juin, JCDecaux a annoncé que sa filiale allemande Wall GmbH a remporté l'appel d'offres de Berlin portant sur la fourniture, l'installation et l'exploitation des sanitaires publics de la capitale allemande. A Berlin, Wall exploite les sanitaires publics financés par la publicité depuis 1992.

En octobre, JCDecaux a annoncé que sa filiale, JCDecaux Belgique a signé un accord avec le gouvernement bruxellois afin de rendre électrique un tiers de ses 5 000 Villo!, et de proposer un service renouvelé et à l'usage facilité aux utilisateurs du système de vélos en libre-service présent dans les 19 communes de la Région Bruxelles Capitale (1 200 000 habitants).

En novembre, JCDecaux a annoncé que sa filiale allemande Wall GmbH a remporté les deux contrats d'un appel d'offres lancé par l'autorité berlinoise des transports (BVG). Le premier comprend l'exclusivité des droits publicitaires de 6 200 faces publicitaires 2m² sur plus de 4 600 abris de bus et de tramways de la capitale allemande. Le second concerne l'entretien et la maintenance de ces abris. Ces deux contrats d'une durée de 6 ans (avec une option de prolongation de 3 ans pour la BVG) prendront effet le 1^{er} janvier 2019 et se termineront le 31 décembre 2024.

- **Asie-Pacifique**

En janvier, FMIDecaux, la nouvelle co-entreprise entre JCDecaux S.A., numéro un mondial de la communication extérieure, et son partenaire First Myanmar Investment Co., Ltd., première société cotée du Myanmar, a remporté, avec le Yangon City Development Committee, le contrat exclusif de 20 ans du mobilier urbain publicitaire de Yangon (population : plus de 5,2 millions d'habitants).

En février, JCDecaux a remporté un contrat exclusif de 7 ans pour gérer la publicité et entretenir 1 459 aribus à Singapour (population : plus de 5,6 millions d'habitants), attribué par la Land Transport Authority (LTA).

En mai, JCDecaux a annoncé que JCDecaux Pearl & Dean, filiale à 100 % de JCDecaux a remporté le renouvellement de ses contrats exclusifs de publicité avec MTR Corporation pour l'exploitation et la gestion de la communication extérieure de sept lignes du MTR et de la ligne Airport Express. Ces contrats, effectifs depuis janvier 2018, ont une durée maximum de 6 ans.

En septembre, JCDecaux a annoncé que sa filiale japonaise MCDecaux (détenue à 85 % par JCDecaux et à 15 % par Mitsubishi Corporation) avait remporté, à Tokyo, le contrat d'aribus publicitaires d'Odakyu Bus Corporation, pour une durée de 20 ans.

En septembre, JCDecaux a annoncé que sa filiale détenue à 100 % JCDecaux Advertising (Shanghai) Co., Ltd. avait remporté, à la suite d'un appel d'offres, un contrat de 10 ans avec Tianjin Metro Resource Investment Co., Ltd., filiale de Tianjin Rail Transit Group. Les deux parties vont créer une joint-venture (détenue à 60 % par JCDecaux et à 40 % par le métro) pour la gestion et l'exploitation publicitaire des lignes 5 et 6 du métro de Tianjin.

- **France**

En août, JCDecaux a annoncé avoir remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat de mobilier urbain publicitaire de la ville de Perpignan (117 000 habitants), pour une durée de 10 ans.

- **Royaume-Uni**

En septembre, JCDecaux a annoncé la signature avec Network Rail d'un contrat de cinq ans dans le cadre duquel le numéro un mondial de la communication extérieure fournira aux gares de Network Rail un environnement optimisé 100 % digital.

En septembre, JCDecaux a annoncé avoir confié à l'agence de renommée mondiale Zaha Hadid Design la création, à Londres, d'une structure publicitaire emblématique intégrant à la fois art urbain, design contemporain et média digital. « Le Kensington » offre aux marques un espace de communication unique combinant les technologies de dernières générations en matière d'écran digital avec le design spectaculaire d'un double ruban incurvé en acier inoxydable.

En octobre, JCDecaux a annoncé avoir remporté le contrat couvrant les espaces publicitaires intérieurs de Westfield London et Westfield Stratford City, les destinations retail, shopping et loisirs premium à Londres, classées aux premières

et deuxième places des dépenses de consommation en centre commercial au Royaume-Uni. Ce contrat de 8 ans et demi fait suite à un appel d'offres.

- **Reste du Monde**

En juillet, JCDecaux a annoncé la signature par JCDecaux Côte d'Ivoire, sa filiale détenue conjointement avec le Groupe Bolloré, d'un contrat de 20 ans avec la SOTRA, Société des Transports Abidjanais, portant sur la mise en œuvre d'un programme de mobilier urbain publicitaire (abribus et poteaux d'arrêt), ainsi que sur l'exploitation publicitaire des différents réseaux de transport de la SOTRA (bus, gares, terminaux de bus et de bateau-bus) dans le district d'Abidjan (près de 5 millions d'habitants).

En juillet, JCDecaux a annoncé la signature par JCDecaux Côte d'Ivoire, sa filiale détenue conjointement avec le Groupe Bolloré, d'un contrat de 20 ans pour un programme de mobilier urbain publicitaire à Cocody (env. 800 000 habitants).

En octobre, JCDecaux a annoncé que sa filiale JCDecaux Dicon va positionner le premier aéroport international Dubai International (DXB), à la pointe de la révolution publicitaire aéroportuaire avec l'extension de son contrat avec Dubai Airports jusqu'en 2028. Capitalisant sur une collaboration réussie, initiée en 2008, cette nouvelle phase du partenariat, signé ce jour à Dubaï, porte sur toutes les concessions publicitaires exclusives de DXB.

Acquisitions, cessions et prise de participations

- **Reste de l'Europe**

En décembre, JCDecaux a annoncé que sa filiale JCDecaux Belgique a réalisé la première étape de son rapprochement avec la société Publiroute, acteur historique du grand format en Belgique, qui opère sous la marque Dewez. A la finalisation de l'opération, JCDecaux Belgique en deviendra l'actionnaire majoritaire.

- **Asie-Pacifique**

En octobre, JCDecaux a annoncé que le *scheme of arrangement* entre APN Outdoor et ses actionnaires approuvé par les actionnaires d'APN Outdoor le 15 octobre 2018 et par la *Federal Court of Australia* (NSW) le 18 octobre 2018 était effectif à compter du 31 octobre 2018. En conséquence, JCDecaux ANZ Pty Ltd, filiale à 100% de JCDecaux SA, détient depuis cette date l'intégralité des actions émises par APN Outdoor.

JCDecaux a offert 6,70 dollars australiens en numéraire par action APN Outdoor, correspondant approximativement à 1,119 milliard de dollars australiens / 0,714 milliard d'euros et à un multiple VE / EBITDA 2018 de 12,9x avant synergies.

- **Reste du Monde**

En juillet, JCDecaux a annoncé avoir acquis 100% de Corameq, société holding d'Eumex, à la suite de l'acquisition des parts des deux fondateurs et actionnaires minoritaires : Antonio Torres et Carlos de Meer.

Autres faits marquants

- **Groupe**

En mai, JCDecaux a créé une Direction Data au niveau Groupe et franchit une nouvelle étape dans la transformation et le développement de son activité. En se dotant d'une Direction dédiée, rattachée au Directoire, JCDecaux accélère ce mouvement. La Direction Data aura pour mission de développer une stratégie au niveau Groupe afin d'exploiter le potentiel considérable qu'offrent la collecte, l'analyse, la modélisation et l'exploitation des données et ce, dans le strict respect des réglementations applicables à la protection des données personnelles des citoyens et usagers qui, en Europe par exemple, seront très prochainement renforcées par l'entrée en vigueur du Règlement Général sur la Protection des Données.

En mai, JCDecaux a annoncé la signature d'un contrat exclusif avec CiR (Counter Intelligence Retail - une filiale du groupe NPD), et est devenu l'unique société du secteur des médias à bénéficier des statistiques sur les passagers aériens internationaux de CiR. Ce contrat de plusieurs années assure à JCDecaux Airport un accès exclusif à l'une des sources les plus exhaustives de données et d'informations sur le trafic aérien international.

En juin, JCDecaux annonce le lancement de VIOOH – une plateforme mondiale indépendante et automatisée de planning et de trading conçue pour accélérer la croissance de la communication extérieure et connecter le secteur à l'écosystème numérique programmatique. Le capital de VIOOH (prononcé View) est actuellement détenu à 93,5% par JCDecaux et à 6,5% par Veltys, société spécialiste des données et de la modélisation. VIOOH vise à accroître les investissements mondiaux de communication extérieure en proposant une plateforme programmatique intégrée de planning et de trading aux vendeurs et acheteurs du secteur des médias. Alors que les prévisions considèrent la communication extérieure digitale (DOOH) comme le 2^{ème} média ayant la croissance la plus rapide entre 2017 et 2020, la plateforme renforcera la capacité de JCDecaux à répondre aux nouvelles attentes de ses clients, marques et agences, et étendra l'écosystème du Groupe.

En novembre, JCDecaux a annoncé que François-Xavier Pierrel avait rejoint le Groupe en qualité de Chief Data Officer (CDO) le 5 novembre 2018. Il pilote la Direction Data en s'appuyant sur les équipes de Data Scientists, Data Analysts et Data Engineers, qui se sont vues renforcées par des recrutements en cours.

- ***Reste du Monde***

En octobre, JCDecaux a annoncé que Son Excellence Falah Al Ahabbi, Président du Département de l'Urbanisme et des Municipalités d'Abou Dhabi (DPM) a signé un protocole d'accord stratégique (MoU) avec Jean-Charles Decaux en présence de l'Ambassadeur de France aux Emirats Arabes Unis, son Excellence M. Ludovic Pouille.

PERSPECTIVES

A l'occasion de la publication des résultats annuels 2018, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« En ce qui concerne le premier trimestre 2019, nous anticipons une croissance de notre chiffre d'affaires organique ajusté au-dessus de +5 %, reflétant une très bonne dynamique commerciale en Chine et en Amérique du Nord. »

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le paragraphe 9 de l'« Annexe aux comptes consolidés annuels » en page 72 rend compte des transactions avec les parties liées.

FACTEURS DE RISQUES

Les principaux facteurs de risques identifiés par le Groupe sont les suivants :

1. Risques liés à l'activité du Groupe

- Réputation du Groupe et non-respect de l'éthique des affaires

La réputation du Groupe et son historique en matière d'intégrité sont des éléments essentiels à son accès aux différents marchés publics et privés.

Dès 2001, le Groupe a mis en place des règles éthiques applicables à l'ensemble de ses activités, et les a régulièrement revues depuis, tout en assurant leur large diffusion au sein de ses filiales.

- Dépendance à l'égard des dirigeants

La performance du Groupe est fortement liée à certains dirigeants clés.

Le Comité des rémunérations et des nominations a établi un plan de succession des membres du Directoire si cela devait se produire.

- Risques liés à la conjoncture économique

En cas de récession mondiale, le secteur de la publicité et de la communication est susceptible de subir plus fortement les variations d'activité du fait d'une possible réduction du budget communication des annonceurs. Le Groupe doit faire face à l'activité cyclique du marché de la publicité.

Sa répartition géographique lui permet de minimiser les effets d'une éventuelle baisse générale du secteur du fait de réactions disparates et décalées des marchés des différents pays dans lesquels il est implanté.

- Risques de contrepartie liés à la dépendance vis-vis des clients et des fournisseurs

Le Groupe dispose d'un portefeuille de clients diversifié, et recourt à un nombre important de fournisseurs mais n'est pas en situation de dépendance vis-à-vis d'un client ou d'un fournisseur.

- Risques liés aux contrats de droit public

La conclusion des contrats avec les collectivités territoriales et administrations françaises et celles d'autres pays est régie par des réglementations complexes.

Le Groupe a constitué, au fil du temps, des équipes de juristes spécialistes du droit des contrats publics pour gérer les processus d'appel d'offres en France et à l'étranger.

2. Risques juridiques et réglementaires

- Risques liés à la réglementation particulière applicable au Groupe

Le marché de la communication extérieure est réglementé au niveau local et national, dans la plupart des pays dans lesquels le Groupe est présent.

Le Groupe s'appuie sur ses équipes de juristes pour veiller à l'application de la réglementation dans chaque pays et pour en suivre toutes les évolutions.

- Risques liés aux litiges en cours

Le Groupe est partie à un certain nombre de contentieux dans le cadre de la conduite normale de ses affaires.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage dont la Société est informée, y compris en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois, à sa connaissance, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

- Risques liés à la propriété intellectuelle

Le Groupe est propriétaire dans le monde entier de marques, dessins et modèles, brevets et noms de domaine.

Le Groupe protège par des droits exclusifs, tant en France que dans les principaux pays dans lesquels il exerce son activité, les éléments de propriété intellectuelle essentiels qu'il utilise dans la conduite de son activité.

3. Risques liés à la croissance externe

- Risques liés aux acquisitions

Dans le cadre de sa stratégie de croissance externe, le Groupe est amené à réaliser des acquisitions de sociétés ayant pour activité la communication extérieure sur le marché français mais aussi sur des marchés étrangers.

Afin de limiter les risques liés aux acquisitions, l'opportunité de chaque acquisition fait l'objet d'une analyse approfondie par la Direction Générale, la Direction des Fusions-Acquisitions et Développement du Groupe et la Direction Juridique Groupe. En outre, durant tout le processus d'acquisition, le Groupe s'entoure de conseils spécialisés.

- Risques liés à l'environnement géopolitique

Du fait de son implantation dans de très nombreux pays, le Groupe peut subir les effets d'une période d'instabilité économique ou politique.

Le développement international du Groupe induit une répartition géographique diversifiant et limitant la concentration de ce risque sur un pays donné.

4. Risques financiers

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie).

L'objectif du Groupe est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

5. Risques informatiques

Le Groupe s'appuie sur des Systèmes d'Information complexes supportant ses activités commerciales, industrielles et de gestion. Les principaux risques sont liés à la protection de la confidentialité, à l'intégrité et au maintien de la capacité opérationnelle de ces systèmes.

Les systèmes d'informations du Groupe font l'objet de protections à plusieurs niveaux : les centres informatiques sont sécurisés, les accès aux logiciels contrôlés, les systèmes d'affichage audités.

6. Risques liés au non-respect des droits humains

- Risques liés au non-respect des droits humains des collaborateurs

Le Groupe JCDecaux est présent dans plus de 75 pays et 24% des ETP du Groupe se situe dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, l'ensemble des collaborateurs du Groupe JCDecaux bénéficie du respect de leurs droits humains fondamentaux, comme énoncé dans la Charte Internationale des Valeurs Sociales Fondamentales de JCDecaux.

- Risques liés au non-respect des droits humains des fournisseurs

Les fournisseurs sont au cœur des processus qualité du Groupe. JCDecaux a fait le choix de confier la production de ses produits et solutions à des tiers de confiance. Une partie de ces fournisseurs est située dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, JCDecaux demande à ses fournisseurs de se conformer à ces standards internationaux à travers son Code de Conduite Fournisseur dont il requiert la signature.

7. Risques liés à la santé et à la sécurité des collaborateurs et des sous-traitants

JCDecaux réunit plus de 400 métiers différents, de la conception du mobilier urbain à la commercialisation des espaces publicitaires, en passant par l'entretien et la maintenance des mobiliers et dispositifs publicitaires. Le personnel opérationnel et de terrain, qui représente environ 51 % de l'effectif total du Groupe en 2018, est plus exposé aux risques d'accidents et incidents de par ses activités. L'ensemble des informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre « Notre engagement : déployer une Politique Santé-Sécurité Groupe », du Document de Référence.

Les risques jugés non-significatifs mais présentés en conformité avec l'article 173 de la loi sur la transition énergétique du 17 août 2015 sont décrits ci-dessous.

8. Risques environnementaux

- Risques liés au changement climatique, mesures de réduction des risques et stratégie bas carbone

Des risques liés à des événements climatiques extrêmes de plus en plus fréquents ou à l'élévation du niveau de la mer peuvent impacter l'activité du Groupe localement.

Le Groupe, au travers de sa stratégie développement durable, a mis en place diverses mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation du changement climatique.

- **Risques environnementaux liés à l'activité**

Les risques environnementaux liés à l'activité du Groupe sont très limités. Néanmoins, le Groupe a identifié un site ICPE soumis à déclaration en France qui fait l'objet de tous les contrôles et suivis requis.

Le Groupe a mis en place des mesures de suivi des risques liés à ce site et des contrôles réguliers sont effectués pour réduire au maximum les risques environnementaux liés à ce site.

9. Assurances - Couverture des risques

Compte-tenu de l'homogénéité des activités du Groupe dans les différents pays où il est présent, la politique du Groupe est de gérer ses risques essentiels de façon centralisée par des polices d'assurance mondiales souscrites par JCDecaux SA auprès de compagnies d'assurance disposant d'un réseau international, pour couvrir notamment les risques de dommages aux biens/pertes d'exploitation ainsi que les risques de mise en jeu de sa responsabilité civile.

Le Groupe JCDecaux a pour politique de ne pas transférer ses risques à des assureurs dont la notation financière n'est pas de premier plan.

COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS 2018**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ANNUELS****ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE****Actifs**

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2018	31/12/2017
Goodwill	§ 4.1	1 940,9	1 341,3
Autres immobilisations incorporelles	§ 4.1	393,6	301,9
Immobilisations corporelles	§ 4.2	1 293,0	1 156,3
Titres mis en équivalence	§ 4.4	468,2	476,0
Autres actifs financiers	§ 4.5	90,1	90,3
Impôts différés actif	§ 4.10	101,6	92,3
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 4.17	1,1	1,5
Autres créances	§ 4.6	31,2	23,8
ACTIFS NON COURANTS		4 319,7	3 483,4
Autres actifs financiers	§ 4.5	30,2	3,7
Stocks	§ 4.7	159,4	123,8
Instruments financiers dérivés	§ 4.15	4,9	0,2
Clients et autres débiteurs	§ 4.8	1 035,6	918,1
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 4.17	18,4	49,9
Actifs financiers de trésorerie	§ 4.9	81,2	277,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 4.9	112,3	728,3
ACTIFS COURANTS		1 442,0	2 101,9
TOTAL DES ACTIFS		5 761,7	5 585,3

Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	31/12/2017
Capital	3,2	3,2
Primes	606,4	602,4
Réserves consolidées	1 734,3	1 669,7
Résultat net part du Groupe	219,9	193,7
Autres éléments des capitaux propres	-135,1	-117,6
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	2 428,7	2 351,4
Participations ne donnant pas le contrôle	62,1	60,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 4.11 2 490,8	2 412,1
Provisions	§ 4.12 395,9	385,7
Impôts différés passif	§ 4.10 90,0	79,3
Dettes financières	§ 4.13 1 075,7	786,6
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.14 87,8	80,1
Autres créditeurs	17,0	11,8
Instruments financiers dérivés	§ 4.15 0,2	0,5
PASSIFS NON COURANTS	1 666,6	1 344,0
Provisions	§ 4.12 71,6	71,6
Dettes financières	§ 4.13 296,9	586,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.14 4,6	21,9
Instruments financiers dérivés	§ 4.15 1,3	4,9
Fournisseurs et autres créditeurs	§ 4.16 1 162,2	1 092,4
Passifs d'impôt exigible	§ 4.17 43,4	39,6
Concours bancaires	§ 4.13 24,3	12,8
PASSIFS COURANTS	1 604,3	1 829,2
TOTAL DES PASSIFS	3 270,9	3 173,2
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	5 761,7	5 585,3

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>		2018	2017 Retraité (1)
CHIFFRE D'AFFAIRES	§ 5.1	3 181,4	3 060,5
Coûts directs d'exploitation	§ 5.2	-2 107,4	-2 022,8
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	§ 5.2	-549,9	-512,9
MARGE OPÉRATIONNELLE		524,1	524,8
Dotations aux amortissements et provisions nettes	§ 5.2	-243,8	-235,0
Perte de valeur des goodwill	§ 5.2	-1,4	0,0
Pièces détachées maintenance	§ 5.2	-36,6	-45,3
Autres produits opérationnels	§ 5.2	35,8	21,3
Autres charges opérationnelles	§ 5.2	-39,7	-30,2
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		238,4	235,6
Produits financiers	§ 5.3	7,7	7,2
Charges financières	§ 5.3	-34,6	-42,4
RÉSULTAT FINANCIER		-26,9	-35,2
Impôts sur les bénéfices	§ 5.4	-72,7	-98,7
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.5	98,1	100,3
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		236,9	202,0
Résultat des activités abandonnées			
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		236,9	202,0
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		17,0	8,3
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		219,9	193,7
Résultat de base par action (en euros)		1,034	0,911
Résultat dilué par action (en euros)		1,033	0,910
Nombre moyen pondéré d'actions	§ 5.7	212 765 223	212 568 746
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	§ 5.7	212 808 951	212 771 757

(1) Voir paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ».

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

<i>En millions d'euros</i>		2018	2017
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		236,9	202,0
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽¹⁾		-18,3	-114,1
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger ⁽²⁾		-1,9	-5,6
Couverture des flux de trésorerie		2,6	-0,3
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		0,0	-0,3
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		-2,8	-16,9
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		-20,4	-137,2
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs		-2,1	-2,4
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		-0,2	1,1
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		1,8	5,0
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		-0,5	3,7
Total des autres éléments du résultat global		-20,9	-133,5
RÉSULTAT GLOBAL		216,0	68,5
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		17,6	-2,7
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE		198,4	71,2

(1) En 2018, les écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement 12,3 millions d'euros sur l'Australie, -7,6 millions d'euros sur le Brésil, -4,9 millions d'euros sur l'Angola et 10,2 millions d'euros sur Hong Kong. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 0,5 million d'euros suite aux variations de périmètre.

En 2017, les écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement 48,6 millions d'euros sur Hong Kong, -9,7 millions d'euros sur les Etats Unis, -7,2 millions d'euros sur le Royaume-Uni, -6,6 millions d'euros sur les Émirats Arabes Unis, -5,4 millions d'euros sur le Mexique, -7,7 millions d'euros sur le Panama et 11,2 millions d'euros sur le Brésil. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 2,2 millions d'euros suite aux variations de périmètre.

(2) En 2017, les écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger comprennent le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 1,9 million d'euros sur des prêts précédemment qualifiés d'investissements nets à l'étranger.

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère														
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves non distribuées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserves de conversion	Réserves de réévaluation	Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres éléments	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
<i>En millions d'euros</i>														
Capitaux propres au 31 décembre 2016	3,2	596,7	0,0	1 807,8	0,1	-0,1	60,7	0,9	-57,1	0,8	5,3	2 413,0	21,0	2 434,0
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,0	2,9		-1,5							0,0	1,4	-0,3	1,1
Distributions de dividendes				-119,0							0,0	-119,0	-12,7	-131,7
Paiements en actions			2,8								0,0	2,8	0,0	2,8
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾											0,0	0,0	10,3	10,3
Variations de périmètre ⁽³⁾				-17,6			-0,4				-0,4	-16,0	45,1	27,1
Résultat de l'ensemble consolidé				193,7							0,0	193,7	8,3	202,0
Autres éléments du Résultat global				-0,3			-126,0		3,8		-122,5	-122,5	-11,0	-133,5
Résultat global	0,0	0,0	0,0	193,7	-0,3	0,0	-126,0	0,0	3,8	0,0	-122,5	71,2	-2,7	68,5
Autres														
Capitaux propres au 31 décembre 2017	3,2	602,4	0,0	1 863,4	-0,2	-0,1	-65,7	0,9	-53,3	0,8	-117,6	2 351,4	60,7	2 412,1
Capitaux propres au 01 janvier 2018														
Retraitement IFRS 9				-1,2							0,0	-1,2	-0,1	-1,3
Capitaux propres au 01 janvier 2018	3,2	602,4	0,0	1 862,2	-0,2	-0,1	-65,7	0,9	-53,3	0,8	-117,6	2 350,2	60,6	2 410,8
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,0	3,0		0,0							0,0	3,0	1,0	4,0
Distributions de dividendes				-119,1							0,0	-119,1	-16,6	-135,7
Paiements en actions			1,0								0,0	1,0	0,0	1,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾											0,0	0,0	11,3	11,3
Variations de périmètre ⁽³⁾				-8,8			4,0				4,0	-4,8	-11,8	-16,6
Résultat de l'ensemble consolidé				219,9							0,0	219,9	17,0	236,9
Autres éléments du Résultat global				1,9			-23,0		-0,4		-21,5	-21,5	0,6	-20,9
Résultat global	0,0	0,0	0,0	219,9	1,9	0,0	-23,0	0,0	-0,4	0,0	-21,5	198,4	17,6	216,0
Autres														
Capitaux propres au 31 décembre 2018	3,2	606,4	0,0	1 954,2	1,7	-0,1	-84,7	0,9	-53,7	0,8	-135,1	2 428,7	62,1	2 490,8

(1) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et augmentations et diminutions de capital des sociétés contrôlées.

(2) En 2018, exercice d'engagement d'achat et effet de périmètre.

En 2017, exercice d'engagements d'achats et effet de périmètre.

Les effets nets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en participations ne donnant pas le contrôle pour respectivement -1,8 million d'euros en 2018 contre -2,1 millions d'euros en 2017.

(3) En 2018, mouvements de périmètre liés principalement au rachat de minoritaires en Amérique Latine.

En 2017, mouvements de périmètre liés principalement au rachat de minoritaires de la société Mediakiosk et à l'échange d'actifs avec AMX.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>		2018	2017
RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS		309,6	300,7
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.5	-98,1	-100,3
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	§ 10.4 & § 11.3	103,5	94,9
Charges liées aux paiements en actions	§ 5.2	1,0	2,8
Dotations nettes aux amortissements et provisions	§ 5.2 & § 5.3	246,1	233,7
Plus et moins-values de cession et résultat sur variations de périmètre	§ 5.2 & § 5.3	-21,1	-11,6
Charges nettes d'actualisation	§ 5.3	7,3	7,0
Intérêts financiers nets	§ 5.3	10,8	19,3
Dérivés financiers, résultat de change et autres		0,1	-13,2
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-84,4	22,7
Variation des stocks		-34,6	-14,2
Variation des clients et autres créances		-87,9	-41,0
Variation des fournisseurs et autres dettes		38,1	77,9
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		474,8	556,0
Intérêts financiers payés		-27,8	-25,2
Intérêts financiers reçus		6,8	5,4
Impôt sur le résultat payé		-53,1	-102,0
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	§ 6.1	400,7	434,2
Décassements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-309,8	-294,2
Décassements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise		-673,3	-0,6
Acquisitions d'autres immobilisations financières		-34,1	-18,4
Total investissements		-1 017,2	-313,2
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		37,7	19,4
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée		4,2	-0,1
Cessions d'autres immobilisations financières		9,3	23,3
Total désinvestissements		51,2	42,6
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	§ 6.2	-966,0	-270,6
Distribution mise en paiement		-135,7	-131,7
Réduction des capitaux propres		-	-2,4
Décassements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle		-15,3	-12,3
Remboursement d'emprunts à long terme		-644,0	-23,8
Remboursement des emprunts de location financement		-8,7	-8,6
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie		199,0	-0,9
Besoin de trésorerie (Financement)		-604,7	-179,7
Augmentation des capitaux propres		4,0	3,5
Augmentation des emprunts à long terme		545,3	42,3
Dégagement de trésorerie (Financement)		549,3	45,8
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	§ 6.3	-55,4	-133,9
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		-620,7	29,7
Trésorerie nette d'ouverture	§ 4.13	715,5	687,7
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements		-6,8	-1,9
Trésorerie nette de clôture ⁽¹⁾	§ 4.13	88,0	715,5

(1) Dont 112,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et -24,3 millions d'euros de concours bancaires au 31 décembre 2018 contre respectivement 728,3 millions d'euros et -12,8 millions d'euros au 31 décembre 2017.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Le 31 octobre 2018, le Groupe a acquis 100% du capital d'APN Outdoor leader de la communication extérieure en Australie et en Nouvelle Zélande via un Scheme of Arrangement, pour un prix de 6,40 dollars australiens par action APN Outdoor.

Le 18 octobre 2018, le Groupe a renforcé et diversifié ses sources de financements en mettant en place des billets de trésorerie pour un montant maximum de 500 millions d'euros et un emprunt obligataire de 300 millions d'euros.

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés de JCDecaux SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 comprennent la société JCDecaux SA et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les capitaux propres des entreprises associées et coentreprises.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2018, arrêtés par le Directoire, et approuvés par le Conseil de Surveillance du 6 mars 2019, sont établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 décembre 2018. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne. Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB ;
- de positions comptables retenues en l'absence de dispositions prévues par le référentiel normatif.

Ces différentes options et positions sont détaillées comme suit :

Le Groupe a appliqué les normes, amendements de normes et interprétations suivants, adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1^{er} janvier 2018 :

- l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » ;
- l'IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- les modifications IFRS 2 « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions » ;
- l'interprétation IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée » ;
- les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2014-2016.

Les impacts d'IFRS 15 et d'IFRS 9 sont détaillés au paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ».

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés antérieurs sont maintenus et sont précisés au paragraphe 1.19 « Engagements de rachat de minoritaires ». En particulier, les effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont comptabilisés en résultat financier, et sont alloués sur le résultat des participations ne donnant pas le contrôle, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne lorsque l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2018. L'impact de ces normes sur les comptes consolidés du Groupe est en cours d'analyse.

Concernant IFRS 16 « Contrats de location », le Groupe appliquera la norme à compter du 1^{er} janvier 2019 selon la méthode rétrospective complète avec retraitement des périodes comparatives dans les états financiers. Les comptes semestriels 2019 seront publiés sous ce nouveau référentiel.

La norme va conduire à reconnaître au passif du bilan une dette sur les contrats de location, au titre des loyers fixes et des minimums garantis, en contrepartie, à l'actif, d'un droit d'usage amorti linéairement sur la durée de contrat. Les redevances variables sont exclues du champ d'application de la norme.

La charge fixe de loyer dans la marge opérationnelle est remplacée par l'amortissement du droit d'usage comptabilisé en résultat d'exploitation et la charge financière sur la dette de loyer enregistrée en résultat financier. La norme est sans effet sur le résultat net sur la durée du contrat avec un impact défavorable en début de contrat qui se retourne dans le temps du fait des charges d'intérêt dégressives. L'application d'IFRS16 est sans effet sur la variation de trésorerie du groupe, elle a néanmoins un effet positif sur les flux opérationnels, impactés uniquement par le paiement des intérêts de la dette de loyer, le remboursement du principal affectant les flux de financement.

Le montant du passif dépend des hypothèses retenues au titre de la durée des engagements et des taux d'actualisation. La durée de contrat retenue est en général celle du contrat initial, sans prise en compte d'hypothèse de renouvellement sur lequel le Groupe n'a pas la main, sauf cas particulier. Le taux d'actualisation est déterminé sur la base du taux swap de la devise du contrat, du cross currency basis et du risque de crédit du Groupe (sauf cas particulier), et par référence à sa durée.

Les travaux d'appréciation des impacts se sont poursuivis sur la base d'un recensement des contrats dans un outil informatique qui a été choisi et déployé dans le Groupe au cours du premier semestre 2018. Plus de 20 000 contrats ont été identifiés dans plus de 75 pays, essentiellement des contrats conclus avec les municipalités, les aéroports, les compagnies de transport, les centres commerciaux et les bailleurs privés, qui nous permettent de disposer d'emplacements en vue d'installer des supports publicitaires nécessaires à l'activité principale du Groupe.

L'application d'IFRS16 devrait conduire à la constatation d'une dette au passif de bilan au 31 décembre 2018 estimée autour de 5 milliards d'euros. Cette estimation est à mettre au regard des engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés par le Groupe dans le cadre de l'exploitation courante présentés au paragraphe 8 « Commentaires sur les engagements hors-bilan ».

La différence entre l'estimation de la dette sur contrats de location selon IFRS16 et le montant des engagements hors-bilan est liée principalement au fait que :

- la dette sur contrats de location, contrairement aux engagements hors-bilan, n'intègre pas les contrats signés au 31 décembre 2018 et qui ne commencent qu'en 2019, ni les contrats de location à court terme et les contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur,
- l'effet d'actualisation de la dette sur contrat de location ne s'applique pas aux engagements hors-bilan.

Par ailleurs, compte tenu de l'importance des loyers pour les activités du Groupe et afin de présenter des indicateurs de performance cohérents, les indicateurs opérationnels seront redéfinis pour les besoins internes du suivi de la performance, ainsi qu'à des fins de communication financière. L'information sectorielle, en vertu des dispositions de la norme IFRS8, et la communication financière associée, présenteront donc à partir du premier semestre 2019, des indicateurs de performance opérationnels ajustés comme suit :

- la charge d'amortissement de l'actif de droit d'usage et la charge d'intérêt de la dette de loyers seront reclassées dans la marge opérationnelle, pour les redevances des contrats liés à l'activité principale du Groupe;
- le montant de remboursement du principal de la dette de loyer sera reclassé dans le cash-flow disponible.

Enfin, la dette nette du Groupe va exclure la dette de location (y-compris la dette relative aux contrats en cours à la date de transition qualifiés de location financement).

1.2. Changement de méthodes comptables

Les comptes consolidés ont été retraités au 1er janvier 2017 et au 31 décembre 2017 au titre de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.

L'application de la norme IFRS 15 a conduit à un changement de présentation au compte de résultat des facturations de taxes publicitaires qui étaient précédemment comptabilisées en produit sur la ligne « Coûts directs d'exploitation » et qui sont dorénavant classées en chiffre d'affaires. Par ailleurs, le Groupe agit en tant que principal dans ses contrats y compris sur ces taxes publicitaires. Les modalités de reconnaissance des différents types de contrats (dates de reconnaissance et modalité) sont plus précisément décrites, principalement dans le paragraphe 1.23 « Chiffre d'affaires ». Le changement décrit ci-dessus a un impact de +20,7 millions d'euros sur le chiffre d'affaires Ajusté et IFRS et n'a pas d'impact sur la marge opérationnelle et le résultat net de 2017. Ce reclassement est sans effet sur le tableau des flux de trésorerie et sur l'état de situation financière.

Par ailleurs l'analyse d'IFRS 15 menée en particulier sur l'activité non publicitaire n'appelle pas de changement. Le chiffre d'affaires non publicitaire est le chiffre d'affaires réalisé sur les ventes, location et entretien de mobilier urbain ainsi que sur l'activité de Vélos en Libre-Service et la mise en œuvre de solutions techniques innovantes, selon le concept « JCDecaux Innovate », et les services annexes au chiffre d'affaires analogue ou digital.

Le Groupe a adopté la norme IFRS 9 « Instruments financiers » au 1^{er} janvier 2018 sans retraiter l'exercice comparatif 2017.

L'application de la norme IFRS 9 qui remplace la norme IAS 39 « Instruments financiers » est scindée en trois volets :

- Classement et évaluation des actifs et passifs financiers : l'impact pour le Groupe entraîne la suppression de la catégorie « Actifs disponibles à la vente » pour laquelle sous IAS 39 le Groupe comptabilisait les variations de juste valeur en autres éléments du résultat global avec recyclage en compte de résultat lors de leur cession. La norme IFRS 9 donne le choix de réévaluer à la juste valeur chacun de ces actifs en résultat ou en autres éléments du résultat global sans possibilité de recyclage en résultat. L'application de ce volet n'a pas eu d'impact dans les comptes consolidés du Groupe.
- Dépréciation des actifs financiers : la nouvelle norme introduit un modèle prospectif basé sur les pertes attendues qui doit s'appliquer sur les actifs financiers dès leur comptabilisation initiale, tandis qu'IAS 39 imposait la constitution d'une provision uniquement lorsque la perte était avérée (lorsque leur valeur de recouvrement est inférieure à leur valeur comptable). Ce changement a conduit à reconnaître une provision complémentaire sur les créances clients saines en appliquant un taux moyen de défaut de paiement à partir de données statistiques historiques. L'impact sur les capitaux propres est de -1,8 million d'euros (-1,3 million d'euros de provision nette d'impôt) au 31 décembre 2017.

- L'application prospective du volet 3 « Comptabilité de couverture » n'a pas d'impact significatif sur les méthodes comptables du Groupe en ce qui concerne la comptabilisation des opérations de couvertures et des instruments financiers dérivés gérés par le Groupe.

1.3. Périmètre et méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce le contrôle sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

La mise en équivalence est adoptée pour les coentreprises et les entreprises associées, sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées globalement sont éliminées.

Les résultats internes à l'ensemble consolidé sont également éliminés. Les plus ou moins-values sur cessions internes réalisées par une société mise en équivalence sont éliminées à hauteur du pourcentage de détention en contrepartie de la valeur des actifs cédés. Les moins-values réalisées sur les cessions à une société mise en équivalence sont régies par la norme IFRS3R et les plus-values réalisées sur les cessions à une société mise en équivalence rentrent dans le cadre de SIC13.

1.4. Enregistrement des opérations en devises dans la monnaie fonctionnelle des entités

Les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours du jour de la transaction. A la date d'arrêté comptable, les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture et les différences de change en résultant sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les actifs monétaires à long terme détenus par une entité du Groupe sur une filiale étrangère pour lesquels aucun règlement n'est ni planifié ni susceptible d'intervenir dans un avenir prévisible, constituent une part de l'investissement net à l'étranger. Ainsi, en application des dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les différences de change portant sur ces éléments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la date de cession de l'investissement ou de déqualification. Dans le cas contraire, les différences de change sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.5. Conversion des états financiers des filiales

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en Euro qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la société mère.

La conversion des actifs et des passifs des filiales étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe s'effectue au taux de change en vigueur à la date de clôture et leur compte de résultat est converti au taux de change moyen de la période. Les écarts résultant de cette conversion sont affectés directement dans les autres éléments du résultat global.

Lors de la cession totale ou partielle, avec perte de contrôle, de la liquidation d'une entité étrangère, ou lors d'une acquisition par étapes avec prise de contrôle, les différences de conversion accumulées en capitaux propres sont recyclées dans le compte de résultat.

1.6. Utilisation d'estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains postes de l'état de situation financière nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des goodwill et des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres mis en équivalence, de la détermination du montant des provisions pour avantages au personnel et des provisions pour démontage, ainsi que de la valorisation des engagements sur titres. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Ces méthodes d'évaluation sont plus précisément décrites, principalement dans le paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill », le paragraphe 1.12 « Titres mis en équivalence », le paragraphe 1.20 « Provisions pour retraites et avantages assimilés » et dans le paragraphe 1.21 « Provisions pour démontage ». Le résultat des tests de sensibilité est donné au paragraphe 4.3 « Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles » pour la valorisation des goodwill, actifs corporels et autres actifs incorporels, au paragraphe 4.4 « Titres mis en équivalence et tests de perte de valeur » pour la valorisation des titres mis en équivalence, au paragraphe 4.18 « Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie » pour la valorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, et au paragraphe 4.12 « Provisions » pour la valorisation des provisions pour démontage et des provisions pour avantages au personnel.

1.7. Distinction courant / non courant

A l'exception des impôts différés qui sont classés en actifs et passifs non courants, les actifs et passifs sont classés en courant lorsque leur recouvrabilité ou leur paiement est prévu au plus tard 12 mois après la date de clôture de l'exercice. Dans le cas contraire, ils sont classés en non courant.

1.8. Immobilisations incorporelles

1.8.1. Frais de développement

Selon la norme IAS 38, les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- l'existence d'avantages économiques futurs probables pour le Groupe ;
- la très forte probabilité de succès du Groupe ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les dépenses de développement immobilisées incluent principalement tous les coûts liés au développement, à l'adaptation ou à la mise en valeur de gammes de mobilier urbain et de supports publicitaires, dans le cadre de propositions de contrats ayant une forte probabilité de succès. Ces dépenses comprennent également la conception et la construction de modèles et prototypes.

Le Groupe considère légitime d'activer les coûts des projets liés à la préparation des réponses aux appels d'offres. Compte tenu d'une part, de la nature des coûts engagés (conception et construction de modèles et prototypes), d'autre part du taux de succès du groupe JCDecaux dans le cadre de ses réponses aux appels d'offres, le Groupe considère que ces coûts constituent des activités de développement activables, et satisfont aux critères d'activation rappelés ci-avant. En effet, ces coûts se rattachent directement à un contrat donné et sont encourus pour l'obtenir. L'amortissement commence lorsque le projet est concrétisé par un succès à l'appel d'offres, et est étalé sur la durée du contrat. En cas d'insuccès, le montant activé est comptabilisé en charges.

Les frais de développement portés à l'actif sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

1.8.2. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles se rapportent pour l'essentiel aux contrats de Mobilier Urbain, Affichage et Transport reconnus lors de regroupements d'entreprises et sont amorties sur la durée des contrats. Elles comprennent également des droits d'entrée, amortis sur la durée des contrats, ainsi que des logiciels. Seuls les logiciels individualisés et clairement identifiés (notamment de type ERP), sont immobilisés et amortis sur une durée de 10 ans maximum. Les dépenses pour les autres logiciels sont constatées en charges de l'exercice.

1.9. Regroupement d'entreprises, acquisition de participation ne donnant pas le contrôle et cession de participation

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise), augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, et diminuée du montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et des passifs repris évalués à la juste valeur.

Les goodwill ne sont pas amortis. Le Groupe procède à des tests de pertes de valeur, au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout autre moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Suite à ces tests de perte de valeur menés conformément à la méthodologie décrite au paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill », une dépréciation des goodwill est constatée, le cas échéant. Une telle dépréciation n'est pas réversible.

Les éventuels badwill sont constatés directement au compte de résultat.

Dans le cadre de l'analyse de la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise, le Groupe est notamment amené à valoriser des contrats et à reconnaître ces éléments en immobilisations incorporelles pour leur juste valeur. Lorsque des contrats déficitaires sont identifiés, le Groupe est amené à constater un passif.

Les normes IFRS offrent aux sociétés un délai maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs obtenus.

Le Groupe enregistre en autres charges opérationnelles les coûts directs liés à l'acquisition, à l'exception des coûts directs liés à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle qui sont enregistrés en capitaux propres.

Pour les acquisitions réalisées par étapes successives, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue au moment de la prise de contrôle. La juste valeur de celle-ci est estimée sur la base du prix d'acquisition diminué de la prime de contrôle.

Pour toute cession partielle ou totale avec perte de contrôle, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, le résultat de cession de la quote-part cédée ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée.

Par ailleurs, les rachats de participation ne donnant pas le contrôle dans des sociétés contrôlées et les cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle donnent lieu à la comptabilisation en variation de capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société-mère de la différence entre le prix d'acquisition ou de cession et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle. Les entrées et sorties de trésorerie correspondantes sont présentées dans le tableau des flux de trésorerie en « flux de trésorerie nets issus du financement ».

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Mobiliers urbains

Les mobiliers urbains (Atribus, Mupis®, Seniors, Journaux Electroniques d'Information (JEI), Sanisettes, Colonnes Morris, etc.) et les supports publicitaires dans l'activité Transport sont amortis linéairement sur la durée de vie des contrats comprise entre 8 et 20 ans. Les écrans digitaux sont amortis sur une durée comprise entre 5 et 10 ans, leur durée de vie économique pouvant être inférieure à la durée des contrats. Les coûts de maintenance des mobiliers urbains sont comptabilisés en charges.

Les coûts actualisés de démontage de mobilier en fin de contrat sont comptabilisés à l'actif, en contrepartie d'une provision, et sont amortis sur la durée des contrats.

Panneaux d'affichage

Les panneaux d'affichage font l'objet d'un mode d'amortissement propre aux pays concernés, déterminé en fonction de la réglementation et des conditions économiques locales.

La principale méthode d'amortissement est le mode linéaire sur une durée comprise entre 2 et 20 ans.

Les dotations aux amortissements sont déterminées selon les durées normales d'utilisation suivantes :

Durées d'amortissement*Immobilisations corporelles :*

▪ Bâtiments et constructions	10 à 50 ans
▪ Installations techniques, matériel et outillage (Hors mobiliers urbains et panneaux)	5 à 10 ans
▪ Mobiliers urbains et panneaux	2 à 20 ans

Autres immobilisations corporelles :

▪ Agencements divers, aménagements	5 à 10 ans
▪ Matériel de transport	3 à 15 ans
▪ Matériel informatique	3 à 5 ans
▪ Mobilier	5 à 10 ans

1.11. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill

Les immobilisations corporelles, incorporelles ainsi que les goodwill font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an.

Ce test consiste, pour une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou un groupement d'UGT, à comparer sa valeur nette comptable à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de cet actif (ou du groupe d'actifs considéré) nette des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Lorsque la valeur recouvrable est appréciée par référence à la valeur d'utilité, les prévisions de flux de trésorerie sont déterminées en intégrant des hypothèses de croissance appréciées soit sur la durée des contrats, soit sur une durée de 5 ans avec prise en compte d'une projection à l'infini ainsi qu'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Les hypothèses de croissance retenues n'intègrent pas d'opération de croissance externe. Les risques spécifiques à l'UGT testée sont en grande partie traduits dans le choix des hypothèses retenues pour la détermination des flux de trésorerie et dans le taux d'actualisation retenu.

Lorsque la valeur comptable d'un actif (ou d'un groupe d'actifs) devient supérieure à sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat pour ramener la valeur comptable à la valeur recouvrable.

Méthodologie suivie

- Niveau du test
 - Pour les actifs corporels et incorporels, les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau de l'UGT correspondant à l'entité opérationnelle ;
 - Pour les goodwill, les tests sont réalisés au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé pour chaque secteur opérationnel (Mobilier Urbain, Affichage et Transport) en prenant en compte le niveau de synergie attendu entre les UGT elles-mêmes. Ainsi, les tests sont effectués généralement au croisement du secteur opérationnel et de la zone géographique, niveau auquel se situent les synergies commerciales, voire au-delà si la synergie se justifie.
- Taux utilisés

Les valeurs d'utilité prises en compte dans le cadre des tests de perte de valeur sont déterminées sur la base des flux de trésorerie futurs attendus, actualisés à un taux calculé sur la base du coût moyen pondéré du capital. Ce taux reflète les

meilleures estimations du management de la valeur temps de l'argent, des risques spécifiques des actifs ou UGT ainsi que de la situation économique des zones géographiques dans lesquelles s'exerce l'activité attachée à ces actifs ou UGT. Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique.

▪ Valeurs recouvrables

Elles sont déterminées à partir des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes et d'hypothèses de croissance et d'évolution spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. Les valeurs recouvrables sont déterminées sur la base de business plans pour lesquels les modalités de prise en compte des flux futurs de trésorerie diffèrent selon le secteur d'activité considéré avec un horizon généralement supérieur à 5 ans en raison de la nature et de l'activité du Groupe caractérisée par des engagements contractuels de longue durée avec des probabilités très fortes de renouvellement des contrats. Ainsi, de manière générale :

- dans le Mobilier Urbain et le Transport, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la durée restante du contrat avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance, le business plan étant réalisé sur la durée du contrat, généralement comprise entre 5 ans et 20 ans, avec un maximum de 25 ans pour la durée la plus longue ;
- pour l'Affichage, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance de 2 % par an pour les pays européens, dont les marchés nous apparaissent matures, et de 3 % pour les autres pays, où l'affichage grand format nous semble bénéficier de conditions de marché plus favorables.

La valeur recouvrable d'un groupe d'UGT est donnée par la somme des valeurs recouvrables des UGT appartenant à ce groupe.

1.12. Titres mis en équivalence

Le goodwill constaté lors de l'acquisition figure dans le montant des titres mis en équivalence.

La quote-part de dépréciation des actifs reconnus lors de l'acquisition ou lors de l'ajustement de juste valeur de ceux existants figure sur la ligne « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ».

Si la quote-part du groupe dans les pertes d'une entité mise en équivalence est supérieure à sa participation dans celle-ci, alors la quote-part du groupe est ramenée à zéro. Si le groupe estime être solidaire des pertes alors une provision est comptabilisée au passif en provisions pour risques pour la quote-part de pertes accumulées excédant l'investissement d'origine ainsi que les prêts et les créances.

Les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de perte de valeur annuel, ou en-dehors de cette périodicité lorsque les conditions existantes laissent supposer que l'actif pourrait être déprécié. Le cas échéant, la perte associée, qui est enregistrée dans le résultat des sociétés mises en équivalence, résulte du calcul de la valeur recouvrable de l'actif, qui se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité basée sur les flux de trésorerie futurs attendus diminués de l'endettement net. La méthodologie suivie pour le calcul des valeurs d'utilité est la même que celle décrite pour les immobilisations corporelles et incorporelles au paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill ».

1.13. Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers sont principalement composés des participations dans des entités non consolidées (investissements financiers), de prêts et de créances rattachées à des participations accordés aux entités mises en équivalence ou non consolidées, de dépôts et cautionnements et d'avances versées sur acquisition de titres de participation sous conditions suspensives.

Ils sont comptabilisés et évalués :

- Pour les titres de participation dans des entités non consolidées, initialement à la juste valeur, correspondant à leur prix d'acquisition. Par la suite, ils sont évalués à la juste valeur qui, en l'absence de prix coté sur un marché actif, est proche de la valeur d'utilité qui tient compte de la quote-part des capitaux propres et de la valeur probable de recouvrement. Les variations de valeurs constatées sont comptabilisées pour chacun des actifs et de façon irrévocable soit en résultat soit en autres éléments du résultat global sans possibilité de recyclage en compte de résultat en cas de cession. Seuls les dividendes reçus des investissements financiers évalués à la juste valeur par les capitaux propres sont comptabilisés en compte de résultat sur la ligne « Autres charges et produits financiers ».
- Pour les autres actifs financiers, au coût amorti (catégorie IFRS9). Une perte de valeur est enregistrée dans le compte de résultat lorsque la valeur de recouvrement de ces prêts et créances devient inférieure à leur valeur comptable.

1.14. Stocks

Les stocks sont composés principalement :

- de pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé ;
- de mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en attente de montage ou partiellement montés.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et peut également incorporer des coûts de production, d'assemblage et de logistique.

Ils sont, le cas échéant, ramenés à la valeur nette de réalisation lorsque celle-ci est inférieure au coût.

1.15. Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont enregistrées à leur juste valeur qui correspond à la valeur nominale de facturation, sauf si l'effet d'actualisation est significatif. Par la suite, ces créances d'exploitation sont évaluées au coût amorti.

Une dépréciation des comptes clients est pratiquée lorsque leur valeur de recouvrement est inférieure à leur valeur comptable. Le Groupe reconnaît une provision complémentaire liée aux pertes attendues selon la méthode simplifiée sur les créances clients saines en appliquant un taux moyen de défaut de paiement à partir de données statistiques historiques. Ce modèle prospectif basé sur les pertes attendues s'applique sur les créances clients dès leur comptabilisation initiale.

1.16. Trésorerie gérée

La trésorerie gérée comprend la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers de trésorerie. Ces éléments sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

La trésorerie comptabilisée à l'actif de l'état de situation financière comprend la trésorerie en banque et la caisse. Les équivalents de trésorerie sont constitués de titres de placement à court terme et de dépôts à court terme. Les titres de placement à court terme et les dépôts à court terme sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur conformément aux critères définis par la norme IAS 7.

Les actifs financiers de trésorerie correspondent à des placements liquides à court terme ainsi qu'à de la trésorerie appartenant au Groupe, mise sous séquestre dans le cadre de l'exécution de contrats. Ces actifs ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7. Ils sont inclus dans le calcul de la dette nette du Groupe.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie nette comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nette des concours bancaires.

1.17. Dettes financières

Les dettes financières sont enregistrées initialement à la juste valeur correspondant en général à la somme reçue diminuée des frais d'émission associés et sont par la suite évaluées au coût amorti.

1.18. Instruments financiers dérivés

Un instrument financier dérivé est un instrument financier qui répond aux trois caractéristiques ci-dessous :

- une variable sous-jacente qui fait varier la valeur de l'instrument financier dérivé ;
- un investissement net initial nul ou faible ;
- un règlement à une date future.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'actif ou au passif de l'état de situation financière à leur juste valeur, les variations de valeurs ultérieures étant enregistrées par contrepartie du compte de résultat, sauf s'ils ont été qualifiés de couverture de flux de trésorerie (part efficace) ou d'investissement net à l'étranger.

Une comptabilité de couverture peut être adoptée si une relation de couverture entre l'élément couvert (le sous-jacent) et l'instrument financier dérivé est établie et documentée dès la mise en place de la couverture et que son efficacité est démontrée à l'origine et à chaque arrêté comptable. A ce jour, le Groupe met en place principalement deux types de couverture des actifs et passifs financiers :

- la couverture de juste valeur (« Fair Value Hedge ») qui a pour objectif de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs, passifs ou engagements fermes à l'origine dues à l'évolution des conditions de marché. La variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en contrepartie du compte de résultat - mais elle est neutralisée par les variations symétriques de juste valeur du risque couvert (à l'inefficacité près) ;
- la couverture de flux de trésorerie (« Cash Flow Hedge ») utilisée pour se prémunir contre les variations de flux de trésorerie attribuables à des actifs et passifs existants ou à des transactions futures hautement probables. La part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement dans les autres éléments du résultat global, et la part inefficace est maintenue au compte de résultat. Le montant enregistré dans les autres éléments du résultat global est recyclé en résultat lorsque l'élément couvert affecte lui-même le résultat. La valeur d'entrée au bilan de l'actif ou du passif est comptabilisée en appliquant le « basis adjustment ».

La relation de couverture est traitée par rapport à un unique paramètre de marché, soit dans le cas du Groupe aujourd'hui, un taux de change ou un taux d'intérêt. Lorsqu'un même instrument dérivé couvre à la fois un risque de taux d'intérêt et un risque de change, les impacts taux et change sont traités séparément.

La comptabilité de couverture cesse lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou qu'il ne respecte plus les critères de qualification pour la comptabilité de couverture. Dans le cadre d'une couverture de transaction future hautement probable comptabilisée en autres éléments du résultat global, tout profit ou perte cumulé(e) réalisé(e) sur l'instrument de couverture de flux de trésorerie est maintenu(e) en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction prévue se produise. S'il n'est plus attendu que la transaction couverte se produise, le profit ou la perte net(te) cumulé(e) comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global est transféré(e) dans le résultat financier de l'exercice.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est comptabilisé(e) directement dans le résultat financier de l'exercice. Le classement comptable des instruments financiers dérivés en éléments courants ou non courants est déterminé par la maturité du dérivé.

1.19. Engagements de rachat de minoritaires

En l'absence de position de l'IASB sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés antérieurs sont maintenus pour l'ensemble des engagements pris par le Groupe.

L'application de la norme IAS 32 conduit à reconnaître au passif une dette relative aux engagements de rachat des parts des minoritaires dans des filiales du Groupe, ceci non seulement pour la partie déjà comptabilisée en participations ne donnant pas le contrôle (reclassée en dette), mais également pour l'excédent résultant de la valeur actuelle de l'engagement. La contrepartie de cet excédent est imputée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres de l'état de situation financière.

En l'absence de position de l'IASB sur les engagements de rachat de minoritaires, les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées en participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Les engagements comptabilisés à ce titre figurent dans la rubrique au passif de l'état de situation financière « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

1.20. Provisions pour retraites et avantages assimilés

Les engagements du Groupe résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé et les hypothèses démographiques propres à chaque société.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés par une société tiers indépendante, soit non financés ou partiellement financés, leurs engagements faisant l'objet d'une provision au passif de l'état de situation financière. Le produit des actifs du régime est estimé à partir du taux d'actualisation utilisé pour la dette actuarielle.

Pour les avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels sont reconnus immédiatement et dans leur intégralité en autres éléments du résultat global sans possibilité de recyclage en résultat. Le coût des services passés est comptabilisé immédiatement et dans son intégralité dans le résultat de la période que les droits soient acquis ou en cours d'acquisition. Pour les autres avantages à long terme, les écarts actuariels générés ainsi que le coût des services passés sont immédiatement comptabilisés en charges ou en produits, lors de l'exercice de leur constatation.

Les effets de l'actualisation de la provision pour avantages au personnel sont présentés dans le résultat financier.

1.21. Provisions pour démontage

Les coûts destinés au démontage des mobiliers en fin de contrat sont enregistrés en provisions si une obligation contractuelle de démontage existe à une date prévisible. Ces provisions sont constituées pour la totalité du coût de démontage estimé dès le début du contrat et sont actualisées. En contrepartie, le coût de démontage est comptabilisé à l'actif et amorti sur la durée du contrat. La charge de désactualisation est comptabilisée en charge financière.

1.22. Paiements fondés sur des actions

1.22.1. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les stock-options accordées aux salariés sont traitées comme un élément de rémunération « versé » en échange de services rendus par eux sur la période s'étendant de la date de leur octroi (« grant date ») à la date à laquelle leur droit d'exercice devient définitif (« vesting date »).

La juste valeur des services rendus est déterminée par référence à la juste valeur des instruments financiers octroyés.

La juste valeur des options est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant, les changements éventuels de juste valeur ultérieurs n'étant pas considérés. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle de Black & Scholes sur la base des hypothèses détaillées au paragraphe 5.2 « Charges d'exploitation nettes » ci-après.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des droits d'exercice des options. Cet enregistrement est fait à la fin de chaque arrêté comptable et ce, jusqu'à la date où les droits d'exercice des options du plan considéré sont complètement acquis.

Le montant figurant en capitaux propres reflète la partie écoulée de la période nécessaire à l'acquisition des droits d'exercice des options et la meilleure estimation du management des options octroyées pour lesquelles un droit d'exercice sera effectivement acquis.

Les plans de stock-options sont attribués sur la base d'objectifs individuels et des résultats du Groupe. L'exercice des stock-options est soumis à des conditions de présence dans la société.

1.22.2. Actions gratuites

La juste valeur des actions gratuites est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant. Cette juste valeur de l'action gratuite est déterminée selon le cours à la date d'attribution diminué des dividendes futurs actualisés.

L'attribution de la totalité des actions gratuites s'effectue après une présence continue au sein du Groupe définie en fonction des plans.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des actions gratuites. Le délai d'acquisition court à compter de la décision du Directoire attribuant les actions gratuites.

1.22.3. Plans de souscription et d'achat dénoués par remise de trésorerie

Les plans de souscription et d'achat d'actions qui seront réglés sous forme de trésorerie, sont évalués à leur juste valeur et constatés en résultat, par contrepartie d'un passif. Ce passif est réévalué à chaque date de clôture jusqu'à son règlement.

1.23. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe provient principalement de la vente d'espaces publicitaires sur des équipements de mobilier urbain, des panneaux d'affichage et de la publicité dans les transports.

Les ventes d'espaces publicitaires, les locations et les prestations de services sont enregistrées en chiffre d'affaires linéairement sur la période de réalisation de la prestation dont la durée est comprise entre 1 semaine et 6 ans.

Le fait générateur de la vente d'espaces publicitaires est la réalisation de la campagne publicitaire.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente d'espaces publicitaires est présenté sur une base nette, après déduction des remises commerciales. Dans certains pays, des commissions sont versées par le Groupe aux agences de publicité et aux centrales d'achat d'espaces publicitaires lorsque celles-ci jouent le rôle d'intermédiaires entre le Groupe et les annonceurs. Ces commissions sont alors déduites du chiffre d'affaires.

Dans les contrats où le Groupe paie une redevance variable, ou bien reverse une partie de ses recettes publicitaires, et dans la mesure où le Groupe agit en tant que principal dans son activité de vente d'espace publicitaire, le Groupe comptabilise en chiffre d'affaires la totalité des recettes publicitaires avant les redevances et reversements, et comptabilise les redevances et la partie du chiffre d'affaires reversée en charges d'exploitation.

Les charges d'escomptes financiers sont déduites du chiffre d'affaires du Groupe.

Outre la commercialisation d'espaces publicitaires situés sur ses mobiliers, le Groupe exerce une activité de vente, location et entretien de mobilier urbain dont le chiffre d'affaires est comptabilisé dans l'activité Mobilier Urbain. Le Groupe tire également des revenus non publicitaires de son activité de Vélos en Libre-Service ainsi que de la mise en œuvre de solutions techniques innovantes, selon le concept « JCDecaux Innovate », et des services annexes à son chiffre d'affaires analogue ou digital.

1.24. Marge opérationnelle

La marge opérationnelle se définit comme le chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.

Elle inclut les dotations aux provisions nettes de reprises relatives aux comptes clients.

La marge opérationnelle est imputée des charges d'escompte comptabilisées en moins du chiffre d'affaires et des produits d'escompte enregistrés en moins des coûts directs d'exploitation, d'une part, et des charges de stock-options ou actions gratuites comptabilisées sur la ligne « Coûts commerciaux, généraux et administratifs », d'autre part.

1.25. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est déterminé à partir de la marge opérationnelle diminuée des consommations de pièces détachées au titre de la maintenance, des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill et des autres charges et produits opérationnels. Les pertes de valeur des stocks sont enregistrées sur la ligne « Pièces détachées maintenance ».

Les autres charges et produits opérationnels comprennent les plus et moins-values de cession d'actifs corporels et incorporels, de coentreprises et entreprises associées, les plus et moins-values de cession liées à la perte de contrôle de sociétés, ainsi que l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation de la quote-part conservée à sa juste valeur, l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue lors d'une prise de contrôle par étape, les éventuels ajustements de prix provenant d'événements postérieurs à la date d'acquisition, ainsi que les éventuels badwill, les coûts directs liés aux acquisitions, et les éléments non récurrents.

Les charges nettes liées aux résultats des tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes ».

1.26. Impôts différés et exigibles

Les impôts différés sont comptabilisés sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale provenant pour l'essentiel des retraitements de consolidation (harmonisation des méthodes et durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, contrats de location financement, reconnaissance de contrats dans le cadre de la méthode de l'acquisition, etc.). Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées à la date de clôture.

Des impôts différés actif sur déficits reportables sont reconnus lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées. Les prévisions sont réalisées sur un horizon de 3 à 5 ans adapté en fonction des particularités de chaque pays.

Conformément aux normes internationales, le Groupe a qualifié la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (« CVAE »), en France, comme étant un impôt. Cette qualification en tant qu'impôt sur le résultat entraîne la comptabilisation d'un impôt différé passif calculé sur la base des actifs amortissables des sociétés assujetties à la CVAE. Par ailleurs, la CVAE étant un impôt déductible de l'impôt sur les sociétés, sa comptabilisation génère un impôt différé actif.

1.27. Location financement et location simple

Les contrats de location financement, qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés à l'actif de l'état de situation financière au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont qualifiés de contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1. Principaux mouvements de périmètre en 2018

Les principales variations de périmètre intervenues en 2018 sont les suivantes :

Acquisitions (prises de contrôle)

Le 31 octobre 2018, le Groupe a finalisé l'acquisition du groupe APN Outdoor via un Scheme of Arrangement autorisée en date du 23 août 2018 par l'Australian Competition and Consumer Commission puis par les actionnaires d'APN Outdoor le 15 octobre 2018. Les nouvelles sociétés acquises sont consolidées à 100% en intégration globale.

Le 24 juillet 2018, Equipamientos Urbanos de Mexico, SA de C.V. (« EUMEX ») a acquis les 50% restant dans le capital de la société Stoc SA de CV au Mexique. Cette société était auparavant consolidée selon la méthode de la mise en équivalence à 50% et est dorénavant consolidée en intégration globale.

Acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle

Le 24 juillet 2018, JCDecaux Latin America Investments Holding SL (Espagne) a racheté les 26,64% de participations ne donnant pas le contrôle dans la société Corporacion Americana de Equipamientos Urbanos SL (« Corameq ») en Espagne. Cette société qui était déjà consolidée en intégration globale est désormais détenue à 100%.

Autres variations

D'autres variations, notamment des liquidations, des cessions, des acquisitions de titres de participation sont détaillées au paragraphe 12 « Périmètre de consolidation ».

2.2. Effets des acquisitions

Les prises de contrôle réalisées en 2018 qui portent principalement sur le groupe APN Outdoor et dans une moindre mesure la société Stoc SA de CV, et l'allocation dans le délai d'affectation de 12 mois du prix d'acquisition de CMI acquis en octobre 2017 ont eu les effets suivants sur les comptes consolidés du Groupe :

<i>En millions d'euros</i>		<i>Juste valeur comptabilisée à la date d'acquisition</i>
Actifs non courants		177,6
Actifs courants		66,1
Total Actifs		243,7
Passifs non courants		133,3
Passifs courants		38,7
Total Passifs		172,0
Actif net à la juste valeur à 100%	(a)	71,7
- dont Participations ne donnant pas le contrôle	<i>(b)</i>	3,5
Contrepartie totale transférée	(c)	681,6
- dont juste valeur de la quote-part antérieurement détenue		0,7
- dont prix d'acquisition		680,9
Goodwill	(d)=(c)-(a)+(b)	613,4
- dont Goodwill alloué aux sociétés mises en équivalence	<i>(e)</i>	-
Goodwill IFRS ⁽¹⁾	(f)=(d)-(e)	613,4
Prix d'acquisition		-680,9
Trésorerie nette acquise		8,2
Acquisitions de titres de participation sur l'exercice		-672,7

(1) L'option de calcul du goodwill complet n'a été retenue pour aucune des acquisitions 2018.

Les valeurs des actifs et passifs acquis ainsi que les goodwill afférents à ces opérations sont déterminés de manière provisoire et sont susceptibles d'évoluer durant le délai nécessaire à la finalisation de l'affectation des goodwill qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois maximum après la date de prise de contrôle, à l'exception de l'allocation du prix d'acquisition de CMI qui est définitive.

L'impact sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe des acquisitions réalisées en 2018 est respectivement de 38,3 millions d'euros et de 6,4 millions d'euros. L'impact complémentaire sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe si ces acquisitions avaient été réalisées au 1^{er} janvier 2018 serait une hausse de 163,0 millions d'euros du chiffre d'affaires et une hausse de 19,7 millions d'euros du résultat net part du Groupe.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO), pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance. En conséquence, conformément à la norme IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des coentreprises. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

3.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

Définition des secteurs opérationnels

Mobilier Urbain

L'activité Mobilier Urbain couvre de manière générale les conventions publicitaires sur le domaine public signées avec les villes et collectivités locales. Elle comprend également les activités de publicité dans les centres commerciaux, ainsi que les locations de mobiliers, les ventes et locations de matériels, les travaux et entretiens divers, et autres prestations de services.

Transport

L'activité Transport couvre la publicité dans les moyens de transport tels que les aéroports, les métros, les bus, les tramways et les trains.

Affichage

L'activité Affichage couvre de manière générale la publicité sur le domaine privé, telle que l'affichage grand format traditionnel ou rétro-éclairé. Elle comprend également l'affichage lumineux type néons et les bâches publicitaires.

Opérations entre les différents secteurs opérationnels

Les prix de transfert entre les secteurs opérationnels sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2018 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	1 587,6	1 517,0	513,9	3 618,5
Marge opérationnelle	385,0	209,7	60,4	655,1
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	193,8	141,0	12,6	347,4
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	230,7	43,0	12,7	286,4

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 3 261,3 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 357,2 millions d'euros.

(2) Dont une reprise nette relative aux tests de perte de valeur de 7,6 millions d'euros : -1,2 million d'euros en Mobilier Urbain, -0,2 million d'euros en Transport et 9,0 millions d'euros en Affichage

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	3 618,5	-437,1	3 181,4
Marge opérationnelle	655,1	-131,0	524,1
Résultat d'exploitation	347,4	-109,0	238,4
Investissements corporels et incorporels nets	286,4	-14,3	272,1

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -437,1 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -449,7 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » – et +12,6 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 3 181,4 millions d'euros.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2017 (chiffre d'affaires retraité ⁽¹⁾) :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	1 586,7	1 399,2	506,7	3 492,6
Marge opérationnelle	420,2	177,7	55,6	653,5
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	211,3	116,4	18,1	345,8
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	173,2	85,4	31,1	289,7

(1) Voir paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ».

Dont chiffre d'affaires publicitaire de 3 158,2 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 334,4 millions d'euros.

(2) Dont une dotation nette relative aux tests de valeur de valeur de -12,3 millions d'euros en Mobilier Urbain, -2,9 millions d'euros en Transport et -3,3 millions d'euros en Affichage.

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	3 492,6	-432,1	3 060,5
Marge opérationnelle	653,5	-128,7	524,8
Résultat d'exploitation	345,8	-110,2	235,6
Investissements corporels et incorporels nets	289,7	-14,9	274,8

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -432,1 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -445,1 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » – et +13,0 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 3 060,5 millions d'euros.

3.2. Information par zone géographique

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2018 :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie- Pacifique	France	Reste du monde	Royaume- Uni	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	960,7	957,3	602,6	438,0	369,0	290,9	3 618,5

(1) Hors France et Royaume-Uni.

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2017 (chiffre d'affaires retraité ⁽²⁾) :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie- Pacifique	France	Reste du monde	Royaume- Uni	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	942,8	818,7	622,2	450,0	362,4	296,5	3 492,6

(1) Hors France et Royaume-Uni.

(2) Voir paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ».

Aucun client n'atteint le seuil de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

3.3. Autres informations

3.3.1. Actifs sectoriels non-courant

Les actifs sectoriels non courants par zone géographique sur la base des données IFRS se décomposent comme suit en 2018 :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie- Pacifique	France	Reste du monde	Royaume- Uni	Amérique du Nord	Elimi- nation intercos	Total
Actifs sectoriels non courants ⁽²⁾	2 209,5	1 243,5	997,8	522,0	319,2	224,8	-1 422,3	4 094,5
Actifs sectoriels non affectés ⁽³⁾								123,6

(1) Hors France et Royaume-Uni.

(2) Hors impôts différés actif et hors instruments financiers.

(3) Goodwill liés à la publicité dans les Aéroports Monde non affectés par zone géographique : la couverture mondiale étant un facteur de succès pour cette activité tant au point de vue commercial que dans le cadre des renouvellements et des gains de contrats. Le test de perte de valeur s'inscrit dans cette même logique.

Les actifs sectoriels non courants par zone géographique sur la base des données IFRS se décomposent comme suit en 2017 :

	Europe ⁽¹⁾	Asie-Pacifique	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord	Elimination intercos	Total
<i>En millions d'euros</i>								
Actifs sectoriels non courants ⁽²⁾	1 872,5	563,4	842,5	539,4	319,7	226,1	-1 096,3	3 267,3
Actifs sectoriels non affectés ⁽³⁾								123,8

(1) Hors France et Royaume-Uni.

(2) Hors impôts différés actif et hors instruments financiers.

(3) Goodwill liés à la publicité dans les Aéroports Monde non affectés par zone géographique : la couverture mondiale étant un facteur de succès pour cette activité tant au point de vue commercial que dans le cadre des renouvellements et des gains de contrats. Le test de perte de valeur s'inscrit dans cette même logique.

3.3.2 Cash-flow Disponible

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS en 2018 se décompose comme suit :

	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
<i>En millions d'euros</i>			
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	436,8	-36,1	400,7
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-75,3	-9,1	-84,4
Investissements corporels et incorporels nets ⁽²⁾	-286,4	14,3	-272,1
Cash-Flow Disponible	150,4	-21,8	128,6

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS en 2017 se décompose comme suit :

	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
<i>En millions d'euros</i>			
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	432,6	1,6	434,2
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-4,3	27,0	22,7
Investissements corporels et incorporels nets ⁽²⁾	-289,7	14,9	-274,8
Cash-Flow Disponible	142,9	16,5	159,4

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

4. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

4.1. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

4.1.1. Goodwill

Variations des exercices 2018 et 2017 en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	2018	2017
Valeur nette au 1er janvier	1 341,3	1 360,8
Perte de valeur	-1,4	0,0
Sorties	-0,1	0,0
Variations de périmètre	613,4	13,1
Conversion	-12,3	-32,6
Valeur nette au 31 décembre	1 940,9	1 341,3

4.1.2. Autres immobilisations incorporelles

Variations de l'exercice 2018 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP ⁽¹⁾	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2018	68,4	709,2	29,0	806,6
Acquisitions / Augmentations	13,1	14,3	13,5	40,9
Sorties	-0,1	-2,5	-0,5	-3,1
Variations de périmètre ⁽²⁾		90,2	0,1	90,3
Conversion	-0,3	-1,7	-0,1	-2,1
Reclassements ⁽³⁾		13,1	-13,0	0,1
Réaffectation du Goodwill		14,3		14,3
Valeur brute au 31 décembre 2018	81,1	836,9	29,0	947,0
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2018	-40,6	-447,8	-16,3	-504,7
Dotations	-6,5	-52,8	-0,2	-59,5
Perte de valeur		9,7		9,7
Sorties	0,1	2,4	0,1	2,6
Variations de périmètre ⁽²⁾				0,0
Conversion	0,1	-0,8	-0,2	-0,9
Reclassements ⁽³⁾		-0,8	0,2	-0,6
Réaffectation du Goodwill				0,0
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2018	-46,9	-490,1	-16,4	-553,4
Valeur nette au 1er janvier 2018	27,8	261,4	12,7	301,9
Valeur nette au 31 décembre 2018	34,2	346,8	12,6	393,6

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) Ces montants sont liés aux acquisitions et aux liquidations de sociétés sur la période.

(3) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2017 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP ⁽¹⁾	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2017	57,8	727,3	26,0	811,1
Acquisitions / Augmentations	9,0	26,7	11,4	47,1
Sorties	-0,4	-49,9	-0,2	-50,5
Variations de périmètre ⁽²⁾		-4,0		-4,0
Conversion	-0,5	-34,8	-1,3	-36,6
Reclassements ⁽³⁾	2,5	26,7	-6,9	22,3
Réaffectation du Goodwill		17,2		17,2
Valeur brute au 31 décembre 2017	68,4	709,2	29,0	806,6
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2017	-33,0	-452,4	-13,0	-498,4
Dotations	-6,7	-51,7	-0,4	-58,8
Perte de valeur				0,0
Sorties	0,4	49,8	0,1	50,3
Variations de périmètre ⁽²⁾		4,0		4,0
Conversion	0,2	17,7	1,2	19,1
Reclassements ⁽³⁾	-1,5	-15,2	-4,2	-20,9
Réaffectation du Goodwill				0,0
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2017	-40,6	-447,8	-16,3	-504,7
Valeur nette au 1er janvier 2017	24,8	274,9	13,0	312,7
Valeur nette au 31 décembre 2017	27,8	261,4	12,7	301,9

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) Ces montants sont liés aux acquisitions et aux liquidations de sociétés sur la période.

(3) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

4.2. Immobilisations corporelles

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018		31/12/2017	
	Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants nets	Montants nets
Terrains	22,3	-1,3	21,0	22,1
Constructions	96,9	-71,3	25,6	35,4
Installations techniques, matériels et outillages	3 086,8	-2 038,5	1 048,3	896,2
Matériel de transport	130,9	-77,6	53,3	62,7
Autres immobilisations corporelles	178,8	-132,1	46,7	42,0
En cours, avances et acomptes	98,3	-0,2	98,1	97,9
Total	3 614,0	-2 321,0	1 293,0	1 156,3

Variations de l'exercice 2018 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. & outill.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2018	23,3	105,2	2 910,8	413,7	3 453,0
- Dont location financement		2,4	5,4	46,1	53,9
- Dont coût de démontage			169,3		169,3
Acquisitions		2,3	157,5	151,1	310,9
- Dont acquisitions en location financement				6,2	6,2
- Dont coût de démontage			35,6		35,6
- Dont effet de changement de taux sur coût de démontage					0,0
Sorties	-1,2	-11,7	-177,8	-28,9	-219,6
- Dont sorties en location financement				-3,3	-3,3
- Dont coût de démontage			-18,9		-18,9
Variations de périmètre			64,7	7,8	72,5
Reclassements ⁽¹⁾	0,2	0,7	132,1	-136,2	-3,2
Réaffectation du Goodwill					0,0
Conversion		0,4	-0,5	0,5	0,4
Valeur brute au 31 décembre 2018	22,3	96,9	3 086,8	408,0	3 614,0
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2018	-1,2	-69,8	-2 014,6	-211,1	-2 296,7
- Dont location financement		-2,4	-5,4	-25,0	-32,8
- Dont coût de démontage			-98,1		-98,1
Dotations nettes des reprises		-4,2	-196,6	-25,2	-226,0
- Dont dotations sur location financement				-8,2	-8,2
- Dont coût de démontage			-23,3		-23,3
Perte de valeur			-1,3		-1,3
Sorties	0,1	3,4	172,1	22,9	198,5
- Dont sorties sur location financement				2,9	2,9
- Dont coût de démontage			15,1		15,1
Variations de périmètre			-0,2	0,3	0,1
Reclassements ⁽¹⁾	-0,1	-0,6	1,4	2,7	3,4
Réaffectation du Goodwill					0,0
Conversion	-0,1	-0,1	0,7	0,5	1,0
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2018	-1,3	-71,3	-2 038,5	-209,9	-2 321,0
Valeur nette au 1er janvier 2018	22,1	35,4	896,2	202,6	1 156,3
Valeur nette au 31 décembre 2018	21,0	25,6	1 048,3	198,1	1 293,0

(1) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2017 en valeur brute et en valeur nette comptable :

En millions d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. & outill.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2017	27,1	109,7	2 974,3	366,3	3 477,4
- Dont location financement		2,4	5,4	42,4	50,2
- Dont coût de démontage			172,6		172,6
Acquisitions	0,1	2,3	109,5	167,4	279,3
- Dont acquisitions en location financement				9,7	9,7
- Dont coût de démontage			22,5		22,5
- Dont effet de changement de taux sur coût de démontage					0,0
Sorties	-3,3	-4,4	-150,2	-28,7	-186,6
- Dont sorties en location financement				-5,4	-5,4
- Dont coût de démontage			-19,8		-19,8
Variations de périmètre			3,1	0,2	3,3
Reclassements ⁽¹⁾		-0,6	61,3	-78,7	-18,0
Réaffectation du Goodwill	0,4	-0,1	-1,5		-1,2
Conversion	-1,0	-1,7	-85,7	-12,8	-101,2
Valeur brute au 31 décembre 2017	23,3	105,2	2 910,8	413,7	3 453,0
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2017	-1,4	-70,4	-2 035,8	-219,1	-2 326,7
- Dont location financement		-2,3	-5,4	-21,5	-29,2
- Dont coût de démontage			-103,2		-103,2
Dotations nettes des reprises	-0,1	-3,6	-183,5	-21,9	-209,1
- Dont dotations sur location financement				-8,1	-8,1
- Dont coût de démontage			-13,5		-13,5
Perte de valeur			-9,2	-0,2	-9,4
Sorties	0,3	3,6	142,3	26,4	172,6
- Dont sorties sur location financement				4,0	4,0
- Dont coût de démontage			15,0		15,0
Variations de périmètre		0,2	2,4	0,8	3,4
Reclassements ⁽¹⁾		0,1	14,9	-0,5	14,5
Réaffectation du Goodwill					0,0
Conversion		0,3	54,3	3,4	58,0
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2017	-1,2	-69,8	-2 014,6	-211,1	-2 296,7
Valeur nette au 1er janvier 2017	25,7	39,3	938,5	147,2	1 150,7
Valeur nette au 31 décembre 2017	22,1	35,4	896,2	202,6	1 156,3

(1) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Au 31 décembre 2018, la valeur nette des immobilisations corporelles en location financement s'élève à 18,9 millions d'euros contre 21,1 millions d'euros au 31 décembre 2017 et se décompose comme suit :

En millions d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Constructions	0,0	0,0
Matériel de transport	18,9	21,1
Autres immobilisations corporelles	0,0	0,0
Total	18,9	21,1

Plus de 81 % des immobilisations corporelles du Groupe sont constituées de mobilier urbain et autres structures publicitaires. Ces immobilisations représentent une gamme de produits très divers (Seniors, MUPIs®, écrans digitaux, colonnes, mâts drapeaux, abribus, sanitaires, bancs, vélos, bornes de propreté etc.). Ces actifs sont détenus en pleine propriété (contrôlés par le Groupe) et le chiffre d'affaires publicitaire du Groupe correspond à la vente des espaces publicitaires présents sur certains de ces mobiliers. Le Groupe est propriétaire de la quasi-totalité des constructions (98 % du total de la valeur brute), le restant étant détenu en location financement.

4.3. Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles

Les goodwill et les immobilisations corporelles et incorporelles se réfèrent aux groupements d'UGT suivants :

	31/12/2018			31/12/2017		
	Goodwill	Actifs corporels / incorporels (1)	Total	Goodwill	Actifs corporels / incorporels (1)	Total
<i>En millions d'euros</i>						
Mobilier Urbain Europe (hors France et Royaume-Uni)	386,8	337,4	724,2	387,6	339,1	726,7
Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni)	142,9	49,4	192,3	142,0	43,5	185,5
Aéroports Monde (2)	123,6	84,0	207,6	123,8	88,0	211,8
Affichage Royaume-Uni	143,4	60,1	203,5	144,7	56,2	200,9
Affichage France	115,4	7,2	122,6	115,4	7,3	122,7
Mobilier Urbain France	86,4	405,5	491,9	86,4	350,0	436,4
Mobilier Urbain Royaume-Uni	57,4	42,5	99,9	57,5	50,7	108,2
Autres (3)	885,0	600,7	1 485,7	283,9	419,4	703,3
Total	1 940,9	1 586,8	3 527,7	1 341,3	1 354,2	2 695,5

Ce tableau prend en compte les pertes de valeur constatées sur les immobilisations corporelles et incorporelles et les goodwill. Les goodwill et les actifs corporels et incorporels comptabilisés dans le cadre de l'acquisition en 2018 d'APN, figurant sur la ligne « Autres », n'ont pas fait l'objet de tests de perte de valeur (cette acquisition est en cours d'allocation).

- (1) Les actifs incorporels et corporels sont présentés nets des provisions pour perte à terminaison, d'un montant de respectivement 80,9 millions d'euros et 96,8 millions d'euros au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017, et sont également présentés diminués des impôts différés passif nets liés aux contrats et aux provisions pour perte à terminaison reconnus dans le cadre du regroupement d'entreprises, d'un montant de respectivement 18,9 millions d'euros et 7,2 millions d'euros au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017.
- (2) Les actifs incorporels et corporels d'un montant de 84,0 millions d'euros relatif à l'UGT Aéroports Monde comprennent 17,5 millions d'euros appartenant à la zone géographique Reste du Monde, exposée à une plus forte volatilité économique.
- (3) Le montant des goodwill de 885,0 millions d'euros et le montant des actifs incorporels et corporels de 600,7 millions d'euros sur la ligne « Autres » comprennent respectivement 138,7 millions d'euros et 214,8 millions d'euros relatifs à la zone géographique Reste du Monde et pour lesquels les tests de perte de valeur et de sensibilité ont été réalisés aux bornes de chaque UGT de cette zone géographique.

Les tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2018 ont conduit à constater en résultat d'exploitation une reprise nette de perte de valeur globale de +8,4 millions d'euros sur les immobilisations incorporelles et corporelles, une reprise nette de provision pour perte à terminaison de +0,6 million d'euros, ainsi qu'une perte de valeur des goodwill pour -1,4 million d'euros.

Les tests de perte de valeur sur les goodwill et les immobilisations corporelles et incorporelles ont un impact positif de +2,2 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe (contre -10,6 millions d'euros en 2017).

Le taux d'actualisation, le taux de marge opérationnelle et le taux de croissance à l'infini pour les projections de l'activité Affichage sont considérés comme les hypothèses-clés retenues par le Groupe dans le cadre des tests de perte de valeur.

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 6,0 % à 17,0 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 6,0 % en 2018 (contre 7,0 % en 2017), est utilisé notamment en Europe Occidentale (hors Espagne, Portugal, Italie et Irlande), Amérique du Nord, Japon, Singapour, Corée du Sud et Australie, où le Groupe réalise 58,0 % de son chiffre d'affaires ajusté. Le taux d'actualisation moyen du Groupe ressort à 8,1 % en 2018.

Les tests de sensibilité dont les résultats sont présentés ci-dessous ont été réalisés de la façon suivante :

- Sur la France, le Royaume-Uni, l'Europe (hors France et Royaume-Uni) et l'Asie-Pacifique, trois tests de sensibilité ont été réalisés, d'une part, en augmentant le taux d'actualisation de 50 points de base, d'autre part en diminuant de 50 points de base respectivement le taux de marge opérationnelle et le taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage ;
- Sur la zone géographique Reste du Monde, où figurent les pays exposés à une plus forte volatilité économique et politique, trois tests de sensibilité ont été réalisés, d'une part, en augmentant le taux d'actualisation de 200 points de base, d'autre part, en diminuant de 200 points de base respectivement le taux de marge opérationnelle et le taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage.

Les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation pour les zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni) et Asie-Pacifique n'entraînerait pas de perte de valeur additionnelle sur les goodwill ni sur les immobilisations corporelles et incorporelles de chacune des UGT de ces zones géographiques ;
- qu'une augmentation de 200 points de base du taux d'actualisation sur la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur de 23,5 millions d'euros sur les goodwill. Cela entraînerait une perte de valeur additionnelle sur les immobilisations corporelles et incorporelles de cette zone géographique de 1,0 million d'euros.
- qu'une diminution de 50 points de base du taux de marge opérationnelle pour les zones France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni) et Asie-Pacifique, n'entraînerait pas de perte de valeur additionnelle sur les immobilisations corporelles et incorporelles ni sur les goodwill de chacune des UGT de ces zones géographiques ;
- qu'une diminution de 200 points de base du taux de marge opérationnelle sur la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles de 1,5 million d'euros et entraînerait une perte de valeur additionnelle sur les goodwill des UGT de cette zone géographique de 3,5 millions d'euros ;
- qu'une diminution du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie de 50 points de base pour les zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni) et Asie-Pacifique entraînerait une perte de valeur additionnelle de 16,8 millions d'euros sur les goodwill (sans perte additionnelle sur les immobilisations corporelles et incorporelles). Une diminution du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie de 200 points de base pour la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur additionnelle de 13,0 millions d'euros sur les goodwill et entraînerait une perte de valeur additionnelle sur les immobilisations corporelles et incorporelles de 0,1 million d'euros sur les UGT de cette zone géographique.

4.4. Titres mis en équivalence et tests de perte de valeur

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	31/12/2017
Coentreprises	283,3	288,7
Entreprises associées	184,9	187,3
Total ⁽¹⁾	468,2	476,0

(1) Dont 54,7 millions d'euros relatifs à la zone Reste du Monde au 31 décembre 2018 contre 62,8 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Les informations relatives aux coentreprises et entreprises associées sont données en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités » et figurent au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » et au paragraphe 11 « Informations sur les entreprises associées ».

En 2018, aucune perte de valeur n'a été constatée comme en 2017.

Sur les sociétés mises en équivalence et appartenant aux zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni) et Asie-Pacifique, les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une perte de valeur additionnelle de 0,4 million d'euros sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 50 points de base du taux de marge opérationnelle entraînerait une perte de valeur additionnelle de 0,7 million d'euros sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage n'entraînerait pas de perte de valeur sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence.

Sur les sociétés mises en équivalence et appartenant à la zone géographique Reste du Monde, les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 200 points de base du taux d'actualisation entraînerait une perte de valeur de 0,1 million d'euros sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 200 points de base du taux de marge opérationnelle n'entraînerait pas de perte de valeur sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 200 points de base du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie n'entraînerait pas de perte de valeur sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence pour lesquelles les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la base d'une projection à l'infini.

4.5. Autres actifs financiers (courant et non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	31/12/2017
Investissements financiers	0,5	0,6
Prêts	51,4	52,8
Créances rattachées à des participations	0,7	0,7
Autres immobilisations financières	67,7	39,9
Total	120,3	94,0

L'augmentation des autres actifs financiers de 26,3 millions d'euros au 31 décembre 2018 concerne principalement le compte séquestre en Belgique dans le cadre de l'acquisition en cours de PubliROUTE.

L'échéance des autres actifs financiers (hors investissements financiers) se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	31/12/2017
≤ 1 an	30,2	3,7
> 1 an & ≤ 5 ans	77,4	84,8
> 5 ans	12,2	4,9
Total	119,8	93,4

4.6. Autres créances (non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	31/12/2017
Charges constatées d'avance	25,4	19,7
Créances diverses	7,2	5,4
Total Brut des Autres créances (non courant)	32,6	25,1
Dépréciation des créances diverses	-1,4	-1,3
Total Dépréciation des Autres créances (non courant)	-1,4	-1,3
Total	31,2	23,8

4.7. Stocks

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	31/12/2017
Valeur brute des stocks	186,7	149,4
Dépréciation	-27,3	-25,6
Total	159,4	123,8

L'augmentation de 35,6 millions d'euros est principalement liée aux chantiers en cours, notamment digitaux, faisant suite aux contrats remportés par le Groupe.

4.8. Clients et autres débiteurs

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	31/12/2017
Créances clients	861,7	761,2
Créances diverses	16,0	23,6
Autres créances d'exploitation	27,2	18,9
Créances fiscales diverses	69,5	53,8
Créances sur cession d'immobilisations et subventions d'équipement à recevoir	0,3	3,1
Avances et acomptes versés	11,1	12,2
Charges constatées d'avance	83,3	76,3
Total Brut des Clients et autres débiteurs	1 069,1	949,1
Dépréciation des créances clients	-31,5	-29,4
Dépréciation des créances diverses	-1,9	-1,5
Dépréciation des autres créances d'exploitation	-0,1	-0,1
Total Dépréciation des Créances clients et autres débiteurs	-33,5	-31,0
Total	1 035,6	918,1

L'augmentation des créances clients et autres débiteurs au 31 décembre 2018 de 117,5 millions d'euros est principalement liée aux variations de périmètre pour 48,7 millions d'euros et à des flux liés à l'activité pour 76,5 millions d'euros, en partie neutralisés par l'effet de change pour -5,1 millions d'euros.

Le solde des créances clients échues et non provisionnées est de 330,7 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 265,2 millions d'euros au 31 décembre 2017. 8,0 % des créances clients non provisionnées sont échues de plus de 90 jours au 31 décembre 2018, contre 5,6 % au 31 décembre 2017. Ces créances sont relatives essentiellement à des agences médias ou des groupes internationaux qui ne présentent pas de risques de recouvrement.

4.9. Trésorerie gérée

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	31/12/2017
Trésorerie	97,8	385,3
Equivalents de trésorerie	14,5	343,0
Total Trésorerie et Equivalents de trésorerie	112,3	728,3
Actifs financiers de trésorerie	81,2	277,9
Total Trésorerie gérée	193,5	1 006,2

Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 8,6 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 31 décembre 2018, contre 8,0 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Les actifs financiers de trésorerie au 31 décembre 2018 sont constitués de 44,7 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 244,0 millions d'euros au 31 décembre 2017) et de 36,5 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe (contre 33,9 millions d'euros au 31 décembre 2017). Ces actifs financiers de trésorerie ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

4.10. Impôts différés nets

4.10.1. Impôts différés comptabilisés

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	31/12/2017
Immobilisations corporelles et incorporelles et provisions pour pertes à terminaison	-92,4	-77,8
Reports déficitaires	28,6	17,6
Provisions pour démontage	22,8	21,3
Provisions pour retraites et avantages assimilés	23,2	23,6
Loyers différés	17,9	22,6
Autres	11,5	5,7
Total	11,6	13,0

La baisse de 1,4 million d'euros des impôts différés actif nets des impôts différés passif s'explique principalement par une hausse des impôts différés passif sur les immobilisations incorporelles et corporelles compensée par l'augmentation des reports déficitaires activés.

4.10.2. Variation des impôts différés nets

Au 31 décembre 2018, les variations d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	Charge nette	Reclassements	ID constatés sur écarts actuariels	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2018
Impôts différés actif	92,3	7,1	-4,8	-0,1	2,1	5,0	101,6
Impôts différés passif	-79,3	7,1	4,8		-1,1	-21,5	-90,0
Total	13,0	14,2	0,0	-0,1	1,0	-16,5	11,6

Au 31 décembre 2017, les variations d'impôts différés étaient les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2016	Charge nette	Reclassements	ID constatés sur écarts actuariels	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2017
Impôts différés actif	134,9	-27,2	-10,3	0,5	-14,1	8,5	92,3
Impôts différés passif	-75,7	-5,2	10,3	0,5	2,9	-12,1	-79,3
Total	59,2	-32,4	0,0	1,0	-11,2	-3,6	13,0

4.10.3. Impôts différés actif sur reports déficitaires non reconnus

Au 31 décembre 2018, le montant des impôts différés actif liés à des reports déficitaires non reconnus s'élève à 92,0 millions d'euros, contre 86,3 millions d'euros au 31 décembre 2017.

4.11. Capitaux propres

Composition du capital

Au 31 décembre 2018, le capital s'établit à 3 244 275,27 euros divisé en 212 810 350 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2018 et au 31 décembre 2018 :

Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier 2018	212 676 701
Emission d'actions suite aux levées d'options	133 649
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2018	212 810 350

Au 31 décembre 2018, JCDecaux SA ne détient aucune action propre.

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites ou de plan de stock-options en 2018.

La charge relative à tous les plans en cours s'élève à 1,0 million d'euros en 2018.

L'Assemblée Générale du 17 mai 2018 a décidé le versement d'un dividende de 0,56 euro pour chacune des 212 676 701 actions composant le capital social au 31 décembre 2017.

Les intérêts des participations ne donnant pas le contrôle ne représentent pas une part significative des états financiers consolidés du Groupe au cours des exercices 2017 et 2018.

4.12. Provisions

Les provisions se décomposent comme suit :

En millions d'euros	31/12/2017	Dotations	Actuali- sation ⁽¹⁾	Reprises		Ecart actuariels / plafonnement des actifs	Reclas- sements	Conver- sion	Variations de périmètre	31/12/2018
				Consommées	Non consommées					
Provisions pour démontage	226,5	35,6	3,5	-13,4	-11,5		0,3	1,8	-0,2	242,6
Provisions pour pertes à terminaison	96,8	2,5		-19,0	-1,6			2,2		80,9
Provisions pour retraites et avantages assimilés	85,7	5,6	1,3	-7,1	-0,1	2,1			0,8	88,3
Provisions pour risques et litiges	48,3	19,9		-7,0	-5,8		0,4	-0,5	0,4	55,7
Total	457,3	63,6	4,8	-46,5	-19,0	2,1	0,7	3,5	1,0	467,5

(1) Aucun montant n'a été constaté en contrepartie des immobilisations corporelles.

4.12.1. Provisions pour démontage

Les provisions sont principalement constituées des provisions pour démontage concernant les supports publicitaires dans les activités Mobilier Urbain et Transport. Elles sont déterminées à l'issue de chaque exercice en fonction du parc et du coût unitaire de démontage (main d'œuvre, coût de la destruction et de la réfection des sols). Au 31 décembre 2018, la durée résiduelle moyenne des contrats qui constitue la base de calcul de la provision pour démontage est de 11,6 ans.

Les provisions pour démontage font l'objet d'une actualisation au taux de 1,5 % au 31 décembre 2018, identique à celui du 31 décembre 2017. L'utilisation d'un taux d'actualisation de 1,0 % (variation de 50 points de base) aurait conduit à une provision complémentaire de l'ordre de 14,3 millions d'euros.

4.12.2. Provisions pour pertes à terminaison

Les provisions pour pertes à terminaison représentent un montant de 80,9 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre un montant de 96,8 millions d'euros au 31 décembre 2017. Elles sont constituées de provisions pour pertes à terminaison reconnues lors de l'exercice d'allocation de prix d'acquisitions pour 65,1 millions d'euros et de provisions reconnues suite au test d'impairment pour 15,8 millions d'euros, contre respectivement 80,3 millions d'euros et 16,5 millions d'euros au 31 décembre 2017.

4.12.3. Provisions pour retraites et avantages assimilés

4.12.3.1. Caractéristiques des plans à prestations définies

Les engagements à prestations définies du Groupe vis-à-vis du personnel sont principalement constitués d'engagements de retraite (indemnités conventionnelles de départs et prestations de retraites, retraites complémentaires dont bénéficient les cadres dirigeants de certaines filiales du Groupe) et d'autres avantages à long terme versés pendant la durée de l'emploi tels que les médailles du travail ou jubilé.

Les engagements du Groupe concernent principalement la France, le Royaume-Uni et l'Autriche.

En France, les indemnités de fin de carrière sont calculées selon la convention nationale de la Publicité. Une partie de l'engagement est couvert par les cotisations versées à un fonds externe par les sociétés françaises du Groupe JCDecaux.

Au Royaume-Uni, les engagements de retraite sont principalement constitués d'un plan de pension dont bénéficiait un certain nombre de salariés de la société JCDecaux UK Ltd. En décembre 2002, les droits acquis au titre de ce régime ont été gelés.

En Autriche, les engagements sont principalement constitués d'indemnités légales de départ.

4.12.3.2. Informations financières

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

	2018	2017
Taux d'actualisation ⁽¹⁾		
Zone Euro	1,75 %	1,50 %
Royaume-Uni	2,80 %	2,50 %
Taux de revalorisation de salaires		
Zone Euro	1,90 %	2,00 %
Royaume-Uni ⁽²⁾	NA	NA
Taux d'inflation		
Zone Euro	1,75 %	1,75 %
Royaume-Uni	2,40 %	2,30 %

(1) Les taux d'actualisation sur les zones Euro et Royaume-Uni sont issus des données Iboxx et sont déterminés sur la base du taux de rendement d'obligations émises par des entreprises privées de première qualité (notées AA).

(2) Le plan UK étant gelé, pas de prise en compte de revalorisation de salaires.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante en 2018 :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Évolution de la dette actuarielle				
Dette actuarielle à l'ouverture	18,4	119,8	7,7	145,9
Coût des services rendus	1,4	3,5	0,7	5,6
Charge d'intérêt	0,3	2,2	0,1	2,6
Acquisitions / cessions de régimes	0,7		0,1	0,8
Liquidations de régimes	-0,6			-0,6
Ecart actuariels ⁽¹⁾	1,3	-1,0	-0,4	-0,1
Cotisations salariés		0,2		0,2
Prestations payées	-1,2	-4,5	-0,5	-6,2
Conversion		-0,3		-0,3
Dette actuarielle à la clôture	20,3	119,9	7,7	147,9
<i>dont France</i>	12,7	55,2	4,4	72,3
<i>dont autres pays</i>	7,6	64,7	3,3	75,6
Évolution des actifs				
Actifs à l'ouverture		60,2		60,2
Produit d'intérêt		1,3		1,3
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		-1,7		-1,7
Contributions employeur		4,6		4,6
Contributions employés		0,2		0,2
Prestations payées		-4,5		-4,5
Conversion		-0,3		-0,3
Actifs à la clôture		59,8		59,8
<i>dont France</i>		7,4		7,4
<i>dont autres pays</i> ⁽²⁾		52,4		52,4
Provisions				
Couverture financière	20,3	60,1	7,7	88,1
Plafonnement des actifs		0,2		0,2
Provisions à la clôture	20,3	60,3	7,7	88,3
<i>dont France</i>	12,7	47,8	4,4	64,9
<i>dont autres pays</i>	7,6	12,5	3,3	23,4
Charge de retraite				
Charge d'intérêt	0,3	2,2	0,1	2,6
Produit d'intérêt		-1,3		-1,3
Coût des services rendus	1,4	3,5	0,7	5,6
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à long terme			-0,3	-0,3
Liquidations de régimes	-0,6			-0,6
Charge de l'exercice	1,1	4,4	0,5	6,0
<i>dont France</i>	0,9	3,4	0,1	4,4
<i>dont autres pays</i>	0,2	1,0	0,4	1,6

(1) Dont 2,6 millions d'euros liés aux écarts d'expérience, -5,4 millions d'euros liés aux hypothèses financières et 2,7 millions d'euros liés aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

La dette actuarielle du Groupe au 31 décembre 2018 s'élève à 147,9 millions d'euros et est principalement située dans trois pays : France (49 % de la dette actuarielle totale), Royaume-Uni (35 %) et Autriche (5 %).

Les évaluations ont été effectuées par un actuair indépendant qui a également réalisé des tests de sensibilité pour chacun des plans.

Les résultats des tests de sensibilité montrent que :

- une diminution de 50 points de base du taux d'actualisation aurait un impact à la hausse de 9,4 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de la dette actuarielle ;
- une augmentation de 50 points de base du taux de revalorisation des salaires aurait un impact à la hausse de 4,7 millions d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle ;
- une augmentation de 50 points de base du taux d'inflation aurait un impact à la hausse de 2,0 millions d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle.

Les variations observées dans le cadre de ces tests de sensibilité ne remettent pas en cause les taux retenus dans le cadre de l'établissement des comptes, taux jugés les plus proches du marché.

Les mouvements nets des provisions pour retraites et avantages assimilés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2018	2017
Au 1er janvier	85,7	84,0
Charge de l'exercice	6,0	5,7
Ecart de conversion	0,0	-0,9
Cotisations versées	-4,6	-3,9
Prestations payées	-1,7	-1,4
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	2,1	2,4
Autres	0,8	-0,2
Au 31 décembre	88,3	85,7
Dont comptabilisé :		
- en résultat d'exploitation	1,6	1,0
- en résultat financier	-1,3	-1,4
- en autres éléments du résultat global	-2,1	-2,4

La décomposition des actifs des régimes couverts est la suivante :

	31/12/2018		31/12/2017	
	En M€	En %	En M€	En %
Actions	20,8	35%	21,7	37%
Obligations d'état	23,9	40%	23,1	38%
Obligations d'entreprises	2,8	5%	3,1	5%
Immobilier	2,7	4%	2,5	4%
Contrats d'assurance	9,2	15%	9,0	15%
Autres	0,4	1%	0,8	1%
Total	59,8	100%	60,2	100%

Les actifs de couverture sont des actifs cotés en dehors de l'immobilier qui est non coté.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante en 2017 :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Évolution de la dette actuarielle				
Dette actuarielle à l'ouverture	17,4	118,0	7,7	143,1
Coût des services rendus	1,2	3,3	0,5	5,0
Charge d'intérêt	0,3	2,3	0,1	2,7
Acquisitions / cessions de régimes	-0,1		-0,1	-0,2
Réductions de régimes	-0,4			-0,4
Écarts actuariels ⁽¹⁾	1,3	1,7	-0,2	2,8
Cotisations salariés		0,2		0,2
Prestations payées	-1,0	-3,3	-0,3	-4,6
Conversion	-0,3	-2,4		-2,7
Dette actuarielle à la clôture	18,4	119,8	7,7	145,9
<i>dont France</i>	<i>11,3</i>	<i>55,1</i>	<i>4,7</i>	<i>71,1</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>7,1</i>	<i>64,7</i>	<i>3,0</i>	<i>74,8</i>
Évolution des actifs				
Actifs à l'ouverture		59,5		59,5
Produit d'intérêt		1,3		1,3
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		0,3		0,3
Contributions employeur		3,9		3,9
Contributions employés		0,2		0,2
Prestations payées		-3,2		-3,2
Conversion		-1,8		-1,8
Actifs à la clôture		60,2		60,2
<i>dont France</i>		<i>7,3</i>		<i>7,3</i>
<i>dont autres pays ⁽²⁾</i>		<i>52,9</i>		<i>52,9</i>
Provisions				
Couverture financière	18,4	59,6	7,7	85,7
Plafonnement des actifs				0,0
Provisions à la clôture	18,4	59,6	7,7	85,7
<i>dont France</i>	<i>11,3</i>	<i>47,8</i>	<i>4,7</i>	<i>63,8</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>7,1</i>	<i>11,8</i>	<i>3,0</i>	<i>21,9</i>
Charge de retraite				
Charge d'intérêt	0,3	2,3	0,1	2,7
Produit d'intérêt		-1,3		-1,3
Coût des services rendus	1,2	3,3	0,5	5,0
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à long terme			-0,3	-0,3
Réductions de régimes	-0,4			-0,4
Charge de l'exercice	1,1	4,3	0,3	5,7
<i>dont France</i>	<i>0,4</i>	<i>3,2</i>	<i>0,3</i>	<i>3,9</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,0</i>	<i>1,8</i>

(1) Dont 3,7 millions d'euros liés aux écarts d'expérience, 0,2 million d'euros lié aux hypothèses financières et -1,1 million d'euros lié aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

4.12.3.3. Informations sur les flux futurs

Le Groupe prévoit de verser en 2019 des cotisations aux fonds de couverture pour 1,9 million d'euros.

La durée moyenne pondérée est de respectivement 11 ans et 18 ans pour la zone Euro et au Royaume-Uni.

Le régime de retraite de JCDecaux UK Ltd au Royaume-Uni est un régime fermé depuis décembre 2002. Il ne reste aujourd'hui que des différés ou des retraités dans ce régime. Des évaluations "Funding" sont menées tous les 3 ans afin de définir le niveau de déficit du régime en accord avec les Trustees et l'employeur conformément à la réglementation. Un calendrier de cotisations est défini jusqu'en 2028.

4.12.3.4. Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées au titre des régimes à cotisations définies représentent 36,0 millions d'euros en 2018 contre 35,9 millions d'euros en 2017.

4.12.3.5. Régimes multi-employeurs

Le Groupe participe à trois plans multi-employeurs à prestations définies couverts par des actifs en Suède (ITP Plan). Une évaluation est faite selon les normes locales chaque année. A ce jour, il n'est pas possible de déterminer de façon isolée

la dette actuarielle de la société JCDecaux Sverige AB. Au 31 décembre 2017, les trois plans étaient en surplus pour un montant total de 9 172,7 millions d'euros, au niveau national, selon les évaluations locales propres à ces engagements. La charge reconnue dans les comptes consolidés du Groupe au titre de ces trois plans est égale aux cotisations versées sur l'année 2018, soit 0,6 million d'euros. Le niveau des cotisations des trois plans sera stable en 2019.

4.12.4. Provisions pour risques et litiges

Les provisions pour risques et litiges représentent un montant de 55,7 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 48,3 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Le Groupe JCDecaux est partie à plusieurs litiges relatifs aux modalités de mise en œuvre de certains de ses contrats avec ses concédants et à ses relations avec les fournisseurs. Par ailleurs, la particularité de son activité (contrats avec des autorités publiques) peut générer des procédures contentieuses spécifiques. Le Groupe JCDecaux est ainsi partie à des litiges concernant l'attribution ou la résiliation de contrats de mobilier urbain et/ou d'affichage, ainsi que des litiges fiscaux. Par ailleurs, dans le cadre de leurs activités, les sociétés du Groupe peuvent faire l'objet, d'actions/enquêtes des juridictions/autorités nationales de la concurrence. Certaines sont d'ailleurs en cours et ne devraient pas engendrer de conséquences financières défavorables significatives pour le Groupe.

La Direction Juridique du Groupe recense l'ensemble des risques et des litiges (nature, montants, procédure, niveau de risque), en fait un suivi régulier et croise ces informations avec celles détenues par la Direction Financière. Le montant des provisions constituées pour ces risques et litiges résulte d'une analyse au cas par cas, en fonction des positions des plaignants, de l'appréciation des conseils juridiques du Groupe et des éventuels jugements prononcés.

4.12.5. Actifs et passifs éventuels

Après analyse des risques, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de constater de provision sur certains risques relatifs à des procédures en cours sur des litiges ou des enquêtes des autorités de la concurrence, des risques de nature fiscale ou relatifs à des modalités de mise en œuvre ou d'attribution de contrats.

Sauf exception, aucune provision pour démontage n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe concernant les panneaux de l'activité Affichage. En effet le Groupe considère que l'obligation de démontage dans l'activité Affichage répond à la définition d'un passif éventuel car soit l'obligation est peu probable, soit elle ne peut être chiffrée de manière fiable du fait de l'incertitude de la date de démontage probable qui conditionne les effets d'actualisation. Pour les panneaux qui s'apparentent à du mobilier urbain, les écrans digitaux grand format et pour les installations publicitaires les plus spectaculaires, dont le coût de démontage unitaire est plus significatif que pour les panneaux d'affichage traditionnels, ainsi que pour les programmes de démontage de panneaux pour lesquels il existe une forte probabilité de démontage à court terme, à notre initiative, le Groupe a estimé le coût global de démontage en valeur non actualisée à 21,0 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 13,3 millions d'euros au 31 décembre 2017. Dans certains cas exceptionnels où une obligation de démontage à court terme est bien identifiée, le Groupe peut être amené à comptabiliser une provision pour démontage concernant les panneaux de l'activité Affichage.

4.13. Dette financière

En millions d'euros	31/12/2018			31/12/2017		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan (1)	296,9	1 075,7	1 372,6	586,0	786,6	1 372,6
Instruments financiers dérivés actifs	-4,9		-4,9	-0,2		-0,2
Instruments financiers dérivés passifs	1,3	0,2	1,5	4,9	0,5	5,4
Instruments financiers dérivés de couverture (2)	-3,6	0,2	-3,4	4,7	0,5	5,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)	112,3		112,3	728,3		728,3
Concours bancaires	-24,3		-24,3	-12,8		-12,8
Trésorerie nette (3)	88,0	0,0	88,0	715,5	0,0	715,5
Actifs financiers de trésorerie (**) (4)	81,2	0,0	81,2	277,9	0,0	277,9
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires) (5)=(1)+(2)-(3)-(4)	124,1	1 075,9	1 200,0	-402,7	787,1	384,4

(*) Au 31 décembre 2018, le Groupe dispose de 112,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (contre 728,3 millions d'euros au 31 décembre 2017) et 81,2 millions d'euros d'actifs financiers de trésorerie (contre 277,9 millions d'euros au 31 décembre 2017). Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 8,6 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 31 décembre 2018, contre 8,0 millions d'euros au 31 décembre 2017.

(**) Les actifs financiers de trésorerie au 31 décembre 2018 sont constitués de 44,7 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 244,0 millions d'euros au 31 décembre 2017) et de 36,5 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe (contre 33,9 millions d'euros au 31 décembre 2017). Ces actifs financiers ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

Les dettes sur engagements de rachat de minoritaires font l'objet d'un enregistrement séparé et ne sont donc pas incluses dans la dette financière. Elles sont détaillées au paragraphe 4.14 « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ». Les instruments financiers de couverture sont détaillés au paragraphe 4.15 « Instruments financiers ». La réconciliation de la variation de la dette financière avec les montants du tableau des flux de trésorerie est détaillée au paragraphe 6.4 « Réconciliation des flux de trésorerie avec la variation de la dette financière nette ».

Les analyses de la dette réalisées ci-après sont menées sur la base de la dette financière économique qui est égale à la dette financière brute au bilan ajustée de l'impact du coût amorti :

En millions d'euros	31/12/2018			31/12/2017		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	296,9	1 075,7	1 372,6	586,0	786,6	1 372,6
Impact du coût amorti	1,2	3,2	4,4	1,2	4,4	5,6
Dette financière économique	298,1	1 078,9	1 377,0	587,2	791,0	1 378,2

La dette financière économique se décompose de la façon suivante :

En millions d'euros	31/12/2018			31/12/2017		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Emprunts obligataires		1 050,0	1 050,0	500,0	750,0	1 250,0
Billets de trésorerie (NEU/CP)	220,0		220,0			
Emprunts auprès des établissements de crédit	36,4	10,3	46,7	43,1	17,4	60,5
Emprunts divers	29,6	5,8	35,4	22,5	9,2	31,7
Emprunts de location financement	7,3	12,8	20,1	7,9	14,4	22,3
Intérêts courus	4,8		4,8	13,7		13,7
Dette financière économique	298,1	1 078,9	1 377,0	587,2	791,0	1 378,2

Au 31 décembre 2018, la dette financière du Groupe comprend principalement :

- des emprunts obligataires portés par JCDecaux SA :
 - 750 millions d'euros émis en juin 2016 à échéance juin 2023
 - 300 millions d'euros émis en octobre 2018 à échéance octobre 2020.
- des billets de trésorerie pour 220 millions d'euros émis par JCDecaux SA dans le cadre de son programme de Negotiable European Commercial Paper (NEU CP) mis en place en octobre 2018 d'un montant maximum de 500 millions d'euros.

En février 2018, JCDecaux SA a procédé au remboursement de son emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en février 2013.

La dette financière du Groupe comprend également :

- des emprunts bancaires portés par les filiales de JCDecaux SA pour 46,7 millions d'euros ;
- des emprunts divers pour 35,4 millions d'euros dont principalement des emprunts de JCDecaux SA et ses filiales auprès des coentreprises du Groupe ;
- des dettes de location financement pour 20,1 millions d'euros détaillées dans la dernière partie du présent paragraphe ;
- des intérêts courus pour 4,8 millions d'euros.

Le taux d'intérêt effectif moyen des dettes de JCDecaux SA est d'environ 0,9 % au cours de l'exercice 2018.

Au 31 décembre 2018, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825,0 millions d'euros et d'échéance juillet 2022. Cette ligne de crédit revolving a fait l'objet d'un avenant en date du 16 novembre 2018 concernant la mise en place d'une sous-limite d'un montant maximum de 100 millions d'euros afin de pouvoir réaliser des tirages courts le jour même (swingline).

Cette ligne de crédit revolving impose le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5.

Au 31 décembre 2018, JCDecaux SA respecte ce « covenant » avec un ratio très éloigné de la limite requise.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 5 juillet 2018, et celle de Standard and Poor's du 5 septembre 2018), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

En octobre 2018, JCDecaux SA a par ailleurs enregistré auprès de la Banque de France un programme de NEU MTN (Negotiable European Medium Term Notes) d'un montant maximum de 500 millions d'euros qui pourra être utilisé pour ses besoins futurs.

Echéance des dettes financières (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

En millions d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Échéance à moins d'un an	298,1	587,2
Échéance à plus d'un an et moins de 5 ans	1 074,8	33,7
Échéance à plus de 5 ans	4,1	757,3
Total	1 377,0	1 378,2

Ventilation des dettes financières par devise après couvertures de change

	31/12/2018		31/12/2017	
	En M€	En %	En M€	En %
Euro	967,4	70%	1 275,7	93%
Dollar américain	169,2	12%	151,8	11%
Dollar australien	166,8	12%	3,7	0%
Yuan chinois	66,5	5%	71,9	5%
Shekel israélien	41,2	3%	43,0	3%
Livre sterling	37,5	3%	28,0	2%
Yen japonais	17,8	1%	10,7	1%
Dirham des Emirats Arabes Unis ⁽¹⁾	-29,6	-2%	-42,0	-3%
Dollar de Hong Kong ⁽¹⁾	-70,6	-5%	-187,3	-14%
Autres	10,8	1%	22,7	2%
Total	1 377,0	100%	1 378,2	100%

(1) Les montants négatifs correspondent à des positions prêteuses.

Ventilation des dettes financières par taux d'intérêt (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

	31/12/2018		31/12/2017	
	En M€	En %	En M€	En %
Taux fixe	997,1	72%	1 288,8	94%
Taux variable	379,9	28%	89,4	6%
Total	1 377,0	100%	1 378,2	100%

Dettes financières liées aux contrats de location financement

La dette financière liée aux contrats de location financement se décompose de la façon suivante :

En millions d'euros	31/12/2018			31/12/2017		
	Paiements futurs minimaux non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes de location financement	Paiements futurs minimaux non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes de location financement
Moins d'un an	8,0	-0,7	7,3	8,4	-0,5	7,9
Entre 1 et 5 ans	10,6	-0,6	10,0	14,5	-0,9	13,6
Plus de 5 ans	2,9	-0,1	2,8	0,8	0,0	0,8
Total	21,5	-1,4	20,1	23,7	-1,4	22,3

4.14. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 92,4 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 102,0 millions d'euros au 31 décembre 2017.

La diminution de 9,6 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires entre le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2018 intègre principalement l'exercice du put Corameq et la comptabilisation d'un nouvel engagement.

4.15. Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers principalement à des fins de couverture contre les risques de change. L'utilisation de ces instruments financiers concerne principalement JCDecaux SA.

Instruments financiers de change

L'exposition du Groupe au risque de change provient principalement de son activité à l'étranger. Cependant, du fait de sa structure opérationnelle, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en matière de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et le montant des prestations ou achats intra-groupe est faible. De ce fait, la majeure partie du risque de change provient des effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le risque de change sur les flux provient principalement des opérations financières (refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères en application de la politique de centralisation de la trésorerie du Groupe). Le Groupe couvre ce risque en mettant en place principalement des swaps de change à court terme.

Ainsi, au 31 décembre, les taux de change moyens des instruments financiers de change sont proches des taux de change de clôture.

Du fait de l'élimination en consolidation de ces prêts et emprunts intra-groupe, seule la valorisation des instruments financiers de couverture apparaît à l'actif ou au passif de l'état de situation financière.

Au 31 décembre 2018, les principales positions contractées par le Groupe sont les suivantes (positions nettes) :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	31/12/2017
<i>Achats à terme contre euro :</i>		
Dollar de Hong-Kong	39,1	157,6
Dirham des Emirats	31,4	41,7
Couronne norvégienne	11,9	15,8
Riyal saoudien	6,2	1,5
Rial d'Oman	6,0	2,5
Autres	16,9	25,7
<i>Ventes à terme contre euro :</i>		
Dollar australien	185,1	3,7
Dollar américain	122,2	105,0
Shekel israélien	41,2	43,3
Livre sterling	34,0	50,2
Yen japonais	17,8	10,7
Rand sud-africain	17,1	22,9
Couronne danoise	10,6	17,1
Autres	20,3	22,3
<i>Achats à terme contre yuan chinois :</i>		
Dollar de Hong-Kong	31,0	32,2
<i>Achats à terme contre livre sterling :</i>		
Dirham des Emirats	4,9	1,2
Réal brésilien	0,0	10,3
Autres	3,6	6,7
<i>Vente à terme contre livre sterling :</i>		
Dollar américain	3,2	0,0

Au 31 décembre 2018, la valeur de marché des instruments financiers de change s'élève à 3,4 millions d'euros contre 5,2 millions d'euros au 31 décembre 2017.

La part inefficace de nos couvertures de flux de trésorerie (« Cash Flow Hedge ») est nulle au 31 décembre 2018 et représentait -0,4 million d'euros au 31 décembre 2017.

4.16. Fournisseurs et autres crédateurs (passif courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	31/12/2017
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	791,8	742,0
Dettes fiscales et sociales	222,7	203,5
Produits constatés d'avance	87,0	82,6
Dettes sur acquisition d'immobilisations	14,9	8,3
Autres crédateurs	45,8	56,0
Total	1 162,2	1 092,4

Les dettes d'exploitation sont des dettes de maturité inférieure ou égale à un an.

La hausse au 31 décembre 2018 de 69,8 millions d'euros est principalement due à des effets de périmètre pour 33,0 millions d'euros et à des flux liés à l'activité pour 37,0 millions d'euros.

4.17. Passifs d'impôt exigible nets (courant et non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	31/12/2017
Passifs d'impôt exigible	43,4	39,6
Créances d'impôt sur les sociétés	-19,5	-51,4
Total	23,9	-11,8

La hausse de 35,7 millions d'euros des impôts exigibles nets est principalement due à la restitution de la créance liée au remboursement exceptionnel de la taxe sur dividendes en France.

4.18. Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2018					Juste valeur
		Juste valeur par le résultat	Juste valeur par les autres éléments du résultat global	Couvertures de flux de trésorerie et NIH	Coût amorti	Total valeur nette comptable	
Instruments financiers dérivés (actif)	(1)	4,7	0,2			4,9	4,9
Autres actifs financiers	(2)		0,5		119,8	120,3	120,3
Clients et créances diverses (non courant)	(3)				5,6	5,6	5,6
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(3)				871,7	871,7	871,7
Trésorerie		97,8				97,8	97,8
Equivalents de trésorerie	(4)	14,5				14,5	14,5
Actifs financiers de trésorerie	(1)	81,2				81,2	81,2
Total des actifs financiers		198,2	0,7	0,0	997,1	1 196,0	1 196,0
Dettes financières	(5)				-1 372,6	-1 372,6	-1 388,1
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(2)	-92,4				-92,4	-92,4
Instruments financiers dérivés (passif)	(1)	-1,4	-0,1			-1,5	-1,5
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(3)				-843,6	-843,6	-843,6
Autres créditeurs (non courant)	(3)				-14,3	-14,3	-14,3
Concours bancaires		-24,3				-24,3	-24,3
Total des passifs financiers		-118,1	-0,1	0,0	-2 230,5	-2 348,7	-2 364,2

(1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)) à l'exception de la trésorerie mise sous séquestre pour 36,5 millions d'euros, présentée en actifs financiers de trésorerie et pour laquelle la variation de la juste valeur se réfère à des prix cotés sur un marché actif (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)).

(2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)). L'hypothèse principale pouvant avoir un impact sur leur juste valeur est le taux d'actualisation, établi à 1,5 % au 31 décembre 2018. Une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base conduirait à une augmentation de 4,4 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.

(3) Les dettes et créances fiscales et sociales, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.

(4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour 0,2 million d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 14,3 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).

(5) L'évaluation de la juste valeur de ces passifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour les emprunts obligataires dont la juste valeur est évaluée à 765,5 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 622,6 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).

31/12/2017

En millions d'euros		Juste valeur par les autres éléments du résultat global			Couvertures de flux de trésorerie et NIH	Coût amorti	Total valeur nette comptable	Juste valeur
		Juste valeur par le résultat	éléments du résultat global					
Instruments financiers dérivés (actif)	(1)	0,2				0,2	0,2	
Autres actifs financiers	(2)		0,6			93,4	94,0	
Clients et créances diverses (non courant)	(3)					3,8	3,8	
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(3)					775,7	775,7	
Trésorerie		385,3				385,3	385,3	
Equivalents de trésorerie	(4)	343,0				343,0	343,0	
Actifs financiers de trésorerie	(1)	277,9				277,9	277,9	
Total des actifs financiers		1 006,4	0,6	0,0		872,9	1 879,9	
Dettes financières	(5)					-1 372,6	-1 372,6	
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(2)	-102,0					-102,0	
Instruments financiers dérivés (passif)	(1)	-5,4					-5,4	
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(3)					-793,3	-793,3	
Autres créditeurs (non courant)	(3)					-9,0	-9,0	
Concours bancaires		-12,8					-12,8	
Total des passifs financiers		-120,2	0,0	0,0		-2 174,9	-2 309,6	

- (1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)) à l'exception de la trésorerie mise sous séquestre pour 33,9 millions d'euros, présentée en actifs financiers de trésorerie et pour laquelle la variation de la juste valeur se réfère à des prix cotés sur un marché actif (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)). L'hypothèse principale pouvant avoir un impact sur leur juste valeur est le taux d'actualisation, établi à 1,5 % au 31 décembre 2017. Une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base conduirait à une augmentation de 4,6 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.
- (3) Les dettes et créances fiscales et sociales, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.
- (4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour 0,3 million d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 342,7 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (5) L'évaluation de la juste valeur de ces passifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour les emprunts obligataires dont la juste valeur est évaluée à 1 264,5 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 122,6 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).

5. COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires IFRS s'élève à 3 181,4 millions d'euros en 2018 comparativement à 3 060,5 millions d'euros en 2017 (retraité ⁽¹⁾), soit une hausse de 4,0 %.

Le chiffre d'affaires IFRS publicitaire s'élève à 2 861,2 millions d'euros en 2018 (contre 2 758,9 millions d'euros en 2017) et le chiffre d'affaires IFRS non publicitaire s'est élevé à 320,2 millions d'euros en 2018 (contre 301,6 millions d'euros en 2017).

(1) Voir paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ».

5.2. Charges d'exploitation nettes

<i>En millions d'euros</i>	2018	2017 Retraité (1)
Baux et redevances	-1 391,9	-1 326,9
Autres charges d'exploitation nettes	-604,4	-571,3
Impôts et taxes	-6,7	-6,5
Frais de personnel	-654,3	-631,0
Coûts directs d'exploitation & Coûts commerciaux, généraux & administratifs ⁽²⁾	-2 657,3	-2 535,7
Dotations aux provisions nettes des reprises	33,6	42,6
Dotations aux amortissements nettes des reprises	-277,4	-277,6
Perte de valeur des goodwill	-1,4	0,0
Pièces détachées maintenance	-36,6	-45,3
Autres produits opérationnels	35,8	21,3
Autres charges opérationnelles	-39,7	-30,2
Total	-2 943,0	-2 824,9

(1) Voir paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Dont -2 107,4 millions d'euros de « Coûts directs d'exploitation » et -549,9 millions d'euros de « Coûts commerciaux, généraux & administratifs » en 2018 (contre respectivement -2 022,8 millions d'euros et -512,9 millions d'euros en 2017).

Baux et redevances

Ce poste comprend les baux et redevances que le Groupe paie aux propriétaires, municipalités, aéroports, sociétés de transport et centres commerciaux, en contrepartie d'emplacement permettant l'exploitation publicitaire.

En 2018, les baux et redevances s'élèvent à 1 391,9 millions d'euros :

<i>En millions d'euros</i>	Total	Charges fixes	Charges variables
Redevances Mobilier Urbain et Transport	-1 240,3	-878,7	-361,6
Baux Affichage	-151,6	-125,5	-26,1
Total	-1 391,9	-1 004,2	-387,7

Les charges variables sont déterminées en fonction des conditions contractuelles : les loyers et redevances qui fluctuent en fonction du niveau de chiffre d'affaires sont considérés comme des charges variables. Les loyers et redevances qui fluctuent selon le nombre de mobiliers sont considérés comme des charges fixes.

Autres charges d'exploitation nettes

Ce poste comprend cinq grandes catégories de coûts :

- les coûts de sous-traitance pour certaines activités de maintenance ;
- les coûts des prestations de services et des matériels relatifs à l'exploitation ;
- les honoraires et frais de fonctionnement, hors frais de personnel, des différents services du Groupe ;
- les charges de location simple ;
- les frais de timbres et taxes publicitaires.

Les charges de location simple, d'un montant de 55,5 millions d'euros en 2018, sont des charges fixes.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et de développement non capitalisés sont inclus dans les postes « Autres charges d'exploitation nettes » et « Frais de personnel » ; ils s'élèvent à 8,5 millions d'euros en 2018, contre 10,3 millions d'euros en 2017.

Impôts et taxes

Ce poste comprend les impôts et charges similaires autres que l'impôt sur les bénéfices. Les principaux impôts comptabilisés dans ce poste sont les impôts fonciers.

Frais de personnel

Ce poste comprend les salaires, charges sociales, paiements fondés sur des actions et avantages versés au personnel, y compris le personnel chargé de l'installation et de l'entretien du mobilier, les équipes de recherche et développement, la force de vente ainsi que le personnel administratif.

Ce poste prend également en compte les charges liées aux plans d'intéressement et de participation des salariés français ainsi que les charges de retraite.

En millions d'euros	2018	2017
Rémunérations et avantages divers	-531,4	-507,4
Charges sociales	-121,9	-120,8
Paiements fondés sur des actions ⁽¹⁾	-1,0	-2,8
Total	-654,3	-631,0

(1) Dont -1,0 million d'euros réglés en actions en 2018 contre -2,8 millions d'euros réglés en actions en 2017.

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites en 2018 et en 2017.

Détail des plans de stock-options ⁽¹⁾ :

	Plan 2017	Plan 2016	Plan 2015	Plan 2014	Plan 2012	Plan 2011
Date d'attribution	13/02/2017	17/02/2016	16/02/2015	17/02/2014	21/02/2012	17/02/2011
Date de fin d'acquisition des droits	13/02/2020	17/02/2019	16/02/2018	17/02/2017	21/02/2015	17/02/2014
Date d'expiration	13/02/2024	17/02/2023	16/02/2022	17/02/2021	21/02/2019	17/02/2018
Nombre de bénéficiaires	188	270	173	237	215	220
Nombre d'options attribuées	344 108	866 903	546 304	780 392	1 144 734	934 802
Prix d'exercice d'origine avant ajustement ⁽²⁾	29,77 €	34,01 €	31,29 €	31,69 €	19,73 €	23,49 €
Prix d'exercice après ajustement ⁽²⁾	N/A	N/A	31,12 €	31,51 €	19,62 €	23,36 €
Repricing – Ajustement du nombre d'options ⁽²⁾	N/A	N/A	3 145	3 992	2 437	1 015
Nombre d'options en vie à la fin de période	332 277	809 599	472 623	569 618	113 891	-

(1) Le Groupe n'a pas accordé de plan de stock-option en 2013, ni en 2018.

(2) Suite à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) lancée par JCDecaux SA en juin 2015 au prix unitaire de 40 euros, 12 500 000 actions ont été rachetées le 17 juillet 2015, puis annulées. En conséquence, le nombre d'options antérieurement attribuées et vivantes à la date de l'OPAS a été ajusté par un coefficient d'ajustement de 1,0056. Le prix d'exercice des options a également été ajusté de manière à ce que l'OPAS soit neutre sur les droits des bénéficiaires d'options.

L'ajustement lié à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) n'a eu aucun impact sur la charge IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions ».

Variations du nombre de stock-options durant la période et prix d'exercice moyen par catégories d'options :

ANNEE	Prix de levée	Prix d'exercice	2017	Prix de	Prix
	2018	moyen		moyen	levée
				moyen	moyen
Nombre d'options en vie en début de période	2 497 308	30,98 €	2 308 080		30,81 €
- Options octroyées durant la période			344 108		29,77 €
- Options annulées durant la période	53 397	32,33 €	25 834		32,62 €
- Options exercées durant la période	133 649	31,91 €	129 046	33,72 €	22,59 €
- Options venues à expiration durant la période	12 254	23,36 €			
Nombre d'options en vie en fin de période	2 298 008	31,47 €	2 497 308		30,98 €
Nombre d'options exerçables en fin de période	2 187 249	31,65 €	1 991 731		30,80 €

Détail des hypothèses utilisées dans le modèle de Black & Scholes pour la valorisation de chacun des plans suivants :

Hypothèses	2017	2016	2015	2014	2012	2011
- Prix du support à la date d'octroi	30,02 €	34,90 €	31,75 €	31,57 €	20,21 €	24,00 €
- Volatilité estimée	23,38 %	25,56 %	25,51 %	27,46 %	38,41 %	36,71 %
- Taux d'intérêt sans risques	-0,11 %	-0,24 %	-0,03 %	0,80 %	1,35 %	2,27 %
- Durée de vie estimée des options (années)	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
- Taux de turnover estimé	4,70 %	4,70 %	4,70 %	4,70 %	3,33 %	3,33 %
- Taux de distribution du dividende ⁽¹⁾	2,21 %	1,77 %	1,77 %	1,42 %	2,16 %	1,20 %
- Juste valeur des options ⁽²⁾	4,32 €	6,09 €	5,51 €	6,42 €	5,72 €	7,45 €

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg).

(2) Cette juste valeur unitaire ne tient pas compte de l'effet de « turn-over ».

La durée de vie des options retenue est la période qui s'étend de leur date d'attribution à la date que le Management estime être la plus probable pour leur exercice.

Pour la valorisation des plans 2011 à 2017, le Groupe bénéficiant d'un historique plus important a pu affiner ses hypothèses de calcul de la volatilité. Ainsi, la première année de cotation, jugée anormale notamment au regard des fortes variations de cours inhérentes à l'introduction en bourse et à l'effet cumulé du 11 septembre 2001, n'a pas été retenue dans le calcul de la volatilité.

D'autre part, sur la base des comportements observés, le Groupe a considéré au moment de l'émission des plans que la durée moyenne d'exercice correspondait à 4,5 ans après la date d'émission des options.

Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

Les reprises nettes de provisions ont diminué de 9,0 millions d'euros et les dotations aux amortissements nettes des reprises ont diminué de 0,2 million d'euros.

Les reprises nettes de provisions correspondent principalement en 2018 aux reprises de provisions pour pertes à terminaison liées au traitement comptable des acquisitions pour 17,5 millions d'euros dont 16,0 millions d'euros pour Cemusa et 0,6 million d'euros pour Outfront.

Les reprises nettes de provisions correspondent principalement en 2017 aux reprises de provisions pour pertes à terminaison liées au traitement comptable des acquisitions pour 22,6 millions d'euros dont 20,7 millions d'euros pour Cemusa et 1,0 million d'euros pour Outfront.

Ce poste comprend en 2018 une reprise nette de 9,0 millions d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés dont 8,4 millions d'euros de reprises nettes aux amortissements d'immobilisations corporelles et 0,6 million d'euros de reprises nettes aux provisions pour pertes à terminaison.

Ce poste comprend en 2017 une dotation nette de -12,3 millions d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés dont -9,4 millions d'euros de dotations nettes aux amortissements d'immobilisations corporelles et -2,9 millions d'euros de dotations nettes aux provisions pour pertes à terminaison.

Perte de valeur des goodwill

Au 31 décembre 2018, une perte de valeur des goodwill a été constatée pour un montant de -1,4 million d'euros sur une société en Amérique Latine.

Au 31 décembre 2017, aucune perte de valeur des goodwill n'avait été constatée.

Pièces détachées maintenance

Ce poste comprend le coût des pièces détachées de mobilier urbain utilisées dans le cadre des opérations de maintenance du réseau publicitaire, à l'exclusion des glaces de rechange et produits de nettoyage, ainsi que les pertes de valeur des stocks.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2018	2017
Plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre	3,5	4,6
Plus-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	21,6	12,1
Autres produits de gestion	10,7	4,6
Autres produits opérationnels	35,8	21,3
Moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre	-7,8	-3,4
Moins-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	-1,3	-0,7
Autres charges de gestion	-30,6	-26,1
Autres charges opérationnelles	-39,7	-30,2
Total	-3,9	-8,9

En 2018, les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 3,5 millions d'euros sont relatifs notamment à l'impact de la liquidation d'une société en Europe pour 2,7 millions d'euros.

En 2017, les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 4,6 millions d'euros sont principalement liés à l'ajustement de prix sur Continental.

En 2018, les moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre d'un montant de -7,8 millions d'euros concernent principalement le versement d'une garantie en lien avec les acquisitions pour -7,0 millions d'euros.

En 2017, les moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre d'un montant de -3,4 millions d'euros sont principalement relatives à l'impact des cessions de filiales en Turquie.

En 2018, les autres charges de gestion d'un montant de -30,6 millions d'euros comprennent principalement des coûts d'acquisition pour -11,2 millions d'euros et des frais de restructuration pour -9,9 millions d'euros en lien notamment avec les acquisitions.

En 2017, les autres charges de gestion d'un montant de -26,1 millions d'euros comprennent principalement des frais de restructuration pour -18,6 millions d'euros en lien notamment avec les acquisitions et le contrat Vélip[®] de Paris, et des coûts d'acquisition pour -1,8 million d'euros.

5.3. Résultat financier

<i>En millions d'euros</i>	2018	2017
Produits d'intérêts	7,5	6,0
Charges d'intérêts	-18,3	-25,3
Intérêts financiers nets	-10,8	-19,3
Impact du coût amorti	-1,2	-2,2
Coût de l'endettement net	(1) -12,0	-21,5
Différences nettes de change et coûts des couvertures	-4,0	-3,3
Charges (nettes) d'actualisation	-7,3	-7,0
Coût des garanties bancaires	-1,8	-2,0
Dotations aux provisions pour risques financiers	-0,2	-0,3
Reprises de provisions pour risques financiers	0,1	1,2
Dotations nettes aux provisions financières	-0,1	0,9
Produits de cession d'actifs financiers	0,1	0,0
Charges de cession d'actifs financiers	-1,6	-0,9
Résultat net de cession d'actifs financiers	-1,5	-0,9
Autres	-0,2	-1,4
Autres charges et produits financiers	(2) -14,9	-13,7
Résultat financier	(3)=(1)+(2) -26,9	-35,2
<i>Total produits financiers</i>	7,7	7,2
<i>Total charges financières</i>	-34,6	-42,4

L'amélioration de 8,3 millions d'euros du résultat financier provient principalement de la baisse des intérêts financiers nets en lien avec la diminution de l'endettement brut moyen suite au remboursement en février 2018 de l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en février 2013.

5.4. Impôts sur les bénéfices

Ventilation entre impôts différés et impôts courants

<i>En millions d'euros</i>	2018	2017
Impôts courants	-86,9	-66,3
CVAE	-5,7	-6,2
Autres	-81,2	-60,1
Impôts différés	14,2	-32,4
CVAE		
Autres	14,2	-32,4
Total	-72,7	-98,7

Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 34,1 % en 2018 contre 49,3 % en 2017. Hors effet d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 33,9 % en 2018 contre 48,7 % en 2017.

Nature des impôts différés

<i>En millions d'euros</i>	2018	2017
Immobilisations corporelles et incorporelles et provisions pour pertes à terminaison	5,6	-15,0
Reports déficitaires	12,5	7,7
Provisions pour démontage	1,0	-4,1
Provisions pour retraites et avantages assimilés	-0,6	0,7
Loyers différés	-4,1	-17,6
Autres	-0,2	-4,1
Total	14,2	-32,4

Rationalisation de la charge d'impôt

<i>En millions d'euros</i>	2018	2017
Résultat de l'ensemble consolidé	236,9	202,0
Charge d'impôt	-72,7	-98,7
Résultat avant impôt	309,6	300,7
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-98,1	-100,3
Perte de valeur des goodwill	1,4	
Quote-part des dividendes imposables reçus des filiales	4,7	7,7
Autres produits non imposables	-37,7	-42,6
Autres charges non déductibles	73,4	59,3
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	253,3	224,8
Taux d'impôt pondéré du Groupe ⁽¹⁾	23,56%	23,27%
Impôt théorique	-59,7	-52,3
Impôts différés sur déficits non reconnus	-22,4	-14,3
Activation et consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	13,4	4,9
Autres impôts différés (différences temporaires et autres retraitements)	6,7	-40,8
Crédits d'impôts	3,8	3,5
Retenue à la source	-2,2	-3,6
Taxe sur dividendes	-1,2	15,2
Divers	-5,4	-5,1
Impôt total calculé	-67,0	-92,5
CVAE nette	-5,7	-6,2
Impôt enregistré	-72,7	-98,7

(1) Taux moyens nationaux pondérés par le poids du résultat taxable.

En 2017, les autres impôts différés d'un montant de -40,8 millions d'euros sont principalement liés à l'impact du changement de taux d'impôt différé aux Etats-Unis de 42,0% à 28,5%.

En 2017, la taxe sur dividendes d'un montant de +15,2 millions d'euros est principalement liée au remboursement exceptionnel de la taxe sur dividendes à recevoir en France.

5.5. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

En 2018 la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à 18,3 millions d'euros contre 22,0 millions d'euros en 2017, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 79,8 millions d'euros en 2018 contre 78,3 millions d'euros en 2017. Aucune perte de valeur n'a été constatée en 2018 comme en 2017.

Les informations relatives aux coentreprises et entreprises associées figurent au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » et au paragraphe 11 « Informations sur les entreprises associées ».

5.6. Effectifs

Au 31 décembre 2018, les effectifs du Groupe atteignent 11 833 personnes contre 11 772 personnes au 31 décembre 2017. Ces données n'incluent pas la quote-part des effectifs des coentreprises, de respectivement 1 201 personnes et 1 266 personnes au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017.

La répartition des effectifs sur les exercices 2018 et 2017 est la suivante :

	2018	2017
Technique	6 074	6 279
Vente et Marketing	2 918	2 727
Informatique et Administration	2 122	2 050
Relations contractants	545	554
Recherche et développement	174	162
Total	11 833	11 772

La répartition des effectifs des coentreprises sur les exercices 2018 et 2017 est la suivante :

	2018	2017
Technique	545	596
Vente et Marketing	373	372
Informatique et Administration	247	261
Relations contractants	36	37
Recherche et développement	0	0
Total	1 201	1 266

5.7. Nombre d'actions pour le calcul du résultat par action (de base et dilué)

	2018	2017
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat de base par action	212 765 223	212 568 746
Nombre pondéré de stock-options potentiellement convertibles	2 357 804	2 612 865
Nombre pondéré de stock-options qui ne serait pas exercé au prix d'exercice ⁽¹⁾	-2 314 076	-2 409 854
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat dilué par action	212 808 951	212 771 757

(1) Ce nombre moyen correspond au nombre de stock-options qui ne serait pas exercé du fait d'un prix d'exercice attribué supérieur au prix de marché.

Le calcul du résultat de base par action reprend le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le calcul dilué prend en compte l'effet dilutif de la levée des stock-options.

5.8. Honoraires des commissaires aux comptes

En 2018, les montants des honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	EY et Autres	KPMG Audit
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	1 775	1 604
<i>JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽¹⁾</i>	512	441
<i>Autres sociétés contrôlées ⁽¹⁾</i>	1 263	1 163
Services autres que la certification des comptes (SACC)	204	162
<i>JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽²⁾</i>	127	63
<i>Autres sociétés contrôlées</i>	77	99
Total	1 979	1 766

(1) Les entités contrôlées prises en compte sont les filiales intégrées globalement.

(2) Les prestations fournies couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les SACC fournis à la demande de l'entité. Les services visés concernent des services entrant dans le champ des prestations habituellement rendues dans le prolongement de la mission de commissariat aux comptes (rédaction d'attestations particulières, réalisation de procédures convenues, due diligence d'acquisition).

En 2017, les montants des honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	EY et Autres	KPMG Audit
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	1 919	1 916
<i>JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽¹⁾</i>	599	538
<i>Autres sociétés contrôlées ⁽¹⁾</i>	1 320	1 378
Services autres que la certification des comptes (SACC)	148	122
<i>JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽²⁾</i>	91	23
<i>Autres sociétés contrôlées</i>	57	99
Total	2 067	2 038

(1) Les entités contrôlées prises en compte sont les filiales intégrées globalement.

(2) Les prestations fournies couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les SACC fournis à la demande de l'entité. Les services visés concernent des services entrant dans le champ des prestations habituellement rendues dans le prolongement de la mission de commissariat aux comptes (rédaction d'attestations particulières, réalisation de procédures convenues, due diligence d'acquisition).

6. COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

6.1. Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles d'un montant de 400,7 millions d'euros en 2018 comprennent :

- les flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, pour un montant total de 559,2 millions d'euros ;
- la variation du besoin en fonds de roulement de -84,4 millions d'euros ;
- et le paiement des intérêts financiers nets et de l'impôt pour respectivement -21,0 millions d'euros et -53,1 millions d'euros.

En 2017, les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles s'élevaient à 434,2 millions d'euros dont 533,3 millions d'euros de flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, 22,7 millions d'euros de variation du besoin en fonds de roulement, -19,8 millions d'euros de paiement des intérêts financiers nets et -102,0 millions d'euros de paiement de l'impôt.

6.2. Flux de trésorerie nets issus des investissements

Les flux de trésorerie nets issus des investissements d'un montant de -966,0 millions d'euros en 2018 comprennent :

- des décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant de -309,8 millions d'euros (dont 0,2 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations incorporelles et corporelles) ;
- des encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles pour 37,7 millions d'euros ;
- des décaissements sur acquisitions de titres de participation nets des encaissements et de la trésorerie acquise et cédée d'un montant total de -669,1 millions d'euros (dont 2,7 millions d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières et 7,7 millions d'euros de trésorerie nette acquise et cédée). Ce montant inclut principalement les prises de contrôle du groupe APN Outdoor (Australie et Nouvelle Zélande) et de la société Stoc SA de CV (Mexique) ainsi que le remboursement de l'ajustement de prix relatif à Continental. Le montant lié aux prises de contrôle représente -680,5 millions d'euros dont 8,2 millions d'euros de trésorerie nette acquise ;
- des acquisitions d'autres immobilisations financières nettes d'un montant total de -24,8 millions d'euros. Ce montant concerne principalement le compte séquestre en Belgique dans le cadre de l'acquisition en cours de PubliROUTE.

En 2017, les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élevaient à -270,6 millions d'euros dont -274,8 millions d'euros de décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles nets des encaissements, -0,7 million d'euros de décaissements sur acquisitions de titres de participation (dont -4,7 millions d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières) nets des encaissements et de la trésorerie acquise (pour 7,7 millions d'euros) et 4,9 millions d'euros de cessions d'autres immobilisations financières nettes des acquisitions.

6.3. Flux de trésorerie nets issus du financement

Les flux de trésorerie nets issus du financement d'un montant de -55,4 millions d'euros en 2018 comprennent :

- des flux nets sur les emprunts des sociétés contrôlées pour un montant de -107,4 millions d'euros ;
- des dividendes versés aux actionnaires de JCDecaux SA pour -119,1 millions d'euros et des dividendes versés par des sociétés contrôlées du Groupe à leurs actionnaires minoritaires pour un montant de -16,6 millions d'euros ;
- des cessions d'actifs financiers de trésorerie pour 199,0 millions d'euros ;
- des décaissements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle pour -15,3 millions d'euros ;
- des augmentations de capitaux propres pour 4,0 millions d'euros.

En 2017, les flux de trésorerie nets issus du financement s'élevaient à -133,9 millions d'euros, et concernaient le versement de dividendes pour -131,7 millions d'euros, les décaissements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle pour -12,3 millions d'euros, les acquisitions d'actifs financiers de trésorerie pour -0,9 million d'euros, les flux nets sur les emprunts pour 9,9 millions d'euros et les augmentations de capitaux propres nettes des réductions pour 1,1 million d'euros.

6.4. Réconciliation des flux de trésorerie avec la variation de la dette financière nette

<i>En millions d'euros</i>		2018	2017
Dette financière nette au 1er janvier	(1)	§ 4.13 384,4	418,6
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	(2)	-400,7	-434,2
Flux de trésorerie nets issus des investissements hors trésorerie nette acquise et/ou cédée (*)	(3)	973,7	278,3
Flux de trésorerie nets issus du financement hors variations des emprunts et des actifs financiers de trésorerie (**)	(4)	147,0	142,9
Total des flux de trésorerie nets	(5)=(2)+(3)+(4)	720,0	-13,0
Effet de change, impact net de IFRS9, variations de périmètre, augmentation des dettes de location financement et reclassements sur la dette financière nette (***)	(6)	103,3	-13,5
Trésorerie nette acquise et / ou cédée	(7)	-7,7	-7,7
Variation de la dette financière nette	(8)=(5)+(6)+(7)	815,6	-34,2
Dette financière nette au 31 décembre	(9)=(1)+(8)	§ 4.13 1 200,0	384,4

(*) Dont 272,1 millions d'euros de flux de trésorerie nets issus des investissements corporels et incorporels et 701,6 millions d'euros de flux de trésorerie nets issus des investissements financiers (hors trésorerie nette acquise et /ou cédée et hors décaissements nets sur acquisitions et cessions de titres de participation ne donnant pas le contrôle) en 2018, contre respectivement 274,8 millions d'euros et 3,5 millions d'euros en 2017.

(**) Dont 15,3 millions d'euros de décaissements nets sur acquisitions et cessions de titres de participation ne donnant pas le contrôle en 2018, contre 12,3 millions d'euros en 2017.

(***) Dont principalement 107,5 millions d'euros liés aux variations de périmètre, -3,4 millions d'euros liés aux variations de change, 6,2 millions d'euros liés aux augmentations des dettes de location financement et -8,9 millions d'euros liés aux variations des intérêts sur emprunts en 2018 contre -27,4 millions d'euros liés au reclassement de prêt d'une coentreprise en capitaux propres, 9,7 millions d'euros liés aux augmentations des dettes de location financement et 3,7 millions d'euros liés aux variations de change en 2017.

6.5. Transactions sans effet de trésorerie

L'augmentation des immobilisations corporelles et des dettes financières liées aux contrats de location financement est de 6,2 millions d'euros en 2018 contre 9,7 millions d'euros en 2017.

Les transactions sans effet de trésorerie liées aux acquisitions de titres de participation ne sont pas significatives en 2018.

Les transactions sans effet de trésorerie liées aux échanges d'actifs sur 2017 représentent -33,7 millions d'euros sur les flux de trésorerie nets issus des investissements et 33,7 millions d'euros sur les flux de trésorerie nets issus du financement.

7. RISQUES FINANCIERS

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). Son objectif est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

7.1. Risques liés à l'activité et politique de gestion de ces risques

Risque de liquidité et financement

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie contractuels (flux de trésorerie d'intérêts et remboursements contractuels) pour les passifs financiers et les instruments financiers :

<i>En millions d'euros</i>	valeur comptable	flux de trésorerie contractuels (*)	2019	2020	2021	2022	> 2022
Emprunts obligataires	1 047,6	1 088,0	7,6	307,9	7,5	7,5	757,5
NEU CP (Billets de trésorerie)	220,0	220,0	220,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux variable	43,3	46,6	42,2	1,7	1,6	1,1	0,0
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux fixe	1,4	1,5	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts divers	35,4	37,0	30,6	0,3	4,1	0,2	1,8
Emprunts de location financement	20,1	20,1	7,3	3,3	3,3	3,4	2,8
Intérêts courus (*)	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours bancaires	24,3	24,3	24,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Total passifs financiers non dérivés	1 396,9	1 437,5	333,5	313,2	16,5	12,2	762,1
Couvertures de change	3,4	3,4	3,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Total instruments financiers (**)	3,4	3,4	3,4	0,0	0,0	0,0	0,0

Dans le cas d'une dette revolving, la maturité indiquée est la maturité la plus proche.

(*) Dans les flux de trésorerie contractuels, les intérêts sont inclus dans chaque type d'emprunt.

(**) Un montant positif correspond à un flux de trésorerie à recevoir.

Le Groupe génère des flux d'exploitation importants qui lui permettent d'autofinancer sa croissance interne. Le Groupe estime que les opportunités de croissance externe pourraient le conduire à augmenter temporairement cet endettement net.

La politique de financement du Groupe consiste à :

- centraliser ses financements au niveau de la maison mère JCDecaux SA. Le financement des filiales se fait donc, en priorité, sous forme de prêts accordés directement et indirectement par JCDecaux SA à ses filiales. Cependant, le Groupe peut être amené à mettre en place des financements externes dans certaines filiales, notamment (i) en fonction du contexte fiscal, monétaire et réglementaire ; (ii) dans le cas de filiales non détenues à 100 % par le Groupe ; (iii) pour des raisons historiques (financement mis en place avant intégration de la filiale dans le Groupe) ;
- disposer de sources de financements (i) diversifiées ; (ii) de durée cohérente avec la maturité de ses actifs ; (iii) flexibles, pour faire face au développement du Groupe et aux cycles d'investissement et d'activité ;
- disposer en permanence d'une réserve de liquidités notamment sous la forme de lignes de crédit confirmées ;
- minimiser le risque de renouvellement de ses financements, en étalant leurs échéances ;
- optimiser les marges de financement en renouvelant par anticipation des dettes proches de leur échéance ou en refinançant certains financements en cas de conditions de marché favorables ;
- optimiser le coût de dette nette, en recyclant au maximum la trésorerie excédentaire générée par les différentes entités du Groupe, en particulier en la remontant en priorité au niveau de JCDecaux SA sous forme de prêt ou de versement de dividendes.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 5 juillet 2018, et celle de Standard and Poor's du 5 septembre 2018), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

Au 31 décembre 2018, la dette financière nette (hors dettes sur engagements de rachat de minoritaires) s'élève à 1 200,0 millions d'euros contre 384,4 millions d'euros au 31 décembre 2017.

94 % des dettes financières du Groupe sont portées par JCDecaux SA lesquelles ont une maturité moyenne de 2,6 ans environ.

Au 31 décembre 2018, le Groupe dispose de 193,5 millions d'euros de trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers de trésorerie (détaillés au paragraphe 4.9 « Trésorerie gérée ») et de 863,2 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non utilisées.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées mais certaines imposent le respect d'un « covenant », calculé sur la base des comptes consolidés. La nature de ce ratio est détaillée au paragraphe 4.13 « Dette financière ».

Le Groupe dispose de liquidités dans des pays où les fonds ne peuvent pas être rapatriés immédiatement, principalement du fait de restrictions réglementaires. Néanmoins, dans la majorité des pays concernés, le Groupe perçoit régulièrement des dividendes des filiales, de plus, ces liquidités font l'objet d'un emploi local.

Risque de taux d'intérêt

De par son endettement, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux d'intérêts. Compte tenu de la forte corrélation qui existe entre le marché publicitaire et l'activité économique des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, la politique du Groupe est de se financer pour l'essentiel à taux variable sauf lorsqu'il est jugé que les taux d'intérêt sont particulièrement bas. La ventilation entre taux fixe et taux variable est détaillée au paragraphe 4.13 « Dette financière » et le détail des couvertures au paragraphe 4.15 « Instruments financiers ».

Le tableau ci-après présente la répartition, par échéance de taux d'intérêt, des actifs et passifs financiers au 31 décembre 2018 :

En millions d'euros	31/12/2018			Total
	≤ 1an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
Dettes JCDecaux SA	-543,4	-750,0		-1 293,4
Autres dettes	-67,8	-10,0	-5,8	-83,6
Concours bancaires	-24,3			-24,3
Passifs financiers (1)	-635,5	-760,0	-5,8	-1 401,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	112,3			112,3
Actifs financiers de trésorerie	81,2			81,2
Autres Actifs financiers (hors investissements financiers)	119,8			119,8
Actifs financiers (2)	313,3	0,0	0,0	313,3
Position nette (3)=(1)+(2)	-322,2	-760,0	-5,8	-1 088,0

Pour les actifs et passifs à taux fixe, l'échéance indiquée est celle de l'actif et du passif.

Pour les actifs et passifs à taux variable, les taux sont révisés tous les un, trois ou six mois, l'échéance est donc inférieure à un an quelles que soient les dates d'échéance de remboursement.

Au 31 décembre 2018, 72 % du total de la dette financière économique du Groupe, toutes devises confondues, est à taux fixe.

Risque de change

En 2018, le résultat net réalisé dans des devises autres que l'euro représente 57,4 % du résultat du Groupe.

En dépit de sa présence dans plus de 80 pays, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et les prestations ou achats intra-groupe sont faibles.

En revanche, la monnaie de présentation du Groupe étant l'euro, les comptes du Groupe sont impactés par les effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le tableau ci-après présente, sur la base des données réelles 2018, l'exposition du résultat consolidé et des réserves consolidées du Groupe à une variation de -10 % du taux de change des devises étrangères les plus représentées dans le Groupe, soit le yuan chinois, la livre sterling, le franc suisse et le dollar américain :

	yuan chinois	livre sterling	franc suisse	dollar américain
Part des devises dans le résultat de l'ensemble consolidé	30,7%	5,4%	4,9%	-9,6%
Impact sur le résultat consolidé	-3,1%	-0,5%	-0,5%	1,0%
Impact sur les réserves consolidées (1)	-0,8%	-0,9%	-0,1%	0,4%

(1) Le dollar australien a une part importante dans les capitaux propres du Groupe, l'impact d'une variation de -10% du taux de change sur les réserves consolidées est de 2,7%.

Au 31 décembre 2018, le Groupe détient essentiellement des couvertures de change sur des opérations financières. Dans le cadre de l'application de sa politique de centralisation des financements, le Groupe a mis en place principalement des swaps de change à court terme pour couvrir les opérations de prêts et emprunts intra-groupe. Le Groupe peut être amené à ne pas couvrir certaines positions induites par des prêts intra-groupe lorsque ces couvertures sont (i) trop onéreuses, (ii) non disponibles ou (iii) lorsque ces prêts sont de faible montant.

Au 31 décembre 2018, le Groupe considère que son résultat et sa situation financière ne devraient pas être affectés de façon significative par une variation des cours des devises.

Gestion de la trésorerie et actifs financiers de trésorerie

Au 31 décembre 2018, le Groupe dispose de 193,5 millions d'euros de trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers de trésorerie, dont 112,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (dont 14,5 millions d'euros en équivalents de trésorerie), et 81,2 millions d'euros d'actifs financiers de trésorerie. 8,6 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie.

Gestion du capital et du ratio Dette nette/ Capitaux propres

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte externe en termes de gestion de son capital.

7.2. Risques induits par la gestion financière

Risque lié à l'utilisation d'instruments financiers de taux et de change

Le Groupe n'utilise des instruments financiers que dans le cadre de la gestion de son risque de change.

Risque lié à la notation de crédit

JCDecaux SA est noté « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's, à la date de publication de ces Annexes, chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

Les emprunts obligataires de 750,0 millions d'euros émis en juin 2016 et 300,0 millions d'euros émis en octobre 2018 comportent chacun une clause de changement de contrôle prévoyant la possibilité pour les porteurs de dette de demander le remboursement anticipé en cas de changement de contrôle accompagné d'une dégradation de la notation financière en catégorie spéculative ou d'un retrait du rating. Les autres sources principales de financement du Groupe (financements levés par la maison mère) ainsi que les contrats de ses principales opérations de couverture ne sont pas sujets à annulation anticipée en cas de dégradation de la notation du Groupe.

Risque de contrepartie bancaire

Le risque de contrepartie du Groupe est lié au placement des excédents de trésorerie du Groupe auprès des banques et aux opérations financières réalisées principalement par JCDecaux SA (via ses lignes de crédit confirmées non utilisées et les opérations de couverture). La politique du Groupe est de limiter ce risque (i) en centralisant autant que possible au niveau de JCDecaux SA la trésorerie disponible des filiales, (ii) en soumettant à autorisation préalable de la Direction Financière Groupe les ouvertures de compte bancaire (iii) en sélectionnant les banques chez lesquelles JCDecaux SA et ses filiales peuvent effectuer des dépôts (iv) et en suivant ce risque de contrepartie régulièrement.

Risque de contrepartie clients

Le risque de contrepartie sur les créances clients fait l'objet le cas échéant des provisions nécessaires. La valeur nette comptable des créances clients est détaillée au paragraphe 4.8 « Clients et autres débiteurs ». Le Groupe par ailleurs maintient une faible dépendance vis-à-vis d'un client en particulier, dans la mesure où aucun client ne représente plus de 2,2 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Risque sur titres et dépôts à terme

Pour rémunérer sa trésorerie excédentaire, le Groupe souscrit principalement des titres de placement court terme et effectue des dépôts à court terme. Les titres investis sont des titres monétaires. Ces instruments sont investis à court terme, portent rémunération sur la base d'une référence monétaire, sont liquides et n'induisent qu'un risque de contrepartie limité.

La politique du Groupe est de ne pas détenir d'actions ou de titres négociables, autres que les titres monétaires et ses propres actions. Par conséquent, le Groupe considère que le risque induit par les actions et titres négociables détenus est très faible.

8. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

8.1. Engagements sur titres et autres engagements

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés ⁽¹⁾		
Garanties de marché	482,6	454,6
Autres garanties	22,4	14,8
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	9,9	9,2
Engagements sur titres (options de vente accordées)	0,3	1,0
Total	515,2	479,6
Engagements reçus		
Avals, cautions et autres garanties	0,0	0,0
Engagements sur titres (options d'achat reçues)	5,3	6,5
Lignes de crédit	863,2	855,8
Total	868,5	862,3

(1) Hors engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante.

Les « garanties de marché » correspondent aux garanties émises principalement par JCDecaux SA et JCDecaux North America Inc. Ainsi, JCDecaux SA et JCDecaux North America Inc. garantissent directement, ou en contre-garantie de banques ou de compagnies d'assurance, la bonne exécution des contrats de leurs filiales.

Les « autres garanties » comprennent les avals, cautions et autres garanties telles que (i) les garanties pour le paiement de loyers, (ii) les garanties accordées par JCDecaux SA auprès de banques dans le cadre de lignes de crédit, (iii) d'autres engagements tels que des garanties de paiement données à des fournisseurs.

Les « nantissements, hypothèques et sûretés réelles » sont constitués principalement de montants de trésorerie donnée en garantie, ainsi que d'hypothèques sur des biens immobiliers en Allemagne.

Les « engagements sur titres » sont accordés et reçus principalement dans le cadre des opérations de croissance externe.

Par ailleurs, dans le cadre de certains contrats publicitaires, JCDecaux North America Inc., directement ou à travers ses filiales, et ses partenaires de coentreprises se sont accordés réciproquement des droits de vente (put) et d'achat (call) sur leurs participations respectives dans leurs sociétés communes.

Enfin, dans le cadre de conventions d'actionnaires, JCDecaux SA peut accorder, ou se voir accorder, des options d'achat (calls) en cas de non-respect de clauses contractuelles. Dans le cadre des partenariats signés, le Groupe et ses partenaires bénéficient de droits de préemption et parfois de droits d'emption, de droits de suite ou d'entraînement, que le Groupe ne considère pas comme des engagements donnés ou reçus. Par ailleurs, le Groupe ne mentionne pas les engagements soumis à des conditions d'exercice qui limitent leur probabilité d'occurrence.

Les lignes de crédit sont constituées de la ligne de crédit revolving confirmée de JCDecaux SA d'un montant de 825,0 millions d'euros, et de lignes de crédit confirmées accordées aux filiales pour 38,2 millions d'euros.

8.2. Engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante

Le Groupe a conclu, dans le cadre de son exploitation courante, principalement :

- des contrats avec les villes, les aéroports ou les compagnies de transport qui, en contrepartie d'emplacement permettant l'exploitation publicitaire et du chiffre d'affaires qui en résulte, peuvent donner lieu au paiement de redevances, dont une partie sous la forme de redevances fixes ou de minima garantis ;
- des baux pour des emplacements de panneaux d'affichage sur le domaine privé ;
- des contrats de location : de biens immobiliers, de véhicules et de tout autre matériel (informatique, bureautique ou autre).

Ces engagements donnés dans le cadre de l'exploitation courante se décomposent comme suit (montants non inflatés et non actualisés) :

<i>En millions d'euros</i>	≤ 1 an	> 1 et ≤ 5 ans	> 5 ans ⁽¹⁾	Total
Mobilier Urbain et Transport : redevances fixes et minima garantis	932,3	2 922,1	1 709,5	5 563,9
Affichage grand format : baux pour les emplacements de panneaux	104,1	257,6	127,6	489,3
Location simple	42,1	86,7	65,1	193,9
Total	1 078,5	3 266,4	1 902,2	6 247,1

(1) Jusqu'en 2043.

Le montant de ces engagements s'élevait à 5 460,1 millions d'euros au 31 décembre 2017.

L'augmentation, en 2018, par rapport aux engagements de 5 460,1 millions d'euros reportés au 31 décembre 2017 est principalement liée aux gains et renouvellements de contrats et à l'effet des acquisitions, partiellement compensés par les loyers et redevances dus au titre de l'année et aux variations de change.

8.3. Engagements d'achats d'immobilisations

Le montant total des engagements d'achats d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élève à 418,6 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 452,4 millions d'euros au 31 décembre 2017.

9. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

9.1. Définitions

Sont considérées comme transactions avec les parties liées les quatre catégories suivantes :

- la part non éliminée, dans les comptes consolidés, des transactions réalisées avec les coentreprises et avec les entreprises associées ;
- les transactions réalisées entre JCDecaux SA et sa mère JCDecaux Holding ;
- les transactions réalisées avec les minoritaires influents ;
- les transactions réalisées avec une personne clé du management et avec des sociétés détenues par ces personnes clés et sur lesquelles elles exercent un contrôle.

9.2. Détail des transactions

En millions d'euros	2018				2017			
	Stés MEE ⁽¹⁾	Stés mères ⁽²⁾	Autres	Total	Stés MEE ⁽¹⁾	Stés mères ⁽²⁾	Autres	Total
État de situation financière								
Actifs								
Prêts et créances rattachées à des participations (*)	51,2			51,2	52,7			52,7
Autres créances	32,4	0,3	2,4	35,1	27,9	0,2	2,4	30,5
Total des Actifs	83,6	0,3	2,4	86,3	80,6	0,2	2,4	83,2
Passifs								
Dettes financières & Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾	29,4	94,0		123,4	22,5	103,5		126,0
Autres dettes	6,8	6,1	4,9	17,8	5,9	5,8	1,2	12,9
Total des Passifs	36,2	100,1	4,9	141,2	28,4	109,3	1,2	138,9
Compte de résultat								
Résultat d'exploitation								
Produits	49,9	0,1	3,7	53,7	49,2	0,1	4,3	53,6
Charges	-11,4	-7,5	-14,2	-33,1	-11,4	-7,6	-13,4	-32,4
Résultat d'exploitation	38,5	-7,4	-10,5	20,6	37,8	-7,5	-9,1	21,2
Résultat financier								
Produits	2,3			2,3	2,1			2,1
Charges ⁽⁴⁾	-0,7	-2,0		-2,7	-1,1	-2,1		-3,2
Résultat financier	1,6	-2,0	0,0	-0,4	1,0	-2,1	0,0	-1,1

(*) Y compris les intérêts courus.

(1) Part non éliminée des transactions réalisées avec les coentreprises et avec les entreprises associées.

(2) Transactions réalisées entre JCDecaux SA et sa mère JCDecaux Holding et transactions réalisées avec les minoritaires influents.

(3) Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires s'élève à 92,4 millions d'euros au 31 décembre 2018 et à 102,0 millions d'euros au 31 décembre 2017.

(4) Dont -1,8 million d'euros en 2018 et -2,1 millions d'euros en 2017 de charges nettes de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.

Au 31 décembre 2018, les engagements hors-bilan auprès des parties liées s'élèvent à 78,9 millions d'euros et représentent principalement les engagements de loyers des immeubles détenus par les parties liées pour 42,0 millions d'euros et les engagements donnés de garantie de marché avec les entreprises associées pour 23,1 millions d'euros.

9.3. Rémunérations des dirigeants

Les montants des rémunérations des membres du Directoire dus au titre des exercices 2018 et 2017 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2018	2017
Avantages à court terme	7,6	7,0
Avantages en nature	0,3	0,2
Jetons de présence	0,0	0,0
Assurance-vie / Retraites spécifiques	0,1	0,1
Paiements en actions	0,0	0,1
Total (*)	8,0	7,4

(*) Les rémunérations perçues des entreprises associées sont exclues.

Par ailleurs, en cas de rupture de leur contrat de travail, deux membres du Directoire bénéficient d'une indemnité de non-concurrence susceptible de leur être versée, pendant une durée de deux ans, et correspondant à 33 % de leur salaire fixe et variable calculé sur la moyenne des douze derniers mois précédant la date de cessation des relations contractuelles.

Le montant des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisés au passif de l'état de situation financière s'élève à 3,5 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 3,1 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Le montant des jetons de présence dus aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2018 s'élève à 0,4 million d'euros.

10. INFORMATIONS SUR LES COENTREPRISES

Les informations ci-après relatives aux coentreprises sont données par activité en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités ».

10.1. Eléments du compte de résultat**10.1.1. Sur l'année 2018**10.1.1.1. Résultat net

Le résultat net en 2018 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés de 2018 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Résultat net ⁽¹⁾	30,4	144,7	4,4	179,5
Impact de l'application du pourcentage de détention	-14,8	-82,6	-2,3	-99,7
Perte de valeur des coentreprises				0,0
Quote-part dans les résultats des coentreprises	15,6	62,1	2,1	79,8

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.1.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2018 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires ajusté de 2018 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires
Mobilier Urbain	116,2
Transport	616,4
Affichage	182,9
Total ⁽¹⁾	915,5
Impact de l'application du pourcentage de détention	-464,2
Elimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-1,6
Contribution des coentreprises au chiffre d'affaires ajusté	449,7

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.1.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments de compte du résultat de l'exercice 2018 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dotations aux amort. & provisions nettes	-8,0	-15,8	-21,6
Coût de l'endettement net	0,0	2,6	-16,8
Impôt sur les bénéfices	-4,9	-49,5	-5,0

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2. Sur l'année 201710.1.2.1. Résultat net

Le résultat net en 2017 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés de 2017 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Résultat net ⁽¹⁾	27,5	138,4	-1,2	164,7
Impact de l'application du pourcentage de détention	-13,4	-76,5	3,5	-86,4
Perte de valeur des coentreprises				0,0
Quote-part dans les résultats des coentreprises	14,1	61,9	2,3	78,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2017 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires ajusté de 2017 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires
Mobilier Urbain	116,0
Transport	592,3
Affichage	186,9
Total ⁽¹⁾	895,2
Impact de l'application du pourcentage de détention	-448,7
Elimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-1,4
Contribution des coentreprises au chiffre d'affaires ajusté	445,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments du compte de résultat de l'exercice 2017 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dotations aux amort. & provisions nettes	-8,8	-14,7	-18,8
Coût de l'endettement net	0,9	2,5	-20,7
Impôt sur les bénéfices	-9,0	-48,3	-3,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.2. Autres éléments du résultat global10.2.1. Sur l'année 2018

Les autres éléments du résultat global en 2018 des coentreprises et le rapprochement avec les autres éléments du résultat global des comptes consolidés de 2018 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier			Total
	Urbain	Transport	Affichage	
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	2.2	1.6	3.8	7.6
Impact de l'application du pourcentage de détention	-1.1	-0.9	-2.5	-4.5
Ecart de conversion sur perte de valeur des coentreprises	0.0	0.0	-0.3	-0.3
Ecart de conversion sur goodwill & élimination des titres	0.3	-0.6	-6.3	-6.6
Part des autres éléments du résultat global dans les coentreprises	1.4	0.1	-5.3	-3.8

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.2.2. Sur l'année 2017

Les autres éléments du résultat global en 2017 des coentreprises et le rapprochement avec les autres éléments du résultat global des comptes consolidés de 2017 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier			Total
	Urbain	Transport	Affichage	
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	-9,4	-5,8	-2,1	-17,3
Impact de l'application du pourcentage de détention	4,7	2,9	0,8	8,4
Ecart de conversion sur perte de valeur des coentreprises	0,0	0,0	0,8	0,8
Ecart de conversion sur goodwill & élimination des titres	-0,5	-4,6	-3,9	-9,0
Part des autres éléments du résultat global dans les coentreprises	-5,2	-7,5	-4,4	-17,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3. Eléments de l'état de situation financière**10.3.1. Au 31 décembre 2018****10.3.1.1. Actif net**

L'actif net ⁽¹⁾ au 31 décembre 2018 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2018 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Actifs non courants	63,9	85,5	169,2	318,6
Actifs courants	90,0	390,4	63,9	544,3
Passifs non courants	-17,3	-6,6	-77,0	-100,9
Passifs courants	-80,5	-228,6	-159,3	-468,4
Actif net ⁽¹⁾	56,1	240,7	-3,2	293,6
Impact de l'application du pourcentage de détention	-27,8	-116,0	4,2	-139,6
Perte de valeur des coentreprises		-0,2	-9,5	-9,7
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	12,6	69,2	48,4	130,2
Plafonnement des situations nettes négatives			8,8	8,8
Titres mis en équivalence	40,9	193,7	48,7	283,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3.1.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette financière nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2018 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Trésorerie et équivalents de trésorerie nettes des découverts bancaires	-23,2	221,6	18,0
Dettes financières non courantes	-5,1	-0,1	-68,6
Dettes financières courantes	-0,2	-1,1	-128,2

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3.2. Au 31 décembre 2017**10.3.2.1. Actif net**

L'actif net ⁽¹⁾ au 31 décembre 2017 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2017 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Actifs non courants	70,2	84,8	206,6	361,6
Actifs courants	78,5	339,3	52,1	469,9
Passifs non courants	-18,9	-6,5	-81,4	-106,8
Passifs courants	-71,0	-190,8	-186,4	-448,2
Actif net ⁽¹⁾	58,8	226,8	-9,1	276,5
Impact de l'application du pourcentage de détention	-29,1	-107,0	9,6	-126,5
Perte de valeur des coentreprises		-0,2	-9,3	-9,5
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	15,0	69,8	54,7	139,5
Plafonnement des situations nettes négatives			8,7	8,7
Titres mis en équivalence	44,7	189,4	54,6	288,7

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3.2.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette financière nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2017 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Trésorerie et équivalents de trésorerie nettes des découverts bancaires	-14,9	184,8	6,6
Dettes financières non courantes	-5,6	-0,1	-74,7
Dettes financières courantes	-0,2	-1,0	-144,6

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.4. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur l'exercice 2018 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dividendes reçus	17,6	59,1	1,7

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur l'exercice 2017 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dividendes reçus	17,1	53,1	2,3

11. INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

11.1. Eléments du compte de résultat

Les éléments du compte de résultat caractéristiques sur la société significative APG|SGA SA et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2018		2017	
	APG SGA SA		APG SGA SA	
Chiffre d'affaires	261,6		270,5	
Résultat net ⁽¹⁾	38,0		55,9	
Impact de l'application du pourcentage de détention	-26,6		-39,1	
Perte de valeur des entreprises associées	0,0		0,0	
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	11,4		16,8	

(1) Données aux normes IFRS à 100 %.

La contribution des autres sociétés à la quote-part dans les résultats des entreprises associées est de 6,9 millions d'euros en 2018 et de 5,2 millions d'euros en 2017.

11.2. Eléments de l'état de situation financière

Les éléments de la situation nette ⁽¹⁾ caractéristiques sur la société significative APG|SGA SA et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2018		2017	
	APG SGA SA		APG SGA SA	
Actif	203,7		222,8	
Passif	-91,4		-96,1	
Situation nette	112,3		126,7	
Impact de l'application du pourcentage de détention	-78,6		-88,8	
Perte de valeur des entreprises associées	0,0		0,0	
Goodwill	82,9		82,9	
Titres mis en équivalence des entreprises associées	116,6		120,8	

(1) Données aux normes IFRS à 100 %.

La contribution des autres sociétés dans les titres mis en équivalence des entreprises associées de l'état de situation financière est de 68,3 millions d'euros et de 66,5 millions d'euros au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017.

La valorisation à 30 % de APG|SGA SA au cours de bourse du 28 décembre 2018 s'élève à 263,6 millions d'euros.

11.3. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des entreprises associées se décompose comme suit sur les exercices 2018 et 2017 :

<i>En millions d'euros</i>	2018			2017		
	APG SGA SA	Autres sociétés	Total	APG SGA SA	Autres sociétés	Total
Dividendes reçus	19,4	5,7	25,1	19,8	2,6	22,4

12. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

12.1. Identité de la société mère

Au 31 décembre 2018, JCDecaux SA est détenue à 63,93 % par la société JCDecaux Holding.

12.2. Liste des sociétés consolidées

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
MOBILIER URBAIN					
JCDecaux SA		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux FRANCE	(1)	France	100,00	Glob.	100,00
SOPACT		France	100,00	Glob.	100,00
SOMUPI		France	66,00	Glob.	66,00
JCDecaux ASIE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EUROPE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AMERIQUES HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
CYCLOCITY		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AFRIQUE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOLLORE HOLDING		France	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux FRANCE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
MEDIA KIOSK		France	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PUBLICITE EXTERIEURE		France	100,00	Glob.	100,00
WALL GmbH	(1)	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
DSM DECAUX GmbH		Allemagne	50,00	Equiv.*	50,00
STADTREKLAME NÜRNBERG GmbH		Allemagne	35,00	Equiv.	35,00
DIE DRAUSSENWERBER GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
SKY HIGH TG GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
REMSCHIEDER GESELLSCHAFT FÜR STADTVERKEHRANLAGEN GbR.		Allemagne	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ARGENTINA S.A.		Argentine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ADBOOTH Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYCYCLE AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ARGE AUTOBAHNWERBUNG GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
DIGITAL OUT OF HOME OO GmbH		Autriche	33,50	Equiv.*	50,00
JCDecaux AZERBAIJAN LLC		Azerbaïdjan	100,00	Glob.	100,00
JCD BAHRAIN SPC		Bahreïn	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE BELGIUM	(1)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
CITY BUSINESS MEDIA		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MALLS		Belgique	73,36	Glob.	73,36
JCDecaux DO BRASIL LTDA (anciennement JCDecaux DO BRASIL S.A.)		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SALVADOR MOBILIARIO URBANO LTDA (anciennement JCDecaux SALVADOR S.A.)		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LATAM SERVIÇOS DE MANAGEMENT LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CONCESSIONARIA A HORA DE SÃO PAULO LTDA	(1)	Brésil	100,00	Glob.	86,67
CEMUSA BRASILIA S.A.		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA AMAZONIA Ltda		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA RIO S.A.		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA SALVADOR MOBILIARIO URBANO LTDA (anciennement CEMUSA SALVADOR S.A.)		Brésil	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
WALL SOFIA EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
OUTFRONT JCDecaux STREET FURNITURE CANADA, Ltd		Canada	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux COMUNICACION EXTERIOR CHILE S.A. (anciennement STAND OFF S.A.)	(1) & (25)	Chili	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PEARL&DEAN OUTDOOR ADVERTISING (CHINA) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING PRESS JCDecaux MEDIA ADVERTISING Co. Ltd		Chine	50,00	Equiv.*	50,00
NINGBO JCDecaux Pearl & Dean ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING JCDecaux PEARL & DEAN Advertising Co.,Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS NACIONALES DE COLOMBIA SAS	(25)	Colombie	75,00	Glob.	75,00
LLEGA S.A.S.	(25)	Colombie	75,00	Glob.	100,00
JCDecaux KOREA Inc.		Corée du Sud	80,00	Glob.	80,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE COSTA RICA S.A.	(25)	Costa Rica	72,75	Glob.	100,00
JCDecaux COTE d'IVOIRE		Côte d'Ivoire	50,00	Equiv.*	50,00
AFA JCDecaux A/S		Danemark	50,00	Glob.	50,00
JCDecaux STREET FURNITURE FZ LLC		Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DXB MEDIA FZ LLC		Emirats Arabes Unis	75,00	Glob.	75,00
JCDecaux ECUADOR SA.		Equateur	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ESPANA SLU (anciennement EL MOBILIARIO URBANO SLU)	(1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ATLANTIS SA		Espagne	85,00	Glob.	85,00
JCDecaux LA TIN AMERICA INVESTMENTS HOLDING S.L.		Espagne	100,00	Glob.	100,00
CORPORACION AMERICANA DE EQUIPAMIENTOS URBANOS SL.	(25)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO S.A.	(1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EESTI OU		Estonie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEW YORK, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SAN FRANCISCO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MALLSCAPE, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEW YORK, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
OUTFRONT DECAUX STREET FURNITURE, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux NORTH AMERICA, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOSTON, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE GREATER BOSTON, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE NEW YORK, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux FINLAND Oy	(1)	Finlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux GABON		Gabon	40,00	Equiv.*	40,00
JCDecaux GUATEMALA, S.A.	(25)	Guatemala	72,75	Glob.	100,00
VISTA CENTROAMERICANA S.A.	(14) & (25)	Guatemala	72,75	Glob.	100,00
JCDecaux CITYSCAPE HONG KONG Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYSCAPE Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
IMMENSE PRESTIGE		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
BUS FOCUS Ltd	(4) & (13) & (36)	Hong Kong	40,00	Equiv.	40,00
VBM VAROSBUTOR ES MEDIA Kft.		Hongrie	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux HUNGARY Zrt	(1)	Hongrie	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux ADVERTISING INDIA PVT Ltd	(1)	Inde	100,00	Glob.	100,00
AFA JCDecaux ICELAND ehf	(4) & (34)	Islande	50,00	Glob.	100,00
JCDecaux ISRAEL Ltd		Israël	92,00	Glob.	92,00
MCDECAUX Inc.		Japon	85,00	Glob.	85,00
CYCLOCITY Inc.		Japon	100,00	Glob.	100,00
RTS DECAUX JSC		Kazakhstan	50,00	Glob.	50,00
JCDecaux LATVIJA SIA		Lettonie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LIETUVA UAB		Lituanie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LUXEMBOURG SA	(1)	Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux GROUP SERVICES SARL		Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MONGOLIA LLC		Mongolie	51,00	Glob.	51,00
JCDecaux MACAU	(1)	Macao	80,00	Glob.	80,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE MEXICO, S.A. DE C.V.	(25)	Mexique	100,00	Glob.	100,00
SERVICIOS DE COMERCIALIZACION DE PUBLICIDAD, S.A. DE C.V.	(25)	Mexique	100,00	Glob.	100,00
SERVICIO Y TECNOLOGIA ESPECIALIZADA, S.A. DE C.V.	(25)	Mexique	63,70	Glob.	100,00
MEDIOS DE PUBLICIDAD S.A. DE C.V.	(25)	Mexique	63,70	Glob.	100,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE LA PENINSULA, S.A. DE C.V.	(25)	Mexique	63,70	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME MEXICO SA de CV	(25)	Mexique	63,70	Glob.	63,70
ESCATO URBANO, S.A. DE C.V.	(25)	Mexique	63,70	Glob.	100,00
STOC SA DE CV	(25) & (26) & (31)	Mexique	63,70	Glob.	100,00
FMI Decaux Co., Ltd.		Myanmar	60,00	Glob.	60,00
JCDecaux OMAN	(1) & (5)	Oman	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UZ		Ouzbékistan	72,26	Glob.	72,26
JCDecaux PANAMA, S.A.	(1) & (25)	Panama	72,75	Glob.	100,00
JCDecaux CENTRAL AMERICA HOLDING S.A.	(25)	Panama	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux Top Media SA	(25)	Panama	72,75	Glob.	72,75
JCDecaux NEDERLAND BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PORTUGAL - MOBILIARIO URBANO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
PURBE PUBLICIDADE URBANA & GESTAO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
ELAN DECAUX W.L.L	(1)	Qatar	50,00	Equiv.*	49,00
JCDecaux DOMINICANA, SAS. (anciennement JCDecaux DOMINICANA, S.A.)	(25)	Rép. Dominicaine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MESTSKY MOBILIAR Spol Sro	(1)	Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
RENCAR MEDIA Spol Sro		Rép. Tchèque	46,90	Glob.	100,00
CLV CR Spol Sro		Rép. Tchèque	23,45	Equiv.*	50,00
JCDecaux UK Ltd	(1)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SMALL CELLS Ltd		Royaume-Uni	70,00	Glob.	70,00
IN FOCUS PUBLIC NETWORKS LIMITED		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
VIOOH LIMITED	(1) & (3) & (21)	Royaume-Uni	93,50	Glob.	93,50
JCDecaux EL SALVADOR, S.A. DE C.V.	(25)	Salvador	72,75	Glob.	100,00
JCDecaux SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SLOVAKIA Sro		Slovaquie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SVERIGE AB		Suède	100,00	Glob.	100,00
OUTDOOR AB		Suède	48,50	Equiv.*	48,50
JCDecaux SVERIGE FORSALJNINGSAKTIEBOLAG		Suède	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CORPORATE SERVICES GmbH		Suisse	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux URUGUAY	(6)	Uruguay	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux URUGUAY SA		Uruguay	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OOH URUGUAY SA		Uruguay	100,00	Glob.	100,00
PUBLIBUS SA	(25)	Uruguay	100,00	Glob.	100,00
TRANSPORT					
MEDIA AEROPORTS DE PARIS		France	50,00	Equiv.*	50,00
METROBUS		France	33,00	Equiv.	33,00
JCDecaux SPG OUTDOOR ADVERTISING (PTY) LTD (anciennement CONTINENTAL SPG OUTDOOR ADVERTISING (Pty Ltd))		Afrique du Sud	35,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ALGERIE SARL		Algérie	80,00	Glob.	80,00
JCDecaux AIRPORT ALGER EURL		Algérie	80,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT CENTRE SARL		Algérie	49,00	Equiv.	49,00
MEDIA FRANKFURT GmbH		Allemagne	39,00	Equiv.*	39,00
JCDecaux AIRPORT MEDIA GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
TRANS-MARKETING GmbH	(2)	Allemagne	87,82	Glob.	87,82
JCDecaux ATA SAUDI LLC		Arabie Saoudite	60,00	Glob.	60,00
BUSPAK ADVERTISING GROUP PTY LTD	(3) & (33)	Australie	100,00	Glob.	100,00
GSP PRINT PTY LTD	(3) & (33)	Australie	100,00	Glob.	100,00
INFOSCREEN AUSTRIA GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT BELGIUM	(15)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA DO BRASIL LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MIDIA AEROPORTOS LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CAMEROUN		Cameroun	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux CHILE SA	(1) & (25)	Chili	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MOMENTUM SHANGHAI AIRPORT ADVERTISING Co. Ltd		Chine	35,00	Equiv.*	35,00
JCDecaux ADVERTISING (BEIJING) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING TOP RESULT METRO Advertising. Co. Ltd	(30)	Chine	90,00	Equiv.*	38,00
JCDecaux ADVERTISING (SHANGHAI) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
CHONGQING MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADVERTISING Co. Ltd		Chine	60,00	Glob.	60,00
CHENGDU MPI PUBLIC TRANSPORTATION Advertising. Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JINAN ZHONGGUAN XUNHUA PUBLIC TRANSPORT Advertising. Co. Ltd		Chine	30,00	Equiv.	30,00
SHANGHAI SHENTONG JCDecaux METRO ADVERTISING Co. Ltd		Chine	60,00	Equiv.*	51,00
NANJING METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux ADVERTISING CHONGQING Co., Ltd		Chine	80,00	Glob.	80,00
SUZHOU JCDecaux METRO ADVERTISING Co.Ltd		Chine	80,00	Glob.	65,00
NANJING JCDecaux BUS ADVERTISING Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
GUANGZHOU METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd		Chine	49,00	Equiv.*	49,00
GUANGZHOU JCDECAUX AEROTROPOLIS ADVERTISING Co.,Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
TIANJIN METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd	(3)	Chine	60,00	Equiv.*	60,00
JCDecaux DICON FZCO		Emirats Arabes Unis	75,00	Glob.	75,00
JCDecaux ADVERTISING AND MEDIA LLC		Emirats Arabes Unis	80,00	Glob.	49,00
JCDecaux MIDDLE EAST FZ-LLC		Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME FZ-LLC (ABU DHABI)		Emirats Arabes Unis	55,00	Glob.	55,00
JCDecaux TRANSPORT, S.L.U.	(27)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT LAWA, LLC		Etats-Unis	92,50	Glob.	92,50
MIAMI AIRPORT CONCESSION, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux AIRPORT CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
THE JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT HOUSTON AIRPORTS, LLC		Etats-Unis	99,00	Glob.	99,00
JCDecaux AIRPORT BOSTON, LLC		Etats-Unis	98,00	Glob.	98,00
JCDecaux AIRPORT SPONSORSHIPS, LLC	(22)	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT DALLAS FORT WORTH, LLC		Etats-Unis	97,50	Glob.	97,50
JCDecaux PEARL & DEAN Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR ADVERTISING HK Ltd	(2)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux INNOVATE Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PRODUCTION Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CHINA HOLDING Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
BERON Ltd	(2) & (13)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
TOP RESULT PROMOTION Ltd	(1)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PARTNERS INTERNATIONAL Ltd	(1)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MPI PRODUCTION Ltd	(2)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DIGITAL VISION (HK) Ltd.		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
IGPDECAUX Spa	(1)	Italie	60,00	Equiv.*	60,00
CNDECAUX AIRPORT MEDIA Co. Ltd		Macao	30,00	Equiv.	30,00
JCDecaux NORGE AS	(1)	Norvège	97,69	Glob.	100,00
AEROTOP, S.A.	(25)	Panama	72,75	Glob.	100,00
CITY BUS TOP, S.A.	(25)	Panama	58,20	Glob.	80,00
PUBLICIDAD AEROPUERTO DE TOCUMEN S.A.	(25)	Panama	72,75	Glob.	100,00
JCDecaux AEROPUERTO DE LIMA SAC	(23)	Pérou	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PERU SAC (anciennement EYE CATCHER MEDIA S.A.C.)	(1)	Pérou	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT POLSKA Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT PORTUGAL SA		Portugal	85,00	Glob.	85,00
RENCAR PRAHA AS		Rép. Tchèque	46,90	Glob.	70,00
JCDecaux AIRPORT UK Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS	Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux ASIA SINGAPORE Pte Ltd	Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME ADVERTISING Pte Ltd	Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux THAILAND Co., Ltd	Thaïlande	98,00	Glob.	49,50
AFFICHAGE				
JCDecaux SOUTH AFRICA HOLDINGS (PROPRIETARY) LIMITED	Afrique du Sud	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SOUTH AFRICA OUTDOOR ADVERTISING (PROPRIETARY) LIMITED	Afrique du Sud	49,00	Glob.	70,00
JCDecaux SUB-SAHARAN AFRICA (Pty) Ltd	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
MERAFE RAIL	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
MERAFE OUTDOOR	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
CORPCOM OUTDOOR	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
SUBURBAN INDUSTRIAL SIGN DESIGN	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
RENT A SIGN LEBOWA	Afrique du Sud	35,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux SOUTH AFRICA (PTY) Ltd	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
OUTDOOR Co (Pty) Ltd	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
BDEYE DESIGNS (Pty) Ltd	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
KCF INVESTMENTS (Pty) Ltd	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
NEWSHELF1001 (Pty) Ltd (Lease Co)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
SIYENZA GRAPHIC DESIGN AND SIGNAGE (PTY) LTD (anciennement SIYENZA GRAPHIC DESIGN (Pty) Ltd)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
INTER-AFRICA OUTDOOR ADVERTISING (SOUTH AFRICA) (PTY) Ltd	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux SUBSAHARAN AFRICA HOLDINGS (Pty) Ltd	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux ANGOLA LDA (anciennement CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA (ANGOLA) Lda)	Angola	70,00	Glob.	100,00
URBANMEDIA ARGENTINA S.A.	Argentine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ARGENTINA OOH S.A.	Argentine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ANZ PTY Ltd	(3) Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AUSTRALIA HOLDINGS PTY Ltd	(3) Australie	100,00	Glob.	100,00
APN OUTDOOR GROUP LTD	(3) & (33) Australie	100,00	Glob.	100,00
APNO GROUP HOLDINGS PTY LTD	(3) & (33) Australie	100,00	Glob.	100,00
APNO FINANCE PTY LTD	(3) & (33) Australie	100,00	Glob.	100,00
APN OUTDOOR PTY LTD	(1) & (3) & (33) Australie	100,00	Glob.	100,00
EASTCOTT INVESTMENTS PTY LTD	(3) & (33) Australie	100,00	Glob.	100,00
UNIVERSAL OUTDOOR PTY LTD	(3) & (33) Australie	100,00	Glob.	100,00
CODY LINK PTY LTD	(3) & (33) Australie	100,00	Glob.	100,00
TAXIMEDIA PTY LTD	(3) & (33) Australie	100,00	Glob.	100,00
VALTOFF PTY LTD	(3) & (33) Australie	100,00	Glob.	100,00
TOTAL CAB MEDIA PTY LTD	(3) & (33) Australie	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
SOL AUSTRALIA PTY LTD	(3) & (33)	Australie	100,00	Glob.	100,00
EVERFACT PTY LTD	(3) & (33)	Australie	100,00	Glob.	100,00
EVERFACT UNIT TRUST	(3) & (33)	Australie	100,00	Glob.	100,00
APN OUTDOOR (TRADING) PTY LTD	(3) & (33)	Australie	100,00	Glob.	100,00
AUSTRALIAN POSTERS PTY LTD	(3) & (33)	Australie	100,00	Glob.	100,00
THE AUSTRALASIAN ADVERTISING COMPANY PTY LTD	(3) & (33)	Australie	100,00	Glob.	100,00
ADSPACE PTY LTD	(3) & (33)	Australie	100,00	Glob.	100,00
IOM PTY LIMITED	(3) & (33)	Australie	100,00	Glob.	100,00
TMS OUTDOOR ADVERTISING PTY LTD	(3) & (33)	Australie	100,00	Glob.	100,00
THE NETTLEFOLD OUTDOOR ADVERTISING UNIT TRUST	(3) & (33)	Australie	100,00	Glob.	100,00
NETTLEFOLD ADVERTISING PTY LTD	(3) & (33)	Australie	100,00	Glob.	100,00
NATIONAL OUTDOOR ADVERTISING PTY LTD	(3) & (33)	Australie	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA WERBEGESELLSCHAFT.mbH	(1)	Autriche	67,00	Glob.	67,00
PROGRESS AUSSENWERBUNG GmbH		Autriche	45,10	Glob.	51,00
PROGRESS WERBELAND WERBE. GmbH	(16) & (28)	Autriche	67,00	Glob.	100,00
ISPA WERBEGES.mbH	(17)	Autriche	45,10	Glob.	51,00
USP WERBEGESELLSCHAFT.mbH		Autriche	50,25	Glob.	75,00
JCDecaux CENTRAL EASTERN EUROPE GmbH		Autriche	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA SERVICE GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
ROLLING BOARD OBERÖSTERREICH WERBE GmbH		Autriche	25,13	Equiv.*	50,00
KULTURFORMAT (anciennement KULTURPLAKAT)		Autriche	67,00	Glob.	100,00
MEGABOARD SORAVIA GmbH		Autriche	45,10	Glob.	51,00
ANKÜNDER GmbH		Autriche	22,31	Equiv.	33,30
PROGRESS TIROL-VORARLBERG AUSSENWERBUNG GmbH	(24)	Autriche	45,10	Glob.	51,00
JCDecaux BILLBOARD BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ARTVERTISING BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOTSWANA (PTY) LIMITED		Botswana	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux GRANDES FORMATOS MIDIA EXTERIOR LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR Ltda		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BULGARIA HOLDING BV	(11)	Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux BULGARIA EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
MARKANY LINE EOOD		Bulgarie	25,00	Equiv.*	50,00
EASY DOCK EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
PRIME OUTDOOR OOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux IMAGE JSC		Bulgarie	25,00	Equiv.*	50,00
INTERNATIONAL OUTDOOR ADVERTISING HOLDING COMPANY	(2)	Caimans, îles	100,00	Glob.	100,00
IOAHC INVESTMENTS URUGUAY COMPANY		Caimans, îles	100,00	Glob.	100,00
IOA PROLIX COMPANY		Caimans, îles	80,00	Glob.	80,00
JCDecaux OOH CHILE S.A.	(25)	Chili	100,00	Glob.	100,00
CEE MEDIA HOLDING LIMITED		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
DROSFIELD ENTERPRISES LIMITED		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
OUTDOOR MEDIA SYSTEMS LIMITED		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
FEGPORT INVESTMENTS Ltd	(2)	Chypre	25,00	Equiv.*	25,00
ELACORP LIMITED		Chypre	18,75	Equiv.*	25,00
PUBLIVALLAS DE COSTA RICA S.A.	(18) & (25)	Costa Rica	72,75	Glob.	100,00
TOP MEDIA COSTA RICA, S.A.	(25)	Costa Rica	72,75	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Doo		Croatie	45,10	Glob.	51,00
JCDecaux ESPANA S.L.U.	(1) & (27)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
CLEAR CHANNEL ESPANA, S.L.U. y CEMUSA - CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO, S.A.		Espagne	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux SWAZILAND (PTY) LTD		Eswatini	70,00	Glob.	100,00
INTERSTATE JCDecaux LLC		Etats-Unis	49,00	Equiv.*	49,00
TOP MEDIA GUATEMALA, S.A.	(25)	Guatemala	72,75	Glob.	100,00
JCDecaux TOP MEDIA HONDURAS S.A. (anciennement TOP MEDIA HONDURAS, S.A.)	(25)	Honduras	72,75	Glob.	100,00
POAD		Hong Kong	49,00	Equiv.	49,00
JCDecaux REUNION ISLAND (anciennement LC OUTDOOR)		Réunion, île	56,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN HOLDINGS Ltd	(10)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN POSTER SITES Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
SOLAR HOLDINGS Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux IRELAND Ltd	(1)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
BRAVO OUTDOOR ADVERTISING Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LESOTHO (PTY) LTD		Lesotho	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux MADAGASCAR SA		Madagascar	56,00	Glob.	80,00
JCDecaux MEDIA Sdn Bhd		Malaisie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR ADVERTISING LTD		Malawi	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux (MAURITIUS) Ltd		Maurice	56,00	Glob.	80,00
CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA MANAGEMENT COMPANY (MAURITIUS) Ltd		Maurice	70,00	Glob.	100,00
VENDOR PUBLICIDAD EXTERIORS DE R.L. DE C.V.	(25)	Mexique	63,70	Glob.	100,00
FUSIONANTE VENDOR S DE R.L DE C.V.	(19) & (25)	Mexique	63,70	Glob.	100,00
SERVICIOS ADMINISTRATIVOS AMERICA, S DE R.L DE C.V.	(25) & (32)	Mexique	63,70	Glob.	100,00
CORPORACION DE MEDIOS INTEGRALES, S.A. DE C.V.	(25)	Mexique	63,70	Glob.	100,00
PUBLITOP DE OCCIDENTE, S.A. DE C.V.	(25)	Mexique	63,70	Glob.	100,00
PUBLITOP, S.A. DE C.V.	(25)	Mexique	63,70	Glob.	100,00
JCDecaux MOZAMBIQUE LDA (anciennement JCDecaux MOZAMBIQUE LTDA)		Mozambique	50,05	Glob.	71,50
JCDecaux NAMIBIA OUTDOOR ADVERTISING (Pty) Limited		Namibie	70,00	Glob.	100,00
TOP MEDIA NICARAGUA, S.A.	(25)	Nicaragua	72,75	Glob.	100,00
JCDecaux NIGERIA OUTDOOR ADVERTISING Ltd	(20)	Nigeria	49,00	Glob.	70,00
APN OUTDOOR HOLDINGS Ltd	(3) & (33)	Nouvelle- Zélande	100,00	Glob.	100,00
APN OUTDOOR Ltd	(1) & (3) & (33)	Nouvelle- Zélande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UGANDA OUTDOOR ADVERTISING LTD		Ouganda	70,00	Glob.	100,00
PUBLITOP DE PANAMA, S.A.	(25)	Panama	72,75	Glob.	100,00
JCDecaux TOP MEDIA SERVICIOS DE PANAMA, S.A.	(25)	Panama	72,75	Glob.	100,00
TOP MEDIA PANAMA, S.A.	(25)	Panama	72,75	Glob.	100,00
PUBLITOP NORTE SA	(3) & (29)	Panama	72,75	Glob.	100,00
OUTDOOR SYSTEMS AMERICAS NETHERLANDS NEWCO BV	(25)	Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux CARTELERA B.V.	(25)	Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEONLIGHT Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
GIGABOARD POLSKA Sp zoo Poland		Pologne	67,00	Glob.	100,00
RED PORTUGUESA - PUBLICIDADE EXTERIOR SA		Portugal	96,38	Glob.	96,38
AUTEDOR - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	49,15	Glob.	51,00
RED LITORAL - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	72,29	Glob.	75,00
DISTRIBUIDORA DE VALLAS DOMINICANA, S.A.	(25)	Rép. Dominicaine	100,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Spol Sro		Rép. Tchèque	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UNITED Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
ALLAM GROUP Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
EXCEL OUTDOOR MEDIA Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
RUSS OUT OF HOME BV (RUSS OUTDOOR)	(8)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
ADVANCE GROUP LLC		Russie	12,75	Equiv.*	25,00
APR CITY/TV D LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
BIGBOARD LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
DISPLAY LLC		Russie	18,75	Equiv.*	25,00
EUROPEAN OUTDOOR COMPANY Inc.	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
EXPOMEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
FREGAT LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
HARDLINK SOLUTIONS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
WALL CIS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MEDIA SUPPORT SERVICES Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MERCURY OUTDOOR DISPLAY Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUT OF HOME GmbH	(7)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
NORTHERN OUTDOOR DISPLAYS Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OMS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR MARKETING LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR MEDIA MANAGEMENT LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR SYSTEMS LIMITED	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PRIME SITE LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PRIME SITE Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RCMO JSC	(2)	Russie	12,50	Equiv.*	25,00
REKART MEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
REKTIME LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS INDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUTDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUTDOOR MEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SCARBOROUGH ASSOCIATED SA	(9) & (35)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SCOPE TRADE & FINANCE SA	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SENROSE FINANCE LIMITED	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SOLVEX Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
TERMOTRANS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
UNITED OUTDOOR HOLDING Inc.	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MERIDIAN LLC		Russie	12,75	Equiv.*	25,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
RINGROADMEDIA LLC		Russie	12,75	Equiv.*	25,00
VA LLC		Russie	11,25	Equiv.*	25,00
TOP MEDIA EL SALVADOR, S.A. de C.V.	(25)	Salvador	72,75	Glob.	100,00
ISPA BRATISLAVA Spol Sro		Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
PLAKA TIRANJE Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
SVETLOBNE VITRINE		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
MADISON Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
METROPOLIS MEDIA Doo (SLOVENIA)		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
APGISGA SA		Suisse	30,00	Equiv.	30,00
JCDecaux TANZANIA LTD		Tanzanie	70,00	Glob.	100,00
BIGBOARD B.V.	(12)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD GROUP LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
ALTER-V LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
AUTO CAPITAL LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIG MEDIA LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD KHARKOV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD LLC (KIEV)		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD LVOV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD VY SHGOROD		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD ZAPOROZHIE		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BOMOND LLC		Ukraine	25,00	Equiv.*	50,00
GARMONIYA LLC	(4)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
MEDIA PARTNER - O		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
OUTDOORAUTO LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER DNEPROPETROV/SK		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER DONBASS		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER GROUP LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER LLC (KIEV)		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER ODESSA		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
REKSVIT UKRAINE LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
UKRAIYINSKA REKLAMA LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ZAMBIA LTD		Zambie	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux ZIMBABWE (PVT) LTD		Zimbabwe	70,00	Glob.	100,00

- (1) Sociétés qui sont réparties sur deux ou trois activités pour les besoins d'information sectorielle, mais reprises ici sur leur activité historique.
- (2) Sociétés liquidées en 2018.
- (3) Sociétés consolidées en 2018.
- (4) Sociétés cédées en 2018.
- (5) Cette société est un établissement de JCDecaux Bahrain SPC.
- (6) Cette société est un établissement de JCDecaux France.
- (7) Société de droit autrichien opérant en Russie.
- (8) Société de droit néerlandais opérant en Russie.
- (9) Sociétés de droit des Iles Vierges Britanniques détenant des participations en Russie.
- (10) Société de droit britannique opérant en Irlande du Nord.
- (11) Société de droit néerlandais opérant en Bulgarie.
- (12) Société de droit néerlandais opérant en Ukraine.
- (13) Sociétés de droit des Iles Vierges Britanniques détenant des participations à Hong Kong.

- (14) L'entité Vista Centroamericana S.A. (Guatemala) a été absorbée par JCDecaux Guatemala, S.A. (Guatemala) au 16 mai 2018.
- (15) L'entité JCDecaux Airport Belgium (Belgique) a été absorbée par JCDecaux Street Furniture Belgium (Belgique) avec effet rétroactif au 1er janvier 2018. L'activité Transport est maintenue au sein de la société JCDecaux Street Furniture Belgium (Belgique).
- (16) Le 23 mai 2018, rachat de 28,84 % des participations ne donnant pas le contrôle dans Progress Werbeland Werbe GmbH (Autriche) par Gewista Werbegesellschaft.mBH (Autriche) portant le pourcentage d'intérêt à 58,56% et le pourcentage de contrôle à 87,40%.
- (17) L'entité Ispa Werbeges.mBH (Autriche) a été absorbée par Megaboard Soravia GmbH (Autriche) au 30 janvier 2018.
- (18) L'entité Publivallas de Costa Rica S.A. (Costa Rica) a été absorbée par Top Media Costa Rica, S.A. (Costa Rica) avec effet rétroactif au 1er janvier 2018.
- (19) L'entité Fusionante Vendor S de R.L de C.V. (Mexique) a été absorbée par Corporacion de Medios Integrales, S.A. de C.V. (Mexique) au 8 mars 2018.
- (20) L'activité de la société JCDecaux Nigeria Outdoor Advertising Ltd (Nigeria) est désormais l'Affichage.
- (21) Le 3 mai 2018, entrée d'un partenaire dans le capital de Viooh Limited (Royaume-Uni) ramenant le pourcentage d'intérêt et de contrôle à 93,50%.
- (22) Le 30 juin 2018, rachat des participations du partenaire donnant le contrôle dans JCDecaux Airport Sponsorships, LLC (Etats-Unis) par JCDecaux Airport, Inc (Etats-Unis) portant le pourcentage de contrôle et d'intérêt de 50% à 100%. L'entité est désormais consolidée en intégration globale.
- (23) L'entité JCDecaux Aeropuerto de Lima SAC (Pérou) a été absorbée par JCDecaux PERU SAC (Pérou) au 1er juillet 2018.
- (24) L'entité Progress Tirol-Vorarlberg Aussenwerbung GmbH (Autriche) a été absorbée par Progress Aussenwerbung GmbH (Autriche) avec effet rétroactif au 1er janvier 2018.
- (25) Le 24 juillet 2018, rachat des participations ne donnant pas le contrôle dans Corporacion Americana de Equipamientos Urbanos SL (Espagne) par JCDecaux Latin America Investments Holding SL (Espagne), portant ainsi le pourcentage d'intérêt financier de 73,36% à 100%, ce qui a pour effet d'augmenter le pourcentage de détention des entités détenues par Corporacion Americana de Equipamientos Urbanos SL.
- (26) Le 24 juillet 2018, rachat des parts minoritaires de Stoc SA de CV (Mexique) par Equipamientos Urbanos de Mexico, SA de CV (Mexique) et Corporacion Americana de Equipamientos Urbanos SL (Espagne), portant ainsi le pourcentage d'intérêt financier et de contrôle de 50% à 100%. L'entité est désormais consolidée en intégration globale.
- (27) Les entités JCDecaux ESPANA S.L.U. (Espagne) et JCDecaux TRANSPORT, S.L.U. (Espagne) ont été absorbées par EL MOBILIARIO URBANO SLU, renommée JCDecaux ESPANA SLU (Espagne) avec effet rétroactif au 1er janvier 2018.
- (28) Le 25 juillet 2018, rachat des participations ne donnant pas le contrôle dans Progress Werbeland Werbe GmbH. (Autriche) par Gewista Werbegesellschaft.mBH (Autriche) portant le pourcentage de contrôle à 100% et le pourcentage d'intérêt à 67%.
- (29) Le 6 septembre 2018, acquisition de 100% de Publitop Norte SA (Panama) par JCDecaux Top Media SA (Panama). La société est consolidée en intégration globale au pourcentage de contrôle de 100%. Le pourcentage d'intérêt est de 72,75%.
- (30) Beijing Top Result Metro Advertising. Co. Ltd (Chine) est consolidée par la méthode de la mise en équivalence du fait du contrôle conjoint avec le partenaire du Groupe dans les pouvoirs de Direction.
- (31) Le 10 octobre 2018, cession des parts détenues dans Stoc SA de CV (Mexique) par Equipamientos Urbanos de Mexico SA de CV (Mexique) et Corporacion Americana de Equipamientos Urbanos SL (Espagne) à JCDecaux Out of Home Mexico SA de CV (Mexique) et Corporacion de Medios Integrales SA de CV (Mexique) entraînant une diminution du pourcentage d'intérêt de 100% à 63,70%.
- (32) L'entité Servicios Administrativos America, S de R.L de C.V. (Mexique) a été absorbée par Corporacion de Medios Integrales SA de CV (Mexique) en date du 19 octobre 2018.
- (33) Le 31 octobre 2018, acquisition du Groupe APN Outdoor via un « Scheme of Arrangement » autorisée en date du 23 août 2018 par l'Australian Competition and Consumer Commission puis par les actionnaires d'APN Outdoor le 15 octobre 2018. Le pourcentage de contrôle et d'intérêt des nouvelles sociétés acquises est de 100%. Ces nouvelles entités sont consolidées en intégration globale.
- (34) Le 16 décembre 2018, cession de la société AFA JCDecaux ICELAND ehf (Islande).
- (35) L'entité Scarborough Associated SA a été absorbée par l'entité Scrope Trade & Finance SA.
- (36) Le 27 juin 2018, cession de la société Bus Focus Ltd (Hong Kong).

Note :

Glob. = intégration globale

Equiv.* = mise en équivalence sous contrôle conjoint

Equiv. = mise en équivalence sous influence notable

* Le pourcentage de contrôle correspond à la quote-part de détention directe ou indirecte dans le capital des sociétés à l'exception des sociétés détenues par des sociétés en contrôle conjoint. Pour ces sociétés, le pourcentage de contrôle correspond au pourcentage de contrôle de sa détentrice.

Pour les sociétés contrôlées et les sociétés mises en équivalence qu'elles détiennent, le pourcentage de droit de vote est usuellement déterminé sur la base du pourcentage de contrôle, à l'exception de quelques sociétés en Chine où il est déterminé sur la représentation au sein des organes de gouvernance, les spécificités juridiques et réglementaires locales ne permettant pas de l'apprécier autrement, et de la Thaïlande où le pourcentage de droit de vote est de 98 %.

13. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 6 mars 2019, le Conseil de Surveillance a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de mai 2019 une distribution de dividende au titre de 2018, de 0,58 € par action.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense Cedex
775 726 417 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

JCDecaux SA

Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société JCDecaux SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société JCDecaux SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1.2. Changement de méthodes comptables » de l'annexe qui expose les incidences de l'application des normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers » sur les comptes consolidés.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ **Evaluation des goodwill, des immobilisations corporelles et incorporelles et des titres mis en équivalence**

<p>Risque identifié</p>	<p>Au 31 décembre 2018, la valeur nette des goodwill, des immobilisations corporelles et incorporelles et des titres mis en équivalence s'élève à M€ 4.095,7. Les immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les goodwill et les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an.</p> <p>Votre groupe réalise des tests de perte de valeur au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondant aux entités opérationnelles pour les actifs immobilisés corporels et incorporels et les titres mis en équivalence, et au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé pour chaque secteur opérationnel (Mobilier Urbain, Affichage et Transport) pour les goodwill. Ainsi, les tests sont effectués au croisement des zones géographiques et des secteurs opérationnels. La méthodologie utilisée par votre groupe est décrite dans les notes 1.11 et 1.12 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs est un point clé de l'audit en raison de leur importance dans les comptes et des estimations et jugements nécessaires à leur évaluation.</p> <p>En effet, ces tests intègrent, pour déterminer la valeur recouvrable, des données prévisionnelles propres à chaque secteur opérationnel. Ces données comportent la vision de la direction des perspectives de rentabilité futures attendues et des hypothèses relatives à la fois au taux de renouvellement de contrat pour les secteurs opérationnels Mobilier Urbain et Transport et au taux de croissance à long terme pour le secteur Affichage.</p>
<p>Notre réponse</p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ prendre connaissance des processus et des analyses conduites par la société JCDecaux SA afin de réaliser ces évaluations ; ▶ rapprocher les valeurs nettes comptables des actifs faisant l'objet du test de perte de valeur avec les comptes consolidés ; ▶ vérifier, par sondages, l'exactitude arithmétique du modèle utilisé pour déterminer les valeurs d'utilité ; ▶ prendre connaissance des principales hypothèses retenues par entretien avec la direction financière et le directoire de votre groupe au titre des perspectives de rentabilité futures et à les comparer avec les données utilisées dans les précédents tests de perte de valeur ainsi que, le cas échéant, avec la performance historique des filiales concernées ; ▶ comparer les taux d'actualisation utilisés par pays à nos bases de données interne ; ▶ rapprocher les taux de croissance à long terme retenu pour les flux projetés avec les analyses de marché ; ▶ comparer le taux de renouvellement des contrats utilisé au taux de renouvellement des contrats constaté historiquement par le groupe ;

- ▶ procéder à des analyses de sensibilité sur les principales hypothèses utilisées ;
- ▶ apprécier le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

■ Evaluation de la provision démontage

Risque identifié	<p>Au 31 décembre 2018, les provisions constituées pour couvrir les obligations relatives au démontage des mobiliers en fin de contrat s'élèvent à M€ 242,6.</p> <p>Les règles et méthodes comptables relatives à ces provisions et leur évaluation sont décrites dans les notes 1.21 et 4.12.1 « Provisions pour démontage » de l'annexe aux comptes consolidés. Ainsi, les coûts destinés au démontage des mobiliers en fin de contrat sont enregistrés en provisions si une obligation contractuelle de démontage existe à une date prévisible. Ces provisions, constituées pour la totalité du coût de démontage estimé dès le début du contrat et actualisées, sont enregistrées en contrepartie du coût de démontage, comptabilisé à l'actif et amorti sur la durée du contrat. Elles sont revues à l'occasion de chaque clôture en fonction du parc installé et du coût unitaire de démontage.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des provisions pour démontage est un point clé de l'audit en raison des estimations et jugements nécessaires pour leur appréciation.</p>
Notre réponse	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ prendre connaissance de la méthodologie retenue par la société JCDecaux SA ; ▶ prendre connaissance de l'environnement et des procédures de contrôle interne relatives au processus d'évaluation de la provision pour démontage et identifier les principaux contrôles pertinents pour notre audit ; ▶ vérifier, l'exactitude arithmétique du modèle utilisé pour le calcul de la provision démontage dans l'application dédiée ; ▶ tester, par sondages, les durées de contrats retenues et la concordance des prévisions de coûts entrant dans la détermination de la provision avec les budgets et devis disponibles ainsi que les statistiques de coûts passés ; ▶ comparer les taux d'inflation et d'actualisation utilisés par pays à des bases de données internes ou externes ; ▶ apprécier le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société JCDecaux SA par votre assemblée générale du 10 mai 2006 pour le cabinet KPMG Audit, Département de KPMG S.A. et du 20 juin 2000 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG Audit, Département de KPMG S.A. était dans la treizième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la dix-neuvième année, dont dix-huit années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 7 mars 2019

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Frédéric Quélin

Grégoire Menou

Gilles Puissochet